

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Dokumentationsdienst  
3003 Bern  
Tel. 031 322 97 44  
Fax 031 322 82 97  
doc@parl.admin.ch

---

04.017 Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe-  
und Familienbesteuerung. Bundesgesetz

---



04.017 - Geschäft des Bundesrates.

[Texte français](#)**Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung. Bundesgesetz****Stand der Beratung** Erledigt

Botschaft des Bundesrates vom 8. März 2004 zur Änderung des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer (DBG); Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung (BBl 2004 1287)

**Vorlage 1**

Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (DBG)

**Chronologie:****15.03.2004 NR** Beschluss abweichend vom Entwurf des Bundesrates.**16.03.2004 SR** Abweichend.**17.03.2004 NR** Zustimmung.**19.03.2004 NR** Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.**19.03.2004 SR** Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen.

Bundesblatt 2004 1381; Ablauf der Referendumsfrist. 8. Juli 2004

**Amtliches Bulletin - die Wortprotokolle**

<b>Zuständig</b>	Finanzdepartement (EFD)
<b>Behandelnde Kommissionen</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben NR (WAK-NR) Kommission für Wirtschaft und Abgaben SR (WAK-SR)
<b>Behandlungskategorie NR:</b>	III, Reduzierte Debatte (Art. 68 GRN)

<b>Konnxexe Geschäfte</b>	<u>01.021</u>
---------------------------	---------------

<b>Deskriptoren</b>	Steuerprogression; direkte Bundessteuer; Familienbesteuerung; 24;
---------------------	---

▲ [Home](#)

04.017 - Objet du Conseil fédéral.

[Deutscher Text](#)**Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédérale**

Etat actuel Liquidé

---

Message du 8 mars 2004 concernant la modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD); prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal (FF 2004 1169)

**Projet 1**

Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) Modification

**Chronologie:****15-03-2004 CN** Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.**16-03-2004 CE** Divergences.**17-03-2004 CN** Adhésion.**19-03-2004 CN** La loi est adoptée en votation finale.**19-03-2004 CE** La loi est adoptée en votation finale.

Feuille fédérale 2004 1261; Délai référendaire: 8 juillet 2004

**Bulletin officiel - les procès-verbaux**


---

<b>Compétence</b>	Département des finances (DFF)
<b>Commissions traitant l'objet</b>	<u>Commission de l'économie et des redevances CN (CER-CN)</u>
	<u>Commission de l'économie et des redevances CE (CER-CE)</u>
<b>Catégorie objet CN:</b>	III, Débat réduit (art. 68 RCN)

---

<b>Objets apparentés</b>	<u>01.021</u>
--------------------------	---------------

---

<b>Descripteurs</b>	Steuerprogression; direkte Bundessteuer; Familienbesteuerung; 24;
---------------------	---

---

 Home

## 04.017 **Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédérale**

Message du 8 mars 2004 concernant la modification de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD); prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal (FF 2004 11)

### **Situation initiale**

La loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct (RS 642.11) prescrit que les effets de la progression à froid sur l'impôt frappant le revenu des personnes physiques sont compensés intégralement par une adaptation des barèmes et des déductions lorsque le renchérissement atteint 7%. Pour le droit en vigueur, ce seuil de 7% sera probablement dépassé à la fin de 2005, ce qui entraînerait une compensation pour l'année fiscale 2007.

Dans le cadre du paquet fiscal, le barème de l'impôt sur le revenu et les déductions ont été redéfinis pour la réforme de l'imposition du couple et de la famille qui entrera en vigueur le 1er janvier 2005, sous réserve de son acceptation par le peuple. En l'occurrence, il n'y a pas eu de compensation séparée des effets de la progression à froid.

Par le présent message, le Conseil fédéral propose d'adapter le barème et les déductions prévues dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille au renchérissement (estimé à 6,5%) intervenu entre le 1er janvier 1996 et fin 2004, à partir de l'année fiscale 2007. Cette mesure entraînera une diminution des recettes fiscales estimée à environ 180 millions de francs en 2008 et à environ 850 millions de francs à partir de 2009, y compris les parts cantonales.

### **Délibérations**

15-03-2004	CN	Décision modifiant le projet du Conseil fédéral.
16-03-2004	CE	Divergences.
17-03-2004	CN	Adhésion.
19-03-2004	CN	La loi est adoptée en votation finale. (110:77)
19-03-2004	CE	La loi est adoptée en votation finale. (29:16)

En prévision des débats au **Conseil national**, deux motions d'ordre ont été déposées. Au nom du groupe socialiste, Werner Marti (S, GL) a tenté de retirer l'objet de l'ordre du jour de la session de printemps. Selon lui, le texte présentait trois défauts : tout d'abord il était anti-constitutionnel parce que le droit de participation des cantons prévu par la Constitution y devenait « une farce » ; deuxièmement, le texte était contraire à la loi parce qu'il viole la loi fédérale sur les droits politiques selon laquelle le Conseil fédéral doit fixer l'objet d'une votation quatre mois en avance ; troisièmement, il était politiquement inacceptable. La motion a été néanmoins rejetée par 106 voix contre 74, contre l'avis de la gauche et des écologistes. Une proposition de minorité du Bureau, déposée le lendemain et défendue par Cécile Bühlmann (G, LU), visait à un réaménagement de l'ordre du jour pour que l'examen de l'objet au Conseil national n'ait lieu qu'une fois les cantons entendus. Cette proposition a également été rejetée par 107 voix contre 71.

Le débat a commencé par les interventions des rapporteurs de la commission recommandant l'entrée en matière sur le texte déclaré urgent. Contrairement au Conseil fédéral, qui n'entendait compenser les nouveaux tarifs et les nouvelles déductions intégrées dans le paquet fiscal qu'à raison de 6,5% - taux qui serait atteint avant la fin de 2004 - la majorité de la commission a proposé une solution conforme au droit actuellement en vigueur qui ne compenserait le renchérissement qu'une fois la barre des 7% effectivement atteinte (vraisemblablement fin 2005). Il s'agirait d'adapter le nouveau tarif lié au paquet fiscal au renchérissement complet, alors que les nouvelles déductions seraient adaptées au renchérissement atteint au moment de l'entrée en vigueur dudit paquet, soit en 2005. La gauche et les écologistes se sont vivement opposés à la procédure d'urgence tandis que deux propositions de renvoi et deux propositions de non-entrée en matière ont été déposées. Hildegard Fässler (S, SG) a estimé qu'il était peu judicieux de modifier une loi dans la hâte alors qu'elle allait être soumise au peuple ; selon elle, la crédibilité du monde politique était en danger et il était regrettable que les cantons ne soient pas suffisamment entendus. Alors que la gauche considérait la démarche du Conseil fédéral comme contraire au droit, la droite a exprimé son incompréhension. Gerold Bührer (RL, SH) a souligné qu'il n'avait jamais vécu une situation où une évidence comme la compensation de la progression à froid faisait l'objet d'un tel imbroglio et d'une critique aussi vive dans la presse. Par 107 voix contre 75, le Conseil national a finalement décidé d'entrer en matière sur le projet. Toutes les propositions de renvoi et de non-entrée en matière ont été refusées en bloc. Dans la discussion par article, la

proposition de la majorité de la commission a pu s'imposer devant trois propositions de minorité émises par des représentants de la gauche et des écologistes. Le texte a été approuvé à la votation sur l'ensemble par 101 voix contre 72.

Au **Conseil des États**, c'est également de la gauche que sont venues les critiques. A l'instar des cantons, les orateurs de gauche ont estimé que le texte était, du point de vue des principes de la démocratie, une ingérence inadmissible dans une procédure de votation en cours. La majorité bourgeoise était cependant clairement de l'avis que le projet serait synonyme de transparence et de clarté pour l'électeur. Le Conseil a rejeté aussi bien la proposition de non-entrée en matière que la proposition de renvoi déposée par la gauche, et ce par 26 voix contre 9 et 29 voix contre 9 respectivement. Dans la discussion par article, la Chambre haute a suivi le Conseil national en réglant cependant davantage dans le détail la compensation de la progression à froid.

Le **Conseil national** s'est ensuite rallié, sans opposition, à la version du Conseil des Etats.

## 04.017      **Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung. Bundesgesetz**

Botschaft des Bundesrates vom 8. März 2004 zur Änderung des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer (DBG); Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung (BBI 2004 )

### **Ausgangslage**

Das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer vom 14. Dezember 1990 (SR 642.11) bestimmt, dass bei der Einkommensteuer der natürlichen Personen die Folgen der kalten Progression beim Tarif und bei den Abzügen voll auszugleichen sind, wenn die Teuerung 7 % erreicht hat. Beim geltenden Recht würde die Schwelle von 7 % voraussichtlich Ende 2005 überschritten sein, was einen Ausgleich aufs Steuerjahr 2007 zur Folge hätte.

Im Rahmen des Steuerpaketes sind bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung, welche – vorbehältlich der Annahme durch das Volk – auf den 1. Januar 2005 in Kraft tritt, der Einkommensteuertarif und die massgeblichen Abzüge neu festgelegt worden. Ein separater Ausgleich der kalten Progression hat dabei nicht stattgefunden. Der Bundesrat beantragt, Tarif und Abzüge im Rahmen der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung mit Wirkung ab Steuerperiode 2007 an die zwischen dem 1. Januar 1996 und Ende 2004 eingetretene Teuerung von schätzungsweise 6,5 Prozent anzupassen. Die Mindereinnahmen aus dieser Massnahme werden 2008 auf rund 180 und ab 2009 auf rund 850 Millionen Franken geschätzt, inkl. Kantonsanteil.

### **Verhandlungen**

15.03.2004	NR	Beschluss abweichend vom Entwurf des Bundesrates.
16.03.2004	SR	Abweichend.
17.03.2004	NR	Zustimmung.
19.03.2004	NR	Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen. (110:77)
19.03.2004	SR	Das Bundesgesetz wird in der Schlussabstimmung angenommen. (29:10)

Im Vorfeld der Debatte im **Nationalrat** wurden zwei Ordnungsanträge eingereicht. Werner Marti (S, GL) wollte im Namen der sozialdemokratischen Fraktion das Geschäft von der Traktandenliste der Frühjahressession streichen. Er argumentierte, die Vorlage sei erstens verfassungswidrig, weil die verfassungsmässig garantierte Mitbestimmung der Kantone zur Farce gemacht werde, zweitens gesetzeswidrig, weil sie gegen das Bundesgesetz über die politischen Rechte verstosse, wonach der Bundesrat den Abstimmungsgegenstand vier Monate zum Voraus festlegen muss und drittens politisch unakzeptabel. Das Begehren wurde jedoch mit 106 zu 74 Stimmen gegen den Willen des rot-grünen Lagers abgelehnt. Nur einen Tag später machte sich ein von Cécile Bühlmann (G, LU) vorgetragener Minderheitsantrag des Büros für eine Umstellung der Traktandenliste stark, damit die Beratung des Geschäfts im Nationalrat nicht vor der Anhörung der Kantone stattfindet. Auch dieser Antrag wurde mit 107 zu 71 Stimmen verworfen.

Zur Beginn der Debatte im Nationalrat empfahlen die Berichtstatter der Kommission, auf die dringlich erklärte Vorlage einzutreten. Anders als der Bundesrat, der die im Steuerpaket verankerten neuen Tarife und Abzüge nur um die bis Ende 2004 aufgelaufene Teuerung von 6,5 Prozent ausgleichen wollte, präsentierte die Kommissionsmehrheit aber eine Lösung, die sich am geltenden Recht orientiert und die Teuerung erst dann ausgleicht, wenn sie effektiv 7 Prozent erreicht hat (voraussichtlich Ende 2005). Der mit dem Steuerpaket verbundene neue Tarif gelte es der vollen, die neuen Abzüge jedoch lediglich der seit dem Inkrafttreten des Steuerpaketes (2005) aufgelaufenen Teuerung anzupassen. Von links-grüner Seite regte sich erheblicher Widerstand gegen das Dringlichkeitsverfahren, wobei zwei Rückweisungs- und zwei Nichteintretensanträge eingereicht wurden. Hildegard Fässler (S, SG) betrachtete es als bedenklich, überhastet ein Gesetz zu ändern, das bereits auf dem Weg zur Volksabstimmung ist. Sie sah die Glaubwürdigkeit der Politik in Gefahr und bemängelte, dass die Kantone nicht hinreichend angehört wurden. Während die Ratslinke das Vorgehen des Bundesrates als verfassungswidrig qualifizierte, konnte die Ratsrechte das Aufbegehren nicht verstehen. Gerold Bühler (RL, SH) betonte, noch nie erlebt zu haben, dass eine Selbstverständlichkeit wie der Ausgleich der kalten Progression derart zerredet und von den Medien zerzaust wurde. Mit 107 zu 75 Stimmen beschloss der Nationalrat schliesslich, auf die Vorlage einzutreten. Die Rückweisungs- und Nichteintretensanträge wurden allesamt verworfen. In der Detailberatung vermochte sich der Antrag der Kommissionsmehrheit gegen drei von Vertretern des rot-grünen Lagers eingereichte Minderheitsanträge durchzusetzen. In der Gesamtabstimmung wurde er mit 101 zu 72 Stimmen gutgeheissen.

Auch im **Ständerat** wehrte sich die Ratslinke gegen die Vorlage. Wie die Kantone bezeichnete sie das Geschäft als einen demokratiepolitisch unzulässigen Eingriff in ein laufendes Abstimmungsverfahren. Die bürgerliche Mehrheit war jedoch eindeutig der Ansicht, dass mit der Vorlage die notwendige Transparenz und Klarheit für den Stimmbürger geschaffen werde. Sowohl der Nichteintretensantrag als auch der Rückweisungsantrag der Linken wurde mit 26 zu 9 bzw. mit 29 zu 9 Stimmen klar abgelehnt. In der Detailberatung folgte die Kleine Kammer sinngemäss dem Nationalrat, allerdings regelte sie den Ausgleich der kalten Progression etwas detaillierter. Der **Nationalrat** schloss sich in der Folge oppositionslos der Fassung des Ständerats an.

**Burkhalter** Didier (RL, NE), pour la commission: J'aimerais revenir sur la conclusion de la majorité de la commission, c'est-à-dire la proposition de renvoi au Conseil fédéral. Celle-ci ne saurait être réduite à une sorte de «Beschäftigungstherapie» pour l'administration, comme l'a dit Monsieur Vischer, ou à une sorte de difficulté excessive pour la commission, comme l'a esquissé Monsieur le conseiller fédéral en disant, de manière tout à fait correcte, que ce ne serait pas une justification suffisante. En fait, c'est une décision politique et je crois que c'est ici le lieu pour cela. La politique consiste aussi, et peut-être même surtout, à marquer des orientations – trois orientations en l'occurrence:

1. une amélioration de la transparence – et cela n'est contesté par personne au sein de la commission;
2. une législation «light» qui se limite à l'essentiel, qui n'occasionne pas des dispositions excessives trop procédurières qui, je crois, aboutissent souvent à des abus de droit plutôt qu'à de nouveaux droits – c'est là l'avis de la majorité de la commission et non pas de sa minorité;
3. une meilleure écoute de l'économie des entreprises qui font, finalement, la croissance, qui font la prospérité et l'emploi dans le pays.

Y compris sur les questions d'harmonisation européenne, la proposition de renvoi ne pose pas de problèmes; au contraire, elle donne une occasion d'améliorer le projet dans ce domaine. La ligne politique prioritairement favorable à la croissance ne doit pas s'arrêter, selon la majorité de la commission, à de grands rapports théoriques sans effet sur la vie quotidienne. Nous devons la concrétiser, cette ligne prioritaire, dans les faits, et donc d'abord dans les lois. Tel est finalement, au travers de ce projet de loi, le message politique de la majorité de la Commission des affaires juridiques du Conseil national au Conseil fédéral.

**Hochreutener** Norbert (C, BE), für die Kommission: Ich möchte nur zu drei Punkten Stellung nehmen:

1. Natürlich kann man das Geschäft an die Kommission zurückweisen. Dann machen Sie einfach aus einem zu perfektionistischen Gesetz ein etwas schlankeres Gesetz; wir haben das ja letzte Woche beim RTVG gesehen. Wir erwarten nicht einfach nur das. Es ist auch eine Frage des Ansatzes. Wir wollen mit dieser Rückweisung an den Bundesrat auch ein politisches Signal geben, wie es mein Kollege welcher Zunge gesagt hat. Es ist ein politisches Signal, nicht in Überperfektionismus zu machen. Das ist ein anderer Ansatz für dieses Gesetz.

2. Frau Thanei hat gesagt, es sei peinlich, zuerst einzutreten und dann Rückweisung zu beantragen. Es ist natürlich nicht mehr die gleiche Kommission. Es haben Wahlen stattgefunden, wie Sie wissen. Es war noch die alte Kommission für Rechtsfragen, die sich damals für Eintreten entschied. Inzwischen ist die Kommission teilweise mit neuen Mitgliedern bestückt, es ist eine andere Kommission. Deshalb darf man sich das Recht herausnehmen, einen solch wichtigen Entscheid nochmals zu prüfen.

3. Man darf nicht vergessen, dass die Schweiz vor vier Jahren als eines der ersten Länder das Gütesiegel der EU für ihren Datenschutz bekommen hat, für das alte, das bisherige Datenschutzgesetz; Herr Fluri hat das auch gesagt. Wir haben jetzt am alten Gesetz nichts geändert. Wir haben damals als eines der ersten Länder das Gütesiegel bekommen, und es ist völlig unbestritten – das sage ich jetzt auch zuhänden des Amtlichen Bulletins –, dass wir das, was die EU im Zusatzprotokoll will, übernehmen; das ist vollkommen unbestritten. Deshalb ist es kaum denkbar, dass die EU darauf zurückkommen wird und uns das Gütesiegel entziehen wird; ich glaube, das kann man jetzt schon sagen.

Ich bitte Sie also, folgen Sie der Kommissionsmehrheit und weisen Sie das Gesetz zur Neubearbeitung an den Bundesrat zurück.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Wir stimmen nun über den Rückweisungsantrag der Mehrheit und der FDP-Fraktion ab.

*Abstimmung – Vote*

*(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 03.016/427)*

Für den Antrag der Mehrheit/FDP-Fraktion .... 97 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 64 Stimmen

04.017

### **Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung gemäss Steuerpaket. Bundesgesetz**

### **Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédérale**

*Ordnungsantrag – Motion d'ordre*

Botschaft des Bundesrates 08 03 04 (BBI 2004 1287)

Message du Conseil fédéral 08 03 04 (FF 2004 1169)

Nationalrat/Conseil national 10 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 11 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 15 03 04 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17 03 04 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2004 1381)

Texte de l'acte législatif (FF 2004 1261)

*Ordnungsantrag Marti Werner*

Es sei das Geschäft 04.017 «Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung. Bundesgesetz» von der Traktandenliste der Frühjahrs-session abzusetzen.

*Ordnungsantrag Kohler*

Ich ersuche den Nationalrat, das Geschäft 04.017 «Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung. Bundesgesetz» auf die nächste ordentliche Session zu verschieben.

*Motion d'ordre Marti Werner*

Il y a lieu de biffer l'objet 04.017 «Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédérale» du programme de la session de printemps.

*Motion d'ordre Kohler*

Je demande au Conseil national de renvoyer le débat et la décision concernant l'objet 04.017 «Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédérale» à la prochaine session ordinaire.

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Herr Marti hat einen Ordnungsantrag zum Geschäft «Berücksichtigung der kalten Progression» eingereicht. Der in gleicher Sache eingereichte Antrag von Herrn Kohler wurde zurückgezogen.

**Marti Werner** (S, GL): Ich stelle diesen Antrag nicht allein in meinem Namen, sondern im Namen der SP-Fraktion: Ich beantrage Ihnen, das Geschäft «Ausgleich der kalten Progression» von der Traktandenliste der Frühjahrssession zu nehmen.

Wir können und dürfen dieses Geschäft in dieser Session nicht behandeln, weil das Verfahren, das hier gewählt wird, aus drei Gründen nicht zulässig ist: Erstens ist das Verfahren verfassungswidrig; zweitens ist es gesetzeswidrig, und drittens ist es politisch völlig falsch, wenn wir mit der Tätigkeit des Parlamentes in diesem Land so umgehen.

1. Weshalb ist dieses Vorgehen verfassungswidrig? Es ist deshalb verfassungswidrig, weil damit die verfassungsmässig garantierte Mitbestimmung der Kantone zur Farce gemacht wird – von den gleichen Kreisen, die mit dem neuen Finanzausgleich angeblich den Föderalismus stärken wollen.

2. Dieses Vorgehen ist rechtswidrig, weil es gegen Artikel 10 Absatz 1bis des Bundesgesetzes über die politischen Rechte verstösst, wonach der Bundesrat den Abstimmungsgegenstand vier Monate zum Voraus festlegen muss. Dazu gehören auch die Verfahren, die Rahmenbedingungen: Sie können während diesen vier Monaten nicht nochmals durch sich überholende Gesetzesänderungen verändert werden.

3. Wenn man sich auf den rechtspositivistischen Standpunkt stellt, wonach dieses Vorgehen formaljuristisch noch zulässig ist, so darf man dennoch politisch nicht so vorgehen. Jeder Gemeinderat oder jeder Gemeindepräsident, der eine Gemeindeversammlung so vorbereitet, wie der Bundesrat das hier mit der Abstimmung vom 16. Mai 2004 macht, würde von der Gemeindeversammlung in die Wüste geschickt. So geht das nicht!

Im vergangenen Dezember hat hier das Parlament Bundesräte gewählt, die den Anspruch erhoben haben, Führungserfahrung aus der Wirtschaft und strategisches Denken mitzubringen und in die Regierung einzubringen. Die Resultate, die wir heute sehen, sind klar und deutlich: Wir haben nicht nur «Mais im Bundeshaus» – das gehört zur Politik –, wir haben heute Chaos im Bundeshaus, und das gehört nicht zur Politik. Wir – das Parlament – sind die einzigen, die diesem Tun hier noch Einhalt gebieten können. Wir dürfen uns für ein solches Verfahren nicht missbrauchen lassen, ein Verfahren, welches selbst von CVP-Regierungsräten als katastrophal bezeichnet worden ist.

Ich ersuche Sie deshalb, meinem Ordnungsantrag zuzustimmen.

**Rey Jean-Noël** (S, VS): Je vous prie de soutenir la motion d'ordre Marti Werner pour les raisons suivantes.

1. Je tiens à dire que la compensation de la progression à froid, en ce qui me concerne, n'est pas en cause; mais c'est la forme et la manière, indignes d'un Etat de droit. En effet, la proposition déroge à la règle prévue à l'article 215 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct et le message parle de réglementation spéciale. Dans quel Etat vivons-nous? Pourquoi le recours au droit d'urgence? Ce d'autant plus que la compensation de la progression à froid entrerait en vigueur seulement en 2007! Pourquoi utiliser le droit d'urgence aujourd'hui pour une mesure qui ne devrait entrer en vigueur qu'en 2007? Durant six ans, j'ai été collaborateur personnel d'un conseiller fédéral en charge des finances, mais je n'ai jamais vécu une telle procédure.

2. Ce qui me pousse à soutenir cette motion, c'est la manière dont on traite les cantons. La consultation des cantons est réduite à sa plus simple expression. Or, ils seront largement touchés par ces mesures. On ne peut pas chanter les louanges du fédéralisme et ne pas respecter les cantons. Cela ne va pas!

3. La loi fédérale sur les droits politiques est aussi bafouée. Le Conseil fédéral corrige par après un objet soumis en votation populaire. Or, l'article 10 alinéa 1bis de la loi fédérale sur les droits politiques stipule que «Le Conseil fédéral fixe, au minimum quatre mois avant le jour de la votation, les objets qui feront l'objet de la votation.»

4. Finalement, les droits du Parlement sont bafoués. En dernière minute, on nous pousse à voter une mesure urgente qui fait penser au droit d'exception, une mesure urgente qui n'en est pas une, sans nous permettre de nous pencher sérieusement sur l'objet proposé. Or, en matière fiscale, c'est toujours dans les détails que se cachent les problèmes. Et il y a pire: des avis de droit circulent, en cercles restreints, d'Economiesuisse et d'autres. Les seuls qui n'ont pas ces avis de droit sont les parlementaires.

Le Parlement est réduit au rôle de spectateur d'une dérive de ce que j'appelle la bonne gouvernance, pour reprendre une expression si chère et bien connue des managers. Quelle mouche a donc piqué le Conseil fédéral, et en particulier le ministre des finances, dont le souci principal devait être de veiller au maintien de caisses fédérales bien fournies et non de les vider?

Le Parlement ne doit pas se laisser mettre sous pression. J'en appelle donc à tous les démocrates de cette salle pour qu'ils respectent les procédures démocratiques. Il en va de notre crédibilité politique. Merci donc de soutenir la motion d'ordre Marti Werner.

**Hämmerle Andrea** (S, GR): Die Ausgangslage ist relativ einfach. Die Schweiz befindet sich nicht im Ausnahmezustand, sie befindet sich auch nicht im Krieg. Wir haben nur den Vorgang, dass wir uns in einer Abstimmungskampagne über eine relativ wichtige Vorlage befinden. Die Befürworter der Vorlage des Steuerpaketes sehen ihre Chancen schwinden, weil das Paket offensichtliche Mängel hat. Auch das ist kein aussergewöhnlicher Vorgang in einem demokratischen Staat.

Diese gewöhnliche Situation rechtfertigt kein ausserordentliches, kein beschleunigtes, kein dringliches parlamentarisches Verfahren für die Anpassung des Steuerpaketes. Das Einhalten der ordentlichen Regeln, die wir uns hier gegeben haben, ist eine der Stärken des Rechtsstaates. Dieses Einhalten der Regeln bewahrt uns nämlich vor überstürzten Entscheiden, und es bewahrt uns auch vor Fehlern. Die Gefahr, Fehler zu begehen, ist gerade bei diesem Paket ausserordentlich gross. Das haben wir schon in den letzten Monaten gesehen. Es bringt nichts, jetzt in einem überstürzten Verfahren Fehler eines Paketes wieder mit neuen Fehlern korrigieren zu wollen.

Ich möchte Sie doch kurz daran erinnern, wie unser ordentliches, normales Verfahren läuft. Es gibt zuerst eine Vernehmlassung, es gibt eine Botschaft des Bundesrates, es gibt die Beratung in der Kommission des Erstrates, es gibt die Beratung im Erstrat, dann gibt es die Beratung in der Kommission des Zweirates, die Beratung im Zweirat, ein Differenzbereinigungsverfahren und dann eine Schlussabstimmung. Dieses Verfahren braucht seine Zeit. Es braucht ein paar Sessionen, um dieses ordentliche Verfahren durchzuführen. Die Kommissionen werden vom Büro immer wieder darauf hingewiesen: Die Vorlage muss drei Wochen vor Beginn der Session von der Kommission fertig beraten sein. Und nun, was machen wir hier im vorliegenden Fall? Es ist ja unglaublich, wenn man das normale Verfahren mit dem Vergleich, was heute abläuft. Es wird eine Botschaft übers Wochenende zwischen der ersten und zweiten Sessionswoche ausgearbeitet. Es gibt kein Vernehmlassungsverfahren, sondern eine Schnell-schnell-Konsultation irgendwann über Mittag.

Es soll – in beiden Räten, in beiden Kommissionen – innerhalb von etwa acht Tagen die ganze Vorlage beraten werden. Und es geht nicht um nichts. Es geht nicht um eine Bagatelle. Es geht um ein paar hundert Millionen Franken, die so oder anders verteilt werden. Wenn Sie sonst immer alles sehr genau nehmen wollen, überall alles immer genau abklären wollen und hier, weil Sie Probleme haben mit Ihrer Abstimmungskampagne, das Hauruck-Verfahren wählen, dann muss ich Ihnen sagen: Das ist unseriös!

Und es kommt etwas anderes hinzu: Nicht nur die parlamentarischen Verfahren werden flagrant verletzt, sondern auch das Verfahren vor der Volksabstimmung. Wir haben eine fix-

fertige Vorlage. Das Bundesbüchlein soll nächstens verschickt werden. Und innerhalb dieses Verfahrens soll das Paket, das beschlossen worden ist, wieder abgeändert werden, und zwar in einer Art, die im Bundesbüchlein nicht einmal mehr dargestellt werden kann! Das geht nicht, und das Volk wird das noch weniger akzeptieren als das ohnehin schon verunglückte Steuerpaket.

Ich bitte Sie also dringend, im Namen der SP-Fraktion, aber auch im Namen aller, denen ein ordentliches Verfahren noch etwas wert ist, den Ordnungsantrag Marti Werner anzunehmen.

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Ich bitte Sie, sich etwas kurz zu fassen. Es sind bis jetzt noch elf Sprecher eingetragen.

**Genner** Ruth (G, ZH): Die grüne Fraktion wird dem Ordnungsantrag Marti Werner zustimmen.

Die Vorlage zum Ausgleich der kalten Progression wurde unserem Rat gleichsam über Nacht präsentiert. Dazu wird unheimlich Druck gemacht, das Geschäft noch in dieser Session durch beide Räte zu «boxen». Es ist der grünen Fraktion völlig klar, dass die kalte Progression gemäss Bundesverfassung und gemäss dem Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer ausgeglichen werden muss. Dazu sind jedoch die Spielregeln sehr präzise festgehalten. Gerade diese Spielregeln zeigen, dass bereits weit im Voraus absehbar ist, wann ein periodischer Ausgleich der kalten Progression ansteht. Wir finden deshalb das aufgeschreckte Aufwachen des Bundesrates und sein anschliessendes überstürztes Handeln nicht nur befremdlich und inhaltlich einen Pfusch; es ist auch zu kritisieren, dass das Handeln des Bundesrates materiell nicht geht, insofern, als es das Umfeld für das finanzpolitisch untragbare Steuerpaket weiter verändert.

Nicht nur dem Bund, sondern ganz besonders den finanzschwachen Kantonen werden weitere Mindererträge zugemutet, die nicht zu verkraften sind. Es ist ja so, dass die Kantone gegen das Steuerpaket erstmals ein Referendum lanciert haben, und trotz diesem Veto, trotz diesem Protest gegen die steuerliche Legiferierung hat sich der Bundesrat ein weiteres Mal über die Kantone hinweggesetzt und entzieht ihnen wichtige Mittel. In der WAK-Sitzung von heute Mittag sollen die Kantone nicht einmal eine Stunde erhalten, um sich zu artikulieren.

Herr Präsident, ich will im jetzigen Zeitpunkt nicht inhaltlich auf die Vorlage eingehen, aber lediglich festhalten, dass das vorgelegte Projekt auch inhaltlich sehr problematisch ist, weil es sich nicht eindeutig an die gesetzlichen Vorgaben zum Ausgleich der kalten Progression hält.

Ich bitte Sie, dem Pfusch des Bundesrates eine seriöse Parlamentsarbeit entgegenzusetzen und dementsprechend diesem Ordnungsantrag zuzustimmen.

**Studer** Heiner (E, AG): Ich verspreche Ihnen, nur zum Ordnungsantrag zu sprechen und mich nicht materiell zu äussern.

Die EVP/EDU-Fraktion ist einhellig der Auffassung, dass wir nicht beginnen dürfen, gesetzgeberische Vorhaben auf diese Weise zu behandeln, wie dringlich sie von einigen auch immer empfunden werden. Wir müssen den ordentlichen gesetzgeberischen Weg einschlagen. Deshalb habe ich als Vertreter der Fraktion auch im Büro dafür gestimmt, dass man das Geschäft der WAK zuweist. Die WAK soll das seriös prüfen, und wenn das seriös vorberaten ist, kann man es auf die Traktandenliste setzen. Eine Session später wäre dann der Zweitrat dran. Damit könnte man das seriös behandeln. Das ist das einzige und grundsätzlich richtige Vorgehen, denn wir wissen nicht, ob jetzt die Zahlen, die wir haben, auch gesichert sind, ob sie hinterfragt werden müssen oder nicht.

Ich bitte Sie deshalb wirklich, im Sinne von geordneten Abläufen, die Fehler, die begangen worden sind, nicht mit einer Hauruck-Aktion zu ändern, sondern den Weg einer ordentlichen Gesetzgebung einzuschlagen.

**Gross** Jost (S, TG): Ich bitte Sie auch, den Ordnungsantrag Marti Werner gutzuheissen. Der Bundesrat greift mit dieser Zusatzbotschaft massiv in die verfassungsrechtlich gewährleistete Abstimmungsautonomie ein, in den bundesrechtlichen Anspruch unverfälschter Willensbekundung des Volkes, denn Gegenstand des Referendumsrechts ist der Bundeserlass als Ganzes. Das notwendige Gegenstück ist, dass mit der Verabschiedung des Gesetzes und der Eröffnung der Referendumsfrist die Herrschaft über diese Materie ans Volk übergeht. Ein Erlass, gegen den das Referendum ergriffen worden ist, kann deshalb nicht nachträglich, auch nicht durch eine zusätzliche gesetzliche Vorlage, verbessert oder verschlimmbessert werden, um die Chancen an der Urne zu erhöhen.

Wenn Sie sich überlegen: Ein Präjudiz für ein solches nachträgliches Nachbesserungsrecht des Parlamentes würde beispielsweise heissen, dass man bei der 11. AHV-Revision nachträglich – um die Chancen des Gesetzes zu verbessern – die Belastung der Witwen streichen würde; das würde heissen, dass beim Avanti-Gegenvorschlag die Gott-hardröhre nachträglich herausgenommen worden wäre. Das wäre die Aushöhlung eines direktdemokratischen Volksrechtes.

Formalrechtlich sind das zwei Vorlagen, denn auch die zweite, die notrechtliche gewissermassen, hat eine eigene Referendumsfrist. Aber es ist ganz klar, dass der Bundesrat hier eine angebliche Lücke im Referendumsgesetz schliessen will, um die Meinungsbildung des Volkes zu beeinflussen. Es ist ganz klar, dass es ein wesentlicher Bestandteil des Referendumsrechts ist, dass die Bürgerinnen und Bürger, die Unterschriften sammeln, wissen, worüber abgestimmt wird, denn sie können ja das Referendum nachträglich auch nicht mehr zurückziehen. Deshalb ist das, was hier formalrechtlich noch einigermassen richtig oder schlau daherkommt, staatspolitisch in hohem Masse skandalös und bedenklich. Wenn Sie schon bei der Rechtsprechung in den Kantonen dem Regierungsrat, der Exekutive, verbieten, bei kantonalen Abstimmungsvorlagen eine irreführende Einflussnahme auf die Meinungsbildung des Volkes zu nehmen, dann kann hier auch nicht faktisch der Abstimmungsgegenstand nachträglich zu eigenen Gunsten für die Verbesserung der Chancen an der Urne verändert werden.

Deshalb bitte ich Sie, diesem unseligen Präjudiz Einhalt zu gebieten und den Ordnungsantrag Marti Werner gutzuheissen.

**Leutenegger Oberholzer** Susanne (S, BL): Wir alle sind hier angetreten mit dem Anspruch – und wir haben auch geschworen oder gelobt –, Verfassung und Rechtsordnung zu achten. Die Bundesräte haben versprochen, ihr Amt mit der Würde von Staatsfrauen und Staatsmännern auszuüben. Wir alle haben auch den Anspruch, dem Wirtschaftsstandort Schweiz zu nutzen und ihn zu verbessern.

Mit dieser Vorlage, die uns nun der Bundesrat präsentiert, werden all diese Grundsätze krass missachtet! Das Vorgehen – man kann es interpretieren, wie man will – ist meines Erachtens krass verfassungswidrig. Die Grundsätze unseres föderalistischen Staates werden missachtet. Einmal mehr werden die Rechte der Kantone auf eine ordentliche Mitsprache im Rahmen eines Vernehmlassungsverfahrens missachtet. Und das geschieht bei einem Geschäft, das wichtig ist für die Kantone, wichtig vor allem deshalb, weil ihnen einmal mehr Mittel entzogen werden sollen. Für mich steht ganz klar fest, dass das mit einer konferenziellen Aussprache nicht gelöst werden kann.

Zum Weiteren: Mit diesem Vorgehen werden einmal mehr Volksrechte missachtet. Wir haben ein Gesetz über die politischen Rechte, das ein Vorgehen vorgibt. Das heisst auch, dass Vorlagen nicht im laufenden Verfahren geändert werden sollen, wenn das Abstimmungsdatum bereits festgelegt ist. Sie wechseln die Räder am fahrenden Zug. Sie verletzen damit das Recht der Stimmenden auf eine unverfälschte Abgabe ihrer Stimme und auf eine klare Einschätzung der Vorlage, über die sie zu befinden haben. Sie verletzen damit

ganz klar die Regeln unseres demokratischen Rechtsstaates.

Im Weiteren verletzen Sie auch das Recht unseres Parlamentes auf eine ordentliche Beratung. Einmal mehr wird der Grundsatz des Zweikammersystems unterlaufen, wenn wir gleichsam im Schnellverfahren in der gleichen Session wie der Ständerat die Vorlage beraten müssen. Ich muss sagen, als Parlamentarierin bin ich nicht mehr bereit, mich auf ein solches Verfahren einzulassen. Sie haben uns das bereits mit dem Entlastungsprogramm aufgenötigt. Nochmals ein solches Verfahren aufgenötigt zu kriegen – dazu sage ich Nein!

Zum Weiteren: Sie sind angetreten, den Rechtsstaat, den Wirtschaftsstandort zu verbessern. Wissen Sie, was zum Wirtschaftsstandort gehört? Allem voran Rechtssicherheit, Konstanz und Berechenbarkeit im Gesetzgebungsverfahren. Wenn Sie zu diesem Vorgehen Hand bieten, machen Sie genau das Gegenteil. Eine Vorlage wird im laufenden Verfahren nachgebessert oder «nachverschlechtert», einem Pusch wird ein weiterer Pusch hinten angehängt. Ich verweise Sie darauf, dass die Vorlage, die am 16. Mai zur Abstimmung kommt, bereits einmal nachgebessert worden ist, indem nämlich die Inkraftsetzung von 2004 auf 2005 verschoben worden ist. Jetzt wollen Sie zwar nicht formell, aber materiell weitere Änderungen anbringen, und das in einer Frage wie der kalten Progression, die jedem Steuerrechtler bekannt ist! Herr Hämmerle hat bereits darauf hingewiesen: In unserem Land herrscht kein Notrecht oder gar eine Kriegssituation. Das ist eine voraussehbare Situation, und diese gilt es, im ordentlichen Verfahren und mit der nötigen Ruhe und Distanz zu regeln.

Ich bitte Sie deshalb, das Paket dem Bundesrat zurückzuschicken, für eine ordentliche Beratung zu sorgen, auf keinen Fall in der laufenden Session darauf einzutreten und dem Ordnungsantrag Marti Werner zuzustimmen! Nur damit können wir in diesem Land ein rechtsstaatliches Verfahren garantieren.

**Bührer Gerold (RL, SH):** Ich halte zunächst fest, dass wir die Verunsicherung über den Tatbestand der kalten Progression, die in den letzten Tagen von verschiedener Seite geschaffen worden ist, zutiefst bedauern. Diese Verunsicherung wäre absolut nicht notwendig gewesen. Denn wir sind uns von links bis rechts einig, dass die Bundesverfassung in Artikel 128 und das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer in Artikel 215 unmissverständlich festhalten, dass die Folgen der kalten Progression auszugleichen sind.

Frau Leutenegger Oberholzer, wenn wir schon von Rechtssicherheit und -klarheit sprechen – ich bin mit Ihnen einig –, so finden Sie weder in den Materialien zu Artikel 215 noch in jenen zum Steuerpaket 2001 irgendeinen Hinweis, dass jemand gesagt hätte, die kalte Progression dürfe nicht ausgeglichen werden, nur weil eine Steuergesetzrevision gemacht wird. Da sind wir uns ja einig. Deswegen war und ist für uns auch klar, dass die kalte Progression ausgeglichen werden muss, wie es das Gesetz vorschreibt. Es handelt sich um einen Inflationsschutz. Dieser Ausgleich muss gewährt werden, wenn die Teuerung 7 Prozent erreicht hat. Das ist eineindeutig klar.

Nun stellt sich die Frage, ob das Parlament aufgrund von verunsichernden so genannten Memoranden und Schreiben von Bundesämtern und Beschlüssen im Bundesrat zu dieser Vorlage im Dringlichkeitsverfahren Stellung nehmen soll oder nicht. Wir sind klar der Meinung, dass sich die eidgenössischen Räte gerade mit Blick auf die Rechtsklarheit in welcher Form auch immer – das ist ja noch nicht entscheiden – zu dieser dringlichen Vorlage des Bundesrates äussern können müssen. Wenn wir das auf der Traktandenliste belassen, dann präjudiziert das unseren Entschluss ja noch nicht. Denn die zuständigen Kommissionen von National- und Ständerat beziehungsweise die Ratsplenien werden letztlich zu entscheiden haben, ob wir Artikel 215 unverändert angewendet haben wollen – Ausgleich, wenn 7 Prozent der Teuerung aufgelaufen sind – oder ob wir aufgrund der

Schlüsselkriterien, die es zu beurteilen gilt, der Variante der Botschaft des Bundesrates folgen.

Noch zu den Kantonen: Ich bin ein überzeugter Föderalist. Es ist ganz klar, dass die Kantone wissen, dass es eine klare Rechtsbestimmung gibt, wonach die kalte Progression auszugleichen ist. Die Frage, die sich nun stellen wird, ist die: Ist es zulässig, diese kalte Progression erst ein Jahr später, wie es vorgesehen ist, auszugleichen, oder eben nicht? Und diese Frage werden wir als Gesetzgeber zu beurteilen haben.

Aber es ist keine Beschneidung der kantonalen Hoheit, weil der Ausgleich der kalten Progression auf Ebene der Bundessteuer gesetzlich eindeutig geregelt ist. Und wenn wir das ändern wollen, müssen wir das entscheiden: ja oder nein. Gerade mit Blick auf die Klarheit: Diese Vorlage und die Beratung der bundesrätlichen Botschaft darf aus rechtspolitischen Gründen nicht quasi abstimmungstaktisch mit dem Steuergesetz in direkte Verbindung gebracht werden. Das Steuerpaket und der Ausgleich der kalten Progression sind zwei verschiedene Dinge. Jede Vermischung – wo man auch immer steht, ob man für oder gegen dieses Steuerpaket ist –, jede politische Vermischung mit dem Steuerpaket erachte ich als unstatthaft. Wir haben im Sinne des Steuergesetzes den rechtspolitisch zu verantwortenden Entscheid zu fällen. Dafür sind wir da. Deswegen beantragen wir Ihnen, den Ordnungsantrag Marti Werner abzulehnen und das Geschäft auf der Traktandenliste zu belassen.

**Rey Jean-Noël (S, VS):** Monsieur Bührer, comment expliquez-vous que l'on doive utiliser le droit d'urgence pour une mesure qui n'entrerait en vigueur qu'en 2007?

**Bührer Gerold (RL, SH):** Es sind, ich habe es erklärt, im Vorfeld durch verschiedene Äusserungen Verunsicherungen in den Raum gestellt worden. Aufgrund der Anhörung von Experten gibt es zwei verschiedene Meinungen: die vorgezogene Angleichung der kalten Progression aufgrund verschiedener Aspekte der Praktikabilität oder eben den normalen Ausgleich, wenn die Teuerung sich auf 7 Prozent summiert hat. Der Bundesrat hat nun einmal eine Botschaft im Dringlichkeitsverfahren gemacht, und wir als Parlament sind nun meines Erachtens in der Pflicht, uns zu dieser Vorlage des Bundesrates zu äussern. Ich sage es noch einmal: Es ist nicht präjudiziert, was wir in diesem Rat und im Ständerat entscheiden werden.

**Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL):** Herr Bührer, Sie sagten, es sei nicht präjudiziert, wie wir in dieser Sache weiter vorgehen werden. Glauben Sie, es sei praktisch innerhalb von zwei Tagen möglich, zu einer sauberen rechtlichen Beurteilung zu kommen, wenn man dieses dringliche Verfahren wählt?

Und dazu gestatte ich mir noch eine Bemerkung: Der Ausgleich der kalten Progression gehört zu den Konstanten im Steuerrecht. Das sollten auch Sie wissen. Wenn Sie es verschlafen haben oder es vielleicht sogar bewusst unterlassen haben, diese Frage zu regeln, rechtfertigt das noch lange nicht, jetzt ein rechtsstaatlich nicht haltbares Verfahren zu wählen.

**Bührer Gerold (RL, SH):** Ich gebe Ihnen eine klare Antwort: Wir haben gar nichts verschlafen. Das Parlament hat nichts verschlafen. Die zuständigen Kommissionen haben nichts verschlafen. Für mich war immer klar, Frau Leutenegger Oberholzer, dass die kalte Progression ausgeglichen werden muss. Selbstverständlich war im Jahr 2001 für uns noch nicht klar, wann die 7 Prozent Teuerung aufgelaufen sein werden. Für uns war immer klar, dass der Ausgleich der kalten Progression ein übergeordneter Rechtsanspruch ist, und dieser Rechtsanspruch darf nicht mit dem Steuerpaket vermischt werden – das sage ich hier klipp und klar –, wo man auch immer in Bezug auf das Steuerpaket steht.

**Vischer Daniel (G, ZH):** Herr Bührer, wie erklären Sie sich dann, dass Herr Bundesrat Merz – der, so glaube ich, auch

immer noch ein bisschen Ihr Bundesrat ist – im «Sonntags-Blick» gesagt hat, diese Frage sei schlichtweg vergessen worden, obwohl ja nicht ganz klar ist, seit wann er selber weiss, dass dies ein Problem ist? Offenbar ist also Herr Bundesrat Merz schlichtweg anderer Meinung und begründet die Dringlichkeit des Legiferierens jetzt ja damit, es sei vergessen worden.

**Bührer Gerold (RL, SH):** Herr Bundesrat Merz ist selbstverständlich immer noch unser ausgezeichnete Bundesrat, Kollege Vischer.

Ich kann diese Aussage nur so interpretieren, dass er damit zum Ausdruck bringen wollte, dass man weder in der Kommission noch hier im Parlament einen Hinweis gemacht hat, die auf 7 Prozent aufgelaufene Teuerung werde dann im Jahr 2005 anfallen.

Die Frage stellt sich: Hätte man diese Information weitergeben müssen oder nicht? Ich sage noch einmal: Das ist für mich nicht das Schlüsselkriterium, Kollege Vischer. Denn wenn Sie eine Steuergesetzesrevision machen, dann machen Sie ja eine gezielte Revision von Tarifen und Abzügen, und das haben wir als Parlament gemacht. Der Mechanismus des Inflationsschutzes ist eine separate, übergeordnete Schiene. Deswegen ist eine Vermischung zwischen gezielter Steuerrevision und kalter Progression nicht statthaft.

Man kann sich mit Fug und Recht die Frage stellen: Hätte man seitens der Verwaltung und des Bundesrates auf diese Teuerung hinweisen können?

**Fehr Hans-Jürg (S, SH):** Zu Herrn Bührer muss ich zwei Dinge sagen. Er hat zu Beginn seines Votums den Eindruck erweckt, als ob unsere Seite nicht für den Ausgleich der kalten Progression wäre. Ich muss das dezidiert zurückweisen, Herr Bührer. Wir lehnen das Steuerpaket ab, und der Ausgleich der kalten Progression ist im geltenden Recht geregelt. Wenn das Steuerpaket abgelehnt wird, wird die kalte Progression so ausgeglichen, wie es das geltende Recht regelt. Offenbar liegt das Problem bei Ihnen; Sie haben offenbar nicht rechtzeitig daran gedacht, wie das Problem zu lösen sei.

Wenn Sie vorhin gesagt haben – und das ist meine zweite Replik auf Ihr Votum –, es gehe hier darum, das Steuerpaket und den Ausgleich der kalten Progression nicht zu vermischen, der Ausgleich der kalten Progression sei ein höheres Recht, dann frage ich Sie: Warum behandeln Sie das so dringlich? Dann muss man das nicht dringlich behandeln, dann ist das offenbar etwas Eigenständiges, dann sehe ich überhaupt nicht mehr ein, warum Sie zu dieser Hauruck-Übung greifen.

Aber das Thema, das wir jetzt besprechen, ist der Ordnungsantrag. Materiell werden wir darüber reden, wenn Sie diesen Ordnungsantrag nicht annehmen. Es geht hier um das, was man als Good Governance bezeichnet, als seriöses, sauberes Regierungshandwerk. Wenn ich mich nicht täusche, exportieren wir das sogar im Zusammenhang mit unseren Entwicklungszusammenarbeitsprojekten, weil wir der Meinung sind, die Schweiz sei eben ein gut regiertes Land. Verlässlichkeit, Glaubwürdigkeit der Behörden, das ist doch der Kern von Good Governance, die Spielregeln einhalten, sich auf dem Rechtsboden bewegen, den man selber gelegt hat. Was hier passiert, ist, dass Zweifel aufkommen, ob sich unser Bundesrat noch auf diesem Rechtsboden bewegt, ob er die Spielregeln noch einhält. Es ist von Pfusch die Rede, von Chaos. Es ist die Rede von Tricks, die angewendet würden. Das ist Gift, wenn wir über Good Governance reden, das ist dann eben «bad governance».

Stellen Sie sich einmal die Situation der Kantone vor. Es wird auch in diesem Saal immer wieder das Hohelied des Föderalismus gesungen, von den eigenständigen, autonomen Kantonen. Stellen Sie sich einmal vor, wie man in dieser Frage mit diesen Kantonen umgeht, zu welchem Verhalten man diese Kantone zwingt, die in diesem speziellen Fall sogar noch in die Abstimmung involviert sind, weil zwölf von ihnen ein Referendumskomitee gebildet haben.

Sie lassen ihnen nicht einmal Zeit, sich zu verständigen, sich gegenseitig zu konsultieren. Sie zwingen sie zu einem Verfahren, das in höchstem Masse verletzt, was bisher üblich war. Das ist kein Respekt vor unseren Kantonen.

Es sieht so aus, als ob eine Katastrophe eingetreten sei. Es sieht so aus, als ob wir hier zu Notrecht greifen müssten. Es ist aber keine Katastrophe eingetreten. Es gibt überhaupt keinen Grund, von den geltenden Regeln abzuweichen.

Das sage ich jetzt auch als jemand, der in einem Referendumskomitee mitgearbeitet hat. Es gibt nicht nur das Kantonsreferendum, es gibt auch ein Volksreferendum. Wir haben gegen ein ganz bestimmtes Steuerpaket das Referendum ergriffen, nicht gegen eines, das jetzt im Nachhinein noch frisiert und nachgebessert wird, sondern gegen ein ganz bestimmtes. Die Kampagnen laufen, wir sind vorbereitet, die anderen sind auch vorbereitet, und jetzt soll da plötzlich auf diese Art und Weise hineingepfuscht werden. Ich als Mitglied dieses Komitees empfinde das als eine krasse Missachtung der Volksrechte.

Sie sind die Einzigen, die dieses Vorgehen noch stoppen können. Auch das Parlament wird zu einem Verhalten gezwungen, das jenseits aller üblichen Regeln ist; Herr Hämmerle hat es vorhin im Detail aufgeführt. Ich bitte Sie, Sie können anders entscheiden. Die Kantone können nicht mehr eingreifen, die Referendumskomitees können nicht mehr eingreifen, aber Sie können eingreifen. Sie können jetzt den Ordnungsantrag Marti Werner annehmen und dafür sorgen, dass auch dieses Geschäft auf die Art und Weise behandelt wird, wie es in diesem Land und in diesem Parlament üblich ist.

**Lustenberger Ruedi (C, LU):** Herr Fehr, Sie haben jetzt von Ehrlichkeit und Redlichkeit geredet. Sie haben auch kritisiert, dass hier mit Schlagwörtern wie «Pfusch» usw. argumentiert werde. Ich persönlich habe Ihre Meinung bei der Avanti-Vorlage geteilt, habe mich aber aufgeregt, dass das gegnerische Komitee mit «Bschiss» argumentierte. Müssten Sie sich rückblickend nicht selber etwas an der Nase nehmen?

**Fehr Hans-Jürg (S, SH):** Ich sehe den Zusammenhang mit der Avanti-Initiative überhaupt nicht. Es gibt nur einen Zusammenhang: Die Avanti-Initiative war ein «Bschiss», was Sie dem Volk hier vorlegen, ist auch ein «Bschiss», und was Sie jetzt versuchen, ist der dritte «Bschiss» in Serie. (*Teilweiser Beifall*)

**Präsident (Binder Max, Präsident):** Ich bitte Sie, die Hausordnung zu respektieren.

**Kiener Nellen Margret (S, BE):** Als langjährige Exekutivpolitikerin und Gemeindepräsidentin weiss ich, dass es eine der wichtigsten Aufgaben der Exekutiven ist, gute politische Planung zu machen und Entscheide zu treffen, die der Bevölkerung Sicherheit und Vertrauen vermitteln. Gute politische Planung ist es nicht, wenn der Bundesrat nach Sondersitzungen eine Sonderregelung und damit Sonderrecht im Sonderzug durch das Parlament peitschen will. Sicherheit und Vertrauen vermittelt der Bundesrat nicht, wenn er acht bis neun Wochen vor der Abstimmung ein kontroverses Gesetz nachbessert.

Auch an die Gewaltenteilung hat sich der Bundesrat nicht gehalten, als er in seiner gestrigen Medienmitteilung dekretiert hat: «Die Botschaft ist noch in der laufenden Session zu behandeln.» Der Nationalrat hat selber die Hoheit über seine Traktandenliste und braucht keine Direktiven, um sie festzulegen, auch keine bundesrätlichen Direktiven. Wehren wir den Anfängen!

Wie lautet doch das Sprichwort? «Gut Ding will Weile haben.» Die bundesrätliche Eile wird vollends unverständlich, weil die Wirkung des Sondergesetzes erst 2007 eintreten soll. Nüchtern gilt es doch zu betrachten: Bei Ablehnung des Steuerpaketes am 16. Mai hat der Bundesrat ein Gesetz auf Halde produziert. Bei Annahme des Steuergesetzes bleibt

noch lange Zeit, um im ordentlichen Gesetzgebungsverfahren mit ordentlichen Vernehmlassungsfristen unter Einbezug aller Vernehmlassungspartner, insbesondere der Kantone, zu diskutieren, ob und gegebenenfalls wie die kalte Progression per 2007 auszugleichen sei.

Zum Votum von Herrn Kollege Bührer möchte ich sagen, dass es mich sehr erstaunt hat. Ich habe bis jetzt 13,5 Jahre in der Liga des kantonalen bernischen Steuergesetzes gespielt. In dieser Liga war das Thema der kalten Progression und ihres Ausgleichs ein Standardthema. Glauben Sie mir, es ging in keiner Revision, auch in keiner Teilrevision, vergessen. Jetzt bin ich hier, bin neu Nationalrätin. Ich hatte gemeint, wir spielten hier in der Super-League, und ich staune darüber, was ich hier zur Kenntnis nehmen muss. Gerade weil Steuergesetze in der Schweiz kompliziert, zu kompliziert, überstrukturiert sind, gerade darum gibt es in Steuergesetzfragen kein Sonderrecht im Sonderzug; das ist sehr gefährlich und mit Fehlerquellen gespickt.

Will der Bundesrat die Kantone nicht noch mehr reizen, ist er gut beraten, die Vorlage jetzt zurückzuziehen. Ich fordere den Bundesrat auf, diese Vorlage zurückzuziehen! Andernfalls bitte ich Sie, dem Ordnungsantrag Marti Werner zuzustimmen. Wenn es dann noch nötig ist, können wir die Sache ruhig – ich betone: ruhig! – und nach den ordentlichen Verfahrensregeln nach dem 16. Mai 2004 diskutieren. Es bleiben uns noch zwei Jahre, um darüber zu diskutieren. Auch ein Referendum ist noch problemlos möglich.

**Levrat Christian (S, FR):** Permettez-moi, comme nouveau parlementaire, de vous faire part d'une certaine stupéfaction. La campagne sur le paquet fiscal a commencé. Les arguments ont été échangés, les règles du jeu ont été fixées. Nous sommes à moins de dix semaines de la votation populaire. Ce sera pour moi, vraisemblablement longtemps encore, un mystère de savoir comment il est possible de modifier en cours de partie les principes sur lesquels nous votons le 16 mai prochain. En fait, pour parler règles du jeu ou pour parler football, certains dans cette salle ne se contentent pas de modifier les règles en cours de partie, ils tentent tout simplement aujourd'hui de voler le ballon.

Si cette manoeuvre devait être acceptée, je vous pose les questions suivantes: quelle limite allons-nous franchir lors d'une prochaine votation? Quelle est la date définitive à partir de laquelle ce Parlement renonce à bricoler les dispositions sur lesquelles le peuple est appelé à se prononcer? Jusqu'où cette assemblée sera-t-elle prête à manipuler une votation populaire? Voulons-nous vraiment adapter les objets de votation au gré des campagnes des journaux populaires ou aux résultats des premiers sondages d'opinion?

Permettez-moi deux remarques à Monsieur Bührer.

1. Si j'ai bien compris ce que vous nous avez dit, il ne s'agit pas tellement de modifier l'objet sur lequel nous voterons le 16 mai prochain, mais en quelque sorte de préciser la pensée du Parlement s'agissant du paquet fiscal. Il s'agirait, si je vous ai bien compris, d'une séance de rattrapage pour le Parlement, d'une séance de rattrapage parce que le paquet fiscal que vous soumettez au peuple serait confus, peu compréhensible, y compris pour certains offices fédéraux pourtant spécialisés dans l'affaire. Par respect pour la population, par respect pour les cantons, Monsieur Bührer, si le projet est confus, il fallait le préciser plus tôt et ne pas intervenir en cours de partie.

2. Vous nous avez dit qu'il n'y avait pas de lien avec le paquet fiscal. Je crains que ce ne soit une aimable plaisanterie. On vous l'a déjà dit, vous intervenez aujourd'hui par voie d'urgence, à dix semaines de la votation, pour un objet qui entrerait en vigueur en 2007 uniquement. Il n'y a objectivement aucune urgence, hormis peut-être celle du 16 mai, mais elle est hautement discutabile sur le plan démocratique. Je pense que nous ne pouvons pas vous laisser expliquer sans vous contredire que c'est un hasard, en fait, si ce Parlement doit modifier aujourd'hui l'ensemble de son programme pour cette session, que c'est un hasard si le Conseil fédéral intervient avant la votation du 16 mai. Il s'agit d'une séance de rattrapage, parce que le projet sur lequel

nous votons le 16 mai n'est pas suffisamment compréhensible. Il est confus et l'électeur menace aujourd'hui de le refuser.

Je vous invite à être attentifs au respect d'un certain nombre de règles minimales sans lesquelles cette démocratie ne peut pas fonctionner et je crains qu'aujourd'hui, nous ne donnions un signal catastrophique aux électeurs et aux électrices de ce pays en modifiant en cours de partie les règles du jeu et l'objet sur lequel nous nous prononcerons le 16 mai.

Je vous invite par conséquent, par souci des institutions de ce pays, à accepter la motion d'ordre Marti Werner.

**Baader Caspar (V, BL):** Ich bitte Sie namens unserer Fraktion, den Ordnungsantrag abzulehnen. Es geht jetzt nämlich darum, dass wir vor der Volksabstimmung vom 16. Mai in dieser Session Klarheit für die Bevölkerung schaffen, wie sich das Steuerpaket im Falle einer Annahme auf sie auswirkt. Ziel des Steuerpaketes ist es ja, eine steuerliche Entlastung von Familien und Alleinstehenden mit Kindern zu erreichen und die heute bestehende stärkere Steuerlast gegenüber Alleinstehenden aufzuheben. Es war eine Unterlassung des Bundesrates, vor allem aber auch der fachlich zuständigen Behörde, nämlich des Finanzdepartementes, aber auch der WAK beider Räte und schliesslich der Räte selbst, dass die Frage des Ausgleiches der kalten Progression nicht früher, im Verlaufe dieser Beratungen, aufgeworfen und diskutiert wurde. Es darf nicht sein, dass die Bevölkerung wegen dieser Unterlassung zu leiden hat und in der Unsicherheit gelassen wird, ob und allenfalls wie die Teuerung ausgeglichen wird.

Wenn jetzt die kalte Progression im Zusammenhang mit dieser Steuergesetzrevision nicht ausgeglichen werden sollte, wären letztlich die Alleinstehenden die Leidtragenden dieses Steuerpaketes. Das war während der ganzen Beratungen des Steuerpaketes nie die Idee. Der Anspruch der Bevölkerung auf Klarheit vor der Volksabstimmung hat für mich erste Priorität. Ich verstehe, dass Sie, die Gegnerinnen und Gegner dieses Steuersenkungspaketes, aus abstimmungstaktischen Gründen gegen diese Klarheit sind. Dies ist aber ein unehrliches Spiel gegenüber dem Volk. Es wurde von Pfusch, von rechtsstaatlich bedenklichem Verfahren gesprochen. Rechtsstaatlich ist das zulässig, was wir hier machen wollen. Unser neues Parlamentsgesetz sieht nämlich die Möglichkeit vor, dass ein Beratungsgegenstand ausnahmsweise auch in der gleichen Session beraten werden kann.

Wollen Sie der Bevölkerung im Hinblick auf die Abstimmung über das Steuerpaket rechtzeitig klaren Wein und nicht irgendeine trübe Suppe einschenken? Dann lehnen Sie den Ordnungsantrag ab!

**Kohler Pierre (C, JU):** J'ai une question, Monsieur Baader: est-ce que l'avis des cantons vous intéresse?

**Baader Caspar (V, BL):** Für mich hat erste Priorität – ich habe es gesagt –, dass die Bevölkerung weiss, worüber sie abstimmt und welches die Konsequenzen dieses Steuerpaketes sind im Falle, dass es angenommen wird. Deshalb ist es dringend, dass wir diese Frage des Ausgleiches der kalten Progression hier drin klären.

**Bühlmann Cécile (G, LU):** Herr Baader, ich habe auch eine Frage: Sie haben wie ich gestern Morgen im Büro erfahren, dass die Druckmaschinen gestoppt werden mussten, weil das, was im Bundesbüchlein zur Abstimmung vom 16. Mai über das Steuerpaket steht, nicht mehr stimmt, und man noch gar nicht weiss, was man dann hineinschreiben muss, weil wir ja noch nicht entschieden haben. Ist es richtig, dass Sie im Gegensatz zu Ihren bürgerlichen Kollegen aus der FDP einen stringenten Zusammenhang zwischen dem Steuerpaket und der Tatsache sehen, dass wir heute darüber entscheiden müssen, ob wir die Vorlage zur kalten Progression dringlich behandeln und noch in dieser Session durch beide Räte pauken müssen?

**Baader Caspar (V, BL):** Es besteht kein materieller Zusammenhang zwischen dem Ausgleich der kalten Progression und dem Steuerpaket, aber letztlich ist es doch der dringende Anspruch der Bevölkerung, zu wissen, ob diese kalte Progression ausgeglichen wird oder nicht, falls das Steuerpaket angenommen wird. Wenn sie nämlich nicht ausgeglichen wird, sind die Konsequenzen des Steuerpaketes ganz andere, nämlich ungewollte Konsequenzen. Deshalb müssen wir diese Frage prioritär behandeln. Ich finde es auch richtig – lieber spät als nie, Frau Bühlmann –, dass man den Druck des Abstimmungsbüchleins noch gestoppt hat, dass man jetzt auf diese Problematik klar hinweist und dass man darin auch erörtert, was die Konsequenzen bezüglich eines Ausgleichs der kalten Progression sind.

**Lang Josef (G, ZG):** Herr Baader, Sie haben gesagt, ohne Neubehandlung dieser Vorlage in diesem Rat handle es sich um eine trübe Suppe. Hat dieses Parlament im letzten Jahr eine trübe Suppe beschlossen?

**Baader Caspar (V, BL):** Wissen Sie, für mich ist das Volk die oberste Instanz in diesem Land. Das Volk hat gegenüber dem Parlament den Anspruch, zu wissen, worüber es abstimmt. Deshalb will ich, dass die Frage der kalten Progression vor der Abstimmung vom 16. Mai geklärt ist.

**Marti Werner (S, GL):** Herr Baader, wir lassen uns nicht Unehrllichkeit vorwerfen! Es waren Sie und die Mehrheit dieses Rates, die diese Mogelpackung zusammengebaut haben. Jetzt haben Sie Angst, mit dieser Mogelpackung vor das Volk zu treten; dann sind Sie doppelt unehrlich, wenn Sie das heute nochmals vertuschen wollen.

**Baader Caspar (V, BL):** Herr Marti, nur eine kurze persönliche Erklärung: Auch Mitglieder der SP-Fraktion und der grünen Fraktion waren in der WAK. Niemand hat diese Frage aufgeworfen.

**Recordon Luc (G, VD):** Après cet échange d'amabilités, je voudrais poser la question suivante au Conseil fédéral: s'est-il désormais transformé en producteur de salami? Il nous débite en tranches sa politique fiscale, faisant fi de la moindre vue d'ensemble dans un domaine où règne la complexité la plus grande.

Faut-il rappeler à quel point le besoin de coordination est nécessaire dans le domaine fiscal? Il l'est tout d'abord pour les milieux de l'économie. Faut-il rappeler ici encore à quel point le système fiscal se compose de tranches – puisqu'il s'agit finalement de salami – cantonale, communale, assurances sociales, impôt fédéral direct et indirect.

Dans ce système complexe, toucher à la sauvette à une tranche sans prendre en considération les nombreuses autres qui pourraient venir derrière et qui sont pour l'instant intouchées est une manière de faire parfaitement inconséquente et dépourvue de rigueur. Je ne craindrai pas, en référence aux propos de Monsieur Bühler, de parler d'une sorte de «Steueranarchie» dans la manière de concevoir la manière de traiter le problème.

Et se référer à cet égard au besoin de clarification dont a besoin le peuple, auquel Monsieur Baader a fait allusion de manière réitérée il y a quelques instants, est en réalité se moquer du peuple! Car ce n'est pas en lui débitant par petites tranches précipitées, dans la panique, une politique fiscale – si elle mérite encore ce nom – que l'on peut arriver à quoi que ce soit de réaliste.

En réalité, nous le savons tous, nous ne pouvons pas nous permettre, sans une réflexion très approfondie – et peut-être pas du tout –, d'avoir et le paquet fiscal et la progression à froid. Et c'est cela que l'on veut aujourd'hui cacher au peuple et qui n'est pas correct au point de vue des droits populaires? La seule manière de faire au stade très avancé où nous sommes engagés avec le paquet fiscal, c'est de faire voter ce paquet fiscal pour lui-même en sachant – et on ne pourra pas l'éviter, quelles que soient les mesures prises dans la

panique – en sachant que pèsent de toute façon sur la politique fiscale de nombreuses incertitudes.

La plus saine des manières de faire sera sans aucun doute de rejeter ce paquet fiscal et de reprendre cela dans la tranquillité, et surtout la co-hé-ren-ce! La seule manière d'y atteindre aujourd'hui, c'est évidemment de ne pas entrer en matière sur le projet qui nous est proposé et donc d'admettre la motion d'ordre Marti Werner.

**Cina Jean-Michel (C, VS):** Alle sind der Meinung, dass die kalte Progression auszugleichen ist – auch jene Parteien, die den Ordnungsantrag Marti Werner unterstützen. Alle sind der Meinung, dass das Steuerpaket nie als Mittel des Ausgleichs der kalten Progression zu verstehen war und ist. Trotzdem kam es zur Verwirrung; das ist eigentlich erstaunlich. Weniger erstaunlich ist, dass der Bundesrat – und namentlich Herr Bundesrat Merz – mit seiner Hüst-und-hott-Politik dazu beigetragen hat. Zweifel an der Fähigkeit der neu geformten Regierung, dieses Land gut zu regieren, darf man unter diesen Umständen gewiss anmelden, leider. Die Art und Weise, wie der Bundesrat dieses Geschäft betreibt und uns Parlamentarier damit vor den Kopf stösst, ist fragwürdig und zu kritisieren.

Trotzdem muss die vom Bundesrat angerichtete Verwirrung beseitigt werden. Nicht wir in diesem Parlament, nicht die Mitglieder der Kommissionen haben diese Verwirrung angezettelt. Wir können also als Parlament die vom Bundesrat geführte «bad Governance» durch eine Good Governance ersetzen und für Klarstellung sorgen. Es ist unser Auftrag, diese vom Bundesrat angerichtete Verwirrung zu beseitigen, und deshalb sind wir verpflichtet, auf diese Vorlage einzutreten und vor der Volksabstimmung die vom Bundesrat angestiftete Verwirrung zu lösen. Denn die Bürger haben einen Anspruch darauf, klar zu wissen, worüber sie abstimmen. Diesbezüglich haben wir zwar eine andere Vorstellung als der Bundesrat; wir wollen mit unserer Klarstellung erreichen, dass die kalte Progression so ausgeglichen wird, wie es das Gesetz und die Verfassung vorsehen. Wir wollen diese Klarstellung; sie hat Vorrang vor verfahrensrechtlichen parlamentarischen Überlegungen.

In diesem Sinne bitte ich Sie namens der CVP-Fraktion, den Ordnungsantrag Marti Werner abzulehnen.

**Frösch Therese (G, BE):** Herr Cina, Sie haben vorhin gesagt, Sie möchten Bürgern und Bürgerinnen klaren Wein einschenken. Als Kommunalpolitikerinnen und -politiker haben wir uns schwer getan mit der Frage, ob wir diesem Referendumskomitee beitreten wollen. Die Kantone haben, erstmals seit fünfzig Jahren, das Referendum ergriffen. Sie haben eine halbe Stunde Zeit für ein Hearing in der WAK. Sie wollen Bürger und Bürgerinnen ernst nehmen. Was sagen Sie uns Kommunalpolitikerinnen und -politikern sowie Mitgliedern von kantonalen Exekutiven? Nehmen Sie uns auch ernst? Ist es das, was Sie hier befürworten?

**Cina Jean-Michel (C, VS):** Selbstverständlich nehme ich Sie ernst. Ich verweise Sie darauf, dass auch Ihre Partei den Ausgleich der kalten Progression so will, wie es das Gesetz und die Verfassung vorsehen, unabhängig von der Position, weil wir den gesetzlichen Auftrag, die gesetzliche Grundlage und die verfassungsmässige Aufgabe haben, die kalte Progression auszugleichen. In diesem Sinne haben wir die gleiche Position. Wir wollen diese kalte Progression ausgleichen. Für die Kantone war es klar, dass die kalte Progression auszugleichen ist, weil eine Verfassungs- und eine gesetzliche Verankerung vorliegen. In diesem Sinne können die Kantone gar nicht überrascht sein, dass diese kalte Progression auszugleichen ist. Die Kantone werden im Rahmen der Beratungen in den WAK die Gelegenheit haben, zur Vorlage des Bundesrates Stellung zu nehmen.

Aber ich sage nochmals: Der Bundesrat hat für Verwirrung gesorgt, nicht das Parlament, nicht die Kommissionen. Uns als Parlament bleibt der Auftrag, die vom Bundesrat gestiftete Verwirrung zu beseitigen. Das ist unser Auftrag.

**Rey Jean-Noël (S, VS):** Monsieur Cina, j'ai une question concernant les cantons, à laquelle vous avez partiellement répondu: est-ce que vous pensez que c'est une procédure – en plus, je m'adresse à quelqu'un qui défend à juste titre le fédéralisme – digne des cantons que de les recevoir cet après-midi dans une commission où ils auront peut-être une demi-heure pour s'exprimer?

**Cina Jean-Michel (C, VS):** Also worin ich mit Ihnen einig bin, ist die Tatsache, dass es kurz bemessen ist. Aber Sie müssen sich vorstellen, dass hier die Sachlage klar ist und dass auch die Kantone sich in kurzer Zeit eine Meinung bilden können. Es geht ja nicht um etwas, das derart kompliziert wäre, dass man sich nicht in einer wirklich kurzen Frist eine Position erarbeiten könnte.

Ich weiss zum Beispiel, dass die Konferenz der Kantone, die KdK, sich am Freitag treffen wird. Am Freitag werden die Kantone ihre Position beziehen. In diesem Sinne haben ja auch die Kantone ein Interesse daran, dass diese Verwirrung, die vom Bundesrat gestiftet wurde, sofort und so rasch wie möglich vor der Abstimmung beseitigt wird.

**Giezendanner Ulrich (V, AG):** Ich bin nicht Mitglied dieser Kommission, und es ist nicht mein Fachgebiet, deshalb meine Frage, Herr Cina: Sie machen jetzt in Ihrem Votum Herrn Bundesrat Merz für das Ganze verantwortlich; man hätte besser informiert werden sollen. Jetzt sagen Sie mir: War die CVP an dieser Kommissionssitzung nicht anwesend? War es nicht gerade Herr Raggenbass, der als Präsident des Bankrates der Nationalbank auch an dieser Kommissionssitzung war und das nicht gemerkt hat?

**Cina Jean-Michel (C, VS):** Also, Herr Giezendanner, ich freue mich jedes Mal, wenn Sie mir eine Frage stellen, weil sie immer sehr emotional motiviert ist.

Ich möchte Ihnen Folgendes sagen: Die Kommission, das Parlament und der Bundesrat gingen immer davon aus, dass die kalte Progression auszugleichen ist, weil eine verfassungsmässige und eine gesetzmässige Grundlage gegeben sind. Darum kann beim Parlament auch kein Versäumnis gesehen werden. Es kann auch kein Versäumnis bei der Kommission gesehen werden.

Aber was ist geschehen? Herr Merz hat im Rahmen seiner Überlegungen zum Entlastungsprogramm gemerkt, dass er irgendwo Gelder herholen muss, und ist dann irgendwie auf die kreative Idee gestossen, dass man die kalte Progression vielleicht nicht vollständig ausgleichen sollte. Er hat genau damit – genau damit! – Verwirrung gestiftet, und wir als Parlament müssen das wegen seiner schlechten Führung des Dossiers jetzt korrigieren. Das ist kein Versäumnis der CVP, es ist kein Versäumnis unseres Parlamentes, und es ist kein Versäumnis der Kommission!

**Kohler Pierre (C, JU):** J'ai eu le plaisir et l'honneur de participer à un gouvernement cantonal pendant neuf ans. Depuis quelques semaines, je suis assez surpris de l'amateurisme dont fait preuve le Conseil fédéral dans un sujet aussi important que celui du paquet fiscal. Ici, je ne souhaite pas entrer en discussion sur le fond – beaucoup l'ont fait parmi vous –, mais sur la forme. Trouvez-vous normal qu'en quelques jours, en moins d'une semaine, le Parlement puisse prendre une décision raisonnable sur un dossier où le Conseil fédéral lui-même a des problèmes pour s'en sortir? Par ailleurs, je constate que les cantons sont fortement touchés par les décisions que nous prendrons ces prochains jours. Or, il est matériellement impossible à des gouvernements cantonaux de mener en une semaine une procédure telle que les réponses puissent être données sérieusement. Je dois dire très honnêtement que je suis très déçu de la situation que nous avons aujourd'hui, mais je pense qu'on gagnerait en sérieux vis-à-vis de la population si nous traitions ce dossier dans des délais raisonnables.

C'est pour cela que je soutiendrai la motion d'ordre Marti Werner.

Pour la suite, j'espère bien que le peuple aura aussi son mot à dire, et si nous devons prendre une position peut-être intelligente, ce serait justement de repousser la votation populaire, parce qu'aujourd'hui, même au sein de ce Parlement, les gens ne sont pas au courant de tous les tenants et aboutissants de ce projet.

**Vanek Pierre (–, GE):** Merci, Monsieur le président, de m'avoir accordé le dernier mot dans cette affaire. Je voudrais redire rapidement que pour l'immense majorité des salariés de ce pays, ceux qui gagnent moins de 7000 à 8000 francs par mois, le paquet fiscal dont il a été question ici et sur lequel le peuple votera le 16 mai prochain est une gigantesque escroquerie. Il est injuste, favorise les plus riches. Vous le savez, comme le savent et comme l'ont compris des dizaines de milliers de gens qui ont signé le référendum populaire, que nous avons pris l'initiative de lancer la proposition avec mon ami Josef Zisyadis, il y a un certain temps lors d'une conférence de presse d'«A gauche toute!» dans cette maison.

Ce paquet fiscal s'inscrit dans une politique volontariste de caisses vides pour faire pression en faveur de coupes budgétaires antisociales à l'échelle de la Confédération et aussi à l'échelle des cantons. Vous le savez, le Conseil fédéral le sait bien. Je lisais une déclaration de Monsieur Merz l'autre jour dans «Le Temps», qui, parlant de cette affaire – des centaines de millions de francs en moins dans les caisses publiques induites par cette introduction, de ce lapin qu'on a sorti du chapeau de la progression à froid –, dit en se frottant les mains: «Cela accroîtra d'autant plus la pression sur l'assainissement du budget.» Et on sait bien que quand Monsieur Merz et les gens de votre bord parlent d'assainissement du budget, il s'agit de coupes dans des prestations essentielles à la majorité des citoyennes et des citoyens et des habitants de ce pays.

Aujourd'hui, l'introduction de cette affaire est aussi une manœuvre cosmétique pour rendre plus attractif un paquet auquel le peuple dira probablement – vous le savez, vous le craignez, vous le pressentez – non, et cela à juste titre. Ce type de manœuvre de dernière minute est évidemment inadmissible. Il viole – mes préopinants, qui connaissent mieux les règles de fonctionnement de cette maison que moi, l'ont déjà expliqué, articles du règlement à l'appui – les règles et les conditions de travail élémentaires de ce Parlement. C'est inadmissible. Il viole surtout les droits des citoyens et les conditions normales d'exercice de la démocratie directe dans ce pays. C'est également absolument inadmissible.

Si on n'acceptait pas la motion d'ordre Marti Werner de biffer cet objet du programme de cette session, alors pourquoi le Conseil fédéral ne reviendrait-il pas, s'il s'aperçoit que sa campagne sur le paquet fiscal va très mal, le 3 mai – puisque nous avons une session spéciale de ce Parlement le 3 mai – avec de nouvelles adjonctions et modifications pour essayer de le rendre plus attractif?

Notre groupe «A gauche toute!» votera donc cette motion.

Une note personnelle encore: le mérite de cette affaire, c'est que j'ai appris un mot d'allemand que je ne connaissais pas. J'ai appris le mot «Pfusch». Je connaissais un autre mot auquel s'apparente cette affaire, je l'ai indiqué dans ce que j'ai dit avant, c'est le mot «putsch».

Je vous invite donc à adopter la motion pour éviter à la fois la poursuite de ce «Pfusch» – qui se dit «bordel» en français – mais aussi, évidemment, de ce putsch parfaitement antidémocratique sur le plan de la procédure et sur le plan – ce qui est plus important – des droits démocratiques des citoyennes et des citoyens.

*Abstimmung – Vote*

*(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 04.017/426)*

Für den Ordnungsantrag Marti Werner .... 74 Stimmen  
Dagegen .... 106 Stimmen

nicht. Wir müssen nach fünf Jahren auch die Gelegenheit bekommen zu analysieren, nicht nur, wie es rückblickend gegangen ist, sondern wie es zukünftig gehen soll. Das heisst, die Konditionalität der Währungskredite steht zur Diskussion. Unter welchen Bedingungen, mit welcher Strategie, mit welchen Zielen wollen wir weiter Kredite gewähren? Das ist die Frage, die wir alle fünf Jahre stellen wollen, und das ist nicht zu viel verlangt.

Ich bitte Sie im Namen der Mehrheit der APK, ich bitte Sie aber auch in Ihrem eigenen Namen – Sie haben mit grossem Mehr zugestimmt –, hier festzuhalten.

Ich möchte noch abschliessend Folgendes sagen: Wenn wir alle fünf Jahre eine Botschaft bekommen, um einen Rahmenkredit zu verlängern – man kann das dann kontinuierlich machen, damit es keinen Unterbruch gibt –, dann hat das mit Bürokratie nichts zu tun. Es geht hier um die Kompetenz zwischen Bundesrat und Parlament. Wir haben gemäss Artikel 166 BV die Verpflichtung, die Aussenpolitik mitzugestalten. Wir sind in der Pflicht. Ich bitte Sie, das zu berücksichtigen und die Kompetenzen im Parlament zu behalten.

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Die CVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Minderheit.

#### *Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 113 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit .... 58 Stimmen

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Damit bleibt die Differenz bestehen.

04.017

### **Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung gemäss Steuerpaket. Bundesgesetz**

### **Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédérale**

#### *Ordnungsantrag – Motion d'ordre*

Botschaft des Bundesrates 08 03 04 (BBI 2004 1287)

Message du Conseil fédéral 08 03 04 (FF 2004 1169)

Nationalrat/Conseil national 10 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 11 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 15 03 04 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17 03 04 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2004 1381)

Texte de l'acte législatif (FF 2004 1261)

#### *Ordnungsantrag der Minderheit des Büros*

(Bühlmann, Fässler, Günter, Janiak, Studer Heiner)

Umstellen der Traktandenliste der dritten Sessionswoche, damit die Beratung des Geschäftes 04.017, «Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung. Bundesgesetz», im Nationalrat nicht vor der Anhörung der Kantone stattfindet.

#### *Motion d'ordre de la minorité du Bureau*

(Bühlmann, Fässler, Günter, Janiak, Studer Heiner)

Le programme de la troisième semaine de la session est modifié pour que l'objet 04.017, «Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédérale», ne soit pas examiné par le Conseil national avant que les cantons aient été entendus.

**Bühlmann Cécile** (G, LU): Haben Sie gewusst, dass die Kantonsregierungen gestern nicht ans Hearing der WAK gekommen sind? Sie wurden am 9. März auf den 10. März eingeladen, und am 10. März, das war gestern Mittwoch, haben sie geschrieben, dass sie der Einladung der WAK keine Folge leisten.

Ich zitiere aus dem Brief der Konferenz der Kantonsregierungen, in dem sie schreiben: «Es entspricht den Gepflogenheiten der föderalen Zusammenarbeit zwischen dem Bund und den Kantonen, insbesondere der Konkordanz zwischen dem Bundesrat und den Kantonsregierungen, sich bei politischen Vorhaben sachlich und seriös mit der materiellen, juristischen wie politischen Bedeutung der Materie zu befassen. Diese Voraussetzung ist bei der zur Debatte stehenden Botschaft, die den Kantonsregierungen seitens des Bundesrates offiziell nicht unterbreitet und der Konferenz der Kantonsregierungen erst auf Nachfrage zur Verfügung gestellt wurde, nicht gegeben. Die Kantonsregierungen erhielten seitens des Bundesrates keine Gelegenheit, die verfassungsrechtliche Möglichkeit der Mitwirkung oder der Vernehmlassung zur Frage der Zusatzbestimmungen zur kalten Progression im Kontext zum Steuerpaket 2001 in Anspruch zu nehmen. Eine kurzfristige Stellungnahme, die zu wenig fundiert und nicht abgesprochen ist, kann aber der Bedeutung der Problemstellung aus Sicht der Kantonsregierungen auch nicht gerecht werden.» Weiter heisst es im Brief: «Im Übrigen gestatten wir uns den Hinweis, dass es für Mitglieder der Kantonsregierungen in der Regel kaum möglich ist, sich derart kurzfristig aus ihren terminlichen Verpflichtungen in den Kantonen zu befreien.» Das steht alles im Brief der Kantonsregierungen, der am 10. März geschrieben worden ist. Die Folge davon war, dass die Kantonsvertreter gestern nicht ans Hearing kamen.

Aufgrund dessen hat eine Minderheit des Büros beantragt, dass man das Geschäft nicht auf die Traktandenliste dieses Parlamentes setzt, bevor die Kantone angehört werden konnten.

Heute Morgen haben die Mitglieder der WAK von ihrem Präsidenten erfahren, dass er ein zweites Aufgebot macht – so kommt es einem ja vor, wenn man so kurzfristig Leute aufbietet. Er bietet sie jetzt für den Montagmorgen auf. Die WAK-Mitglieder selber haben es heute Morgen erfahren, dass sie auch am Montagmorgen tagen müssen. Das ist für ein Milizparlament, dessen Mitglieder auch noch andere Verpflichtungen haben – auch für viele WAK-Mitglieder –, eine Zumutung.

Die Sicherheit, ob die Kantonsregierungen der Einladung am Montagmorgen Folge leisten können, haben wir nicht. Wir haben keine Zusicherung, dass sie diesem zweiten Aufgebot Folge leisten. So geht es nun wirklich nicht; so unseriös können wir doch nicht mit den Kantonen umspringen!

Deshalb stellt eine Minderheit des Büros den Antrag, in dieser wichtigen Frage erst zu tagen, erst zu beraten, wenn die Kantone angehört worden sind. Ob das am Montag stattfindet, wissen wir heute wirklich nicht.

**Günter Paul** (S, BE): Ich danke Frau Bühlmann, dass sie meinen Antrag, den ich im Büro gestellt habe, wieder aufgenommen hat. Offenbar verfahren wir mit den Kantonen nach dem Motto: «Vögeli, friss oder stirb!» Sie werden einfach herzitert und sind entsprechend gestern auch nicht gekommen. Wir hören, dass sich die Kantone morgen treffen wollen. Ich stelle fest, dass wir mit den Kantonen offenbar via die Medien verkehren. Wir beschliessen, und dann können die Kantone in der Zeitung lesen, im Radio hören oder im

Fernsehen sehen, was der Rat hier denkt. Die Kantone umgekehrt machen morgen vermutlich dasselbe.

So geht es nicht! Irgendwie müssen wir wieder Ordnung in dieses Chaos der sich jagenden Sitzungen bringen. Niemand weiss, wann die nächste Sitzung ist. Die Mitglieder der einzelnen Kommissionen, sei es die WAK oder die FK, erfahren im letzten Moment, dass etwas stattfinden wird. Im Büro haben wir heute Morgen gehört, dass Herr Pelli jetzt offenbar die Kantone für Montag herzitieren will. Vorher hat es geheissen, ihre Vertreter kämen vielleicht am Dienstag. So geht es nicht! Wir müssen in diesem Rat die Gewissheit haben, dass die Kantone richtig angehört werden können, sonst gibt es mit dieser Vorlage ein Unglück, das heisst, sie wird wegen der kalten Progression erst recht scheitern. Aber das Zerwürfnis mit den Kantonen muss ja nicht unbedingt noch gefördert werden. Das geschieht aber mit der Art, wie wir heute fuhrwerken.

**Rey Jean-Noël (S, VS):** Au nom du groupe socialiste, je vous demande d'approuver la proposition de la minorité du Bureau.

Je pense que dans cette affaire, nous sommes en train de vivre des choses assez particulières puisque hier, en commission, le représentant d'Economiesuisse nous a expliqué que, sachant la situation, il avait demandé un avis de droit. Alors, il semble que certains étaient au courant et que d'autres ne l'étaient pas. Economiesuisse était au courant puisque son représentant a pu venir à la Commission de l'économie et des redevances avec un avis de droit, alors que les cantons ne le savaient pas et qu'ils n'étaient même pas invités à se prononcer. Nous avons une lettre de la Conférence des gouvernements cantonaux signée de la plume du président, Luigi Pedrazzini, qui dit clairement: «Comme cela, ça ne va pas. La bonne collaboration entre la Confédération et les cantons veut que ceux-ci puissent se pencher sur les problèmes qui sont soumis au Parlement fédéral, surtout dans une affaire où il y a matière juridique à discussion.» Mais ce qu'il y a de plus grave et qui relève de cette lettre, c'est qu'on n'avait même pas pensé à consulter la Conférence des gouvernements cantonaux; cela est grave. Et bien sûr, le président de la Conférence des gouvernements cantonaux essaie de jeter un pont en disant: «Nous allons essayer de vous faire part de notre avis dans un délai raisonnable.»

Cette manière de faire et de traiter les cantons, je l'ai dit hier, dans le traitement d'un projet qui n'entrera en vigueur qu'en 2007 est indigne d'un Etat de droit.

C'est la raison pour laquelle je vous demande de soutenir la proposition de minorité, de laisser le temps aux cantons de se prononcer dans la dignité, et de laisser aussi à ce Parlement le temps de traiter les affaires sans être mis sous pression.

**Studer Heiner (E, AG):** Mit der Unterstützung des Minderheitsantrages respektieren wir den gestrigen Entscheid, diese Vorlage in der dritten Sessionswoche zu behandeln. Es ist also nicht ein Rückkommen. Aber wir sind der Überzeugung, dass wenigstens die Chance da ist, dass die Anhörung der Kantone erfolgen kann, wenn man dieses Geschäft vom Montag auf den Mittwoch verschiebt. Aus der Sicht unserer Fraktion könnte man etwa auf 90 Prozent aller Vernehmlassungsverfahren verzichten, aber nicht auf die, von denen die Kantone so direkt betroffen sind. Es ist gegenüber den Kantonen nicht fair, das hier nicht richtig durchzuführen.

Ich bitte Sie deshalb, dem Ordnungsantrag der Minderheit des Büros zuzustimmen.

**Baader Caspar (V, BL):** Ich bitte Sie namens der SVP-Fraktion, den Ordnungsantrag abzulehnen. Es gibt nämlich auch keinen objektiven Grund mehr für eine Änderung des Programmes. Die WAK hat heute Morgen beschlossen, dass sie die Kantone am Montag anhören will. Sie hat anschliessend in Kenntnis der Stellungnahme der Kantone Gelegenheit,

ihre Entscheide definitiv zu treffen, sodass Sie am Nachmittag hier im Plenum darüber befinden können. Deshalb gibt es für eine Änderung keinen Grund mehr, ausser man wolle die Taktik verfolgen – wie das anscheinend auf der linken Seite der Fall ist –, dass die Frage des Ausgleichs der kalten Progression nicht mehr in dieser Session behandelt wird. Aber das ist gegenüber dem Stimmbürger unehrlich. Ich bitte Sie deshalb, den Ordnungsantrag abzulehnen.

**Lang Josef (G, ZG):** Herr Baader, Artikel 45 Absatz 2 der Bundesverfassung, Mitwirkung an der Willensbildung des Bundes, lautet folgendermassen: «Der Bund informiert die Kantone rechtzeitig und umfassend über seine Vorhaben; er holt ihre Stellungnahmen ein, wenn ihre Interessen betroffen sind.» Dass die Interessen der Kantone betroffen sind, das haben die Kantone ja wiederholt angemeldet. Finden Sie, dass das Vorgehen, das Sie verteidigen, dieser normativen Vorgabe der Bundesverfassung entspricht?

**Baader Caspar (V, BL):** Als Erstes möchte ich sagen, dass die Kantone nur indirekt betroffen sind. Sie sind bezüglich des Anteils von 30 Prozent an den direkten Bundessteuern betroffen, die sie einerseits für ihre Tätigkeit des Einkassierens dieser Steuern und andererseits im Rahmen des Finanzausgleichs erhalten.

Zweitens ist dazu zu sagen, dass sich das Büro und auch der Rat bereits entschieden haben, die Frage des Ausgleichs der kalten Progression im beschleunigten Verfahren zu behandeln. Es ist deshalb nur zu prüfen, wie man die Kantone im beschleunigten Verfahren angemessen einbeziehen kann. Das machen wir, indem wir ihnen Gelegenheit geben, diese Frage zu prüfen. Die Kantone werden morgen ihre Konferenz der Kantonsregierungen durchführen. Sie haben Gelegenheit, dort ihre Stellungnahme abzugeben, sodass wir am Montag Kenntnis von dieser Stellungnahme haben werden. Damit sind die Kantone im beschleunigten Verfahren angemessen angehört worden.

**Genner Ruth (G, ZH):** Herr Baader, Sie wissen genau, dass über die direkten Bundessteuern besonders die finanzschwachen Kantone massiv betroffen sind, wenn wir jetzt den Ausgleich der kalten Progression vorzeitig vornehmen. Wir von der Kommission haben die Kantone schon auf gestern hergepfeifen. Dann sind sie eben nicht gekommen. Wir wissen nicht, ob sie am Montag anwesend sein werden. Wir müssen davon ausgehen, dass wir am Montagnachmittag noch keine seriöse, sachliche Debatte führen können.

**Baader Caspar (V, BL):** Also zunächst, Frau Genner, müssen Sie wissen – und die Kantone müssen das auch wissen –, dass die kalte Progression demnächst so oder so auszugleichen ist. Die Frage ist im Prinzip nur: Gleichen wir sie per 1. Januar 2006 oder per 1. Januar 2007 aus? Aber die Kantone müssen diesen Ausgleich, wenn sie vorsichtig geplant haben, bereits in ihre Finanzpläne aufgenommen haben. Wenn wir jetzt den Ausgleich vorzeitig machen, dann ist ja geplant, einen tieferen Teuerungsausgleich vorzunehmen, 6,5 Prozent statt 7 Prozent. Ich glaube, deshalb kann es nicht überraschend sein, auch nicht für die finanzschwachen Kantone, dass sie die kalte Progression ausgleichen müssen.

**Darbellay Christophe (C, VS):** Je constate qu'on est en train de vivre une crise institutionnelle assez grave dans ce pays. Je me demande – et c'est là ma question – si l'avis des cantons vous intéresse vraiment.

**Baader Caspar (V, BL):** Herr Darbellay, ich habe Ihnen ja gesagt, die WAK habe entschieden, die Kantone anzuhören. Das wird am Montagvormittag in der Sitzung der WAK stattfinden. Damit ist im beschleunigten Verfahren den Kantonen die Gelegenheit gegeben, sich zu äussern. Jetzt beantworte ich keine Fragen mehr! (*Unruhe*)

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Es bleibt Herrn Baader überlassen, ob er eine Frage beantworten will oder nicht. Es ist nicht an mir, ihm zu befehlen, diese zu beantworten. Die FDP-Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

**Pelli Fulvio** (RL, TI), pour le Bureau: Je ne suis pas surpris. Je suis assez «vieux jeu» pour savoir que ce qui s'est passé hier se passera ce matin et se passera encore lundi: on ne discute pas du contenu du message, mais on discute de la forme. Je suis très touché par le fait que tout le monde se préoccupe des intérêts des cantons. Cela n'a pas toujours été le cas; dans cette salle, les cantons ont souvent été oubliés.

Je crois qu'il est important de connaître les faits. Dès qu'on a su, au Conseil national et au Conseil des Etats, qu'il y avait un message urgent proposé par le Conseil fédéral, Monsieur Eugen David, président de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats (CER-CE), et moi-même, président de la CER-CN, nous nous sommes préoccupés tout de suite de préparer des auditions, de façon à ce que les cantons aussi, tout comme les partenaires sociaux, puissent être informés et puissent donner leur opinion aux membres des deux commissions chargées de s'occuper du message.

Il s'agit d'un message urgent qui a été décidé par le Conseil fédéral. Le Bureau a décidé de le traiter en urgence. Hier, vous avez confirmé qu'il fallait engager cette procédure, alors vous ne pouvez pas demander aux présidents des commissions de faire plus que ce qu'ils peuvent. Nous avons une semaine à disposition et nous essayons de tout faire en une semaine de la meilleure façon possible. C'est pour cette raison que la CER-CN a décidé de siéger ce matin dès 6 heures 30 et elle siégera encore lundi. Elle va inviter les cantons qui auront ainsi une deuxième fois la possibilité de venir donner leur opinion. Ils le sauront par la presse, car vous êtes en train de faire en sorte qu'ils l'apprennent par la presse plutôt que par lettre – les lettres prennent plus de temps que le Parlement, le Parlement va encore plus vite que la poste dans ce pays! Ils sont en train de se préparer. Demain, ils siégeront dans le cadre de la Conférence des gouvernements cantonaux et ils auront de toute façon une position qui nous sera communiquée. Et lundi, s'ils le veulent, ils pourront aussi venir discuter avec nous de ce projet du Conseil fédéral.

On ne peut pas faire plus que cela. L'idée de renvoyer la discussion sur cet objet à une autre séance est légitime, je comprends qu'on essaie de la réaliser, mais je ne crois pas que cela ait beaucoup de sens de répéter trois fois le même débat. Cette fois-ci, c'est la deuxième; la troisième, ce sera lundi. S'il vous plaît, lundi, ne venez pas encore une fois nous demander de tout renvoyer!

**Rey Jean-Noël** (S, VS): Monsieur Pelli, il ne s'agit pas de remettre en cause le travail des commissions. J'ai eu l'occasion hier de voir avec quelle maîtrise vous avez pris le problème en main, et vous l'avez fait de façon excellente. Il s'agit d'un problème beaucoup plus important: celui de la place des cantons dans la procédure de consultation. J'ai ici la lettre de la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC), qui dit: «Die Kantonsregierungen erhielten seitens des Bundesrates keine Gelegenheit, die verfassungsrechtliche Möglichkeit der Mitwirkung oder der Vernehmlassung zur Frage der Zusatzbestimmungen zur kalten Progression in Anspruch zu nehmen.» Il a fallu que la CdC demande au Conseil fédéral d'être entendue. Est-ce que vous estimez que cette procédure est correcte?

**Pelli Fulvio** (RL, TI), pour le Bureau: Ce n'est pas à moi de juger de la justesse d'une procédure du Conseil fédéral. Le Conseil fédéral a fait un choix que je respecte personnellement. Vous pouvez ne pas le respecter ou le considérer comme mauvais; mais dès que le Parlement a une compétence et décide d'agir d'urgence, on ne peut faire que ce qui est possible. Ce qui est possible pour respecter les cantons

a été fait par les présidents des deux commissions. Le Bureau en a eu connaissance et, maintenant, on fait une audition des cantons. Il est impossible de faire davantage que cela.

Les cantons nous diront s'ils sont pour ou contre ce projet, car en tout cas le droit de compenser la progression à froid est un droit des citoyens. C'est un droit constitutionnel. Tous les cantons prévoient la même règle. Ce qu'on est en train de faire, c'est tout simplement de donner un détail technique de la manière dont on le fera. Les cantons savent depuis longtemps que la progression à froid doit être corrigée par la Confédération et dans l'impôt fédéral direct.

*Abstimmung – Vote*

Für den Ordnungsantrag  
der Minderheit des Büros .... 71 Stimmen  
Dagegen .... 107 Stimmen

03.060

## **Berufliche Vorsorge. Sanierungsmassnahmen Prévoyance professionnelle. Mesures d'assainissement**

*Differenzen – Divergences*

Botschaft des Bundesrates 19 09 03 (BBI 2003 6399)  
Message du Conseil fédéral 19 09 03 (FF 2003 5835)  
Ständerat/Conseil des Etats 04 12.03 (Erstrat – Premier Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 01 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 09 03 04 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 11.03 04 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 17.03 04 (Differenzen – Divergences)

## **Bundesgesetz über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge Loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieilllesse, survivants et invalidité**

**Art. 65b**

*Antrag der Mehrheit*  
*Abs. 3 Bst. c, 4*  
Festhalten

*Antrag der Minderheit*

(Ruey, Bortoluzzi, Dunant, Gysin Hans Rudolf, Hassler, Humbel Näf, Parmelin, Scherer, Stahl, Triponez)  
*Abs. 3 Bst. c*  
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit*

(Borer, Bortoluzzi, Dunant, Gysin Hans Rudolf, Hassler, Parmelin, Ruey, Scherer, Stahl, Triponez)  
*Abs. 4*  
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag Borer*

*Abs. 3 Bst. c*  
c. .... nach Artikel 15 Absatz 2 unterschreiten, sofern sich die Massnahmen nach Absatz 3 Buchstaben a und b als ungenügend erweisen und der Mindestzinssatz über eine Periode von fünf Jahren dennoch gewährleistet wird.

**Art. 65b**

*Proposition de la majorité*  
*Al. 3 let. c, 4*  
Maintenir

04.017

**Berücksichtigung  
der kalten Progression  
bei der Reform  
der Ehe-  
und Familienbesteuerung  
gemäss Steuerpaket.  
Bundesgesetz**

**Prise en compte  
de la progression à froid  
dans le cadre de la réforme  
de l'imposition du couple  
et de la famille prévue  
par le paquet fiscal.  
Loi fédérale**

*Erstrat – Premier Conseil*

Botschaft des Bundesrates 08 03 04 (BBI 2004 1287)  
Message du Conseil fédéral 08.03 04 (FF 2004 1169)  
Nationalrat/Conseil national 10 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)  
Nationalrat/Conseil national 11 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)  
Nationalrat/Conseil national 15 03 04 (Erstrat – Premier Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 16 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 17 03 04 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Ständerat/Conseil des Etats 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

*Antrag der Mehrheit*  
Eintreten

*Antrag der Minderheit*  
(Fässler, Berberat, Daguët, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Recordon, Rennwald, Strahm)  
Nichteintreten

*Antrag der Minderheit I*  
(Recordon, Berberat, Daguët, Fässler, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Rennwald, Strahm)  
Rückweisung an den Bundesrat  
mit dem Auftrag, unter Berücksichtigung des Abstimmungsresultates vom 16. Mai 2004 ein kohärentes Projekt für die Bundesfinanzen zu präsentieren, welches auch die ökologische Steuerreform umfasst.

*Antrag der Minderheit II*  
(Leutenegger Oberholzer, Daguët, Fässler, Genner, Kiener Nellen, Recordon, Rey, Strahm, Wyss)  
Rückweisung an den Bundesrat  
mit dem Auftrag:

1. das Vorgehen in Bezug auf den Ausgleich der kalten Progression in Kenntnisnahme des Ergebnisses der Volksabstimmung vom 16. Mai 2004 festzulegen;
2. eine allfällige Gesetzesänderung zum Ausgleich der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung im ordentlichen Verfahren zu behandeln, wobei insbesondere die ordnungsgemässe Konsultation der Kantone wie auch der weiteren Vernehmlassungsadressaten sichergestellt sein muss;
3. die Rechtslage in Bezug auf den Ausgleich der kalten Progression bei einer allfälligen Annahme der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung in der Volksabstimmung vom 16. Mai 2004 rechtlich sauber abzuklären;
4. dem Gebot der Verfassungs- und Rechtmässigkeit auf allen Verfahrensstufen vollumfänglich Rechnung zu tragen.

*Antrag Studer Heiner*  
Nichteintreten

*Proposition de la majorité*  
Entrer en matière

*Proposition de la minorité*  
(Fässler, Berberat, Daguët, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Recordon, Rennwald, Strahm)  
Ne pas entrer en matière

*Proposition de la minorité I*  
(Recordon, Berberat, Daguët, Fässler, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Rennwald, Strahm)  
Renvoi au Conseil fédéral  
avec mandat de présenter un projet cohérent de fiscalité de la Confédération, y compris de fiscalité écologique, tenant compte du résultat de la votation populaire du 16 mai 2004.

*Proposition de la minorité II*  
(Leutenegger Oberholzer, Daguët, Fässler, Genner, Kiener Nellen, Recordon, Rey, Strahm, Wyss)  
Renvoi au Conseil fédéral  
avec mandat:

1. de fixer la procédure concernant la compensation de la progression à froid une fois que les résultats de la votation populaire du 16 mai 2004 seront connus;
2. d'examiner en procédure ordinaire une éventuelle modification de la loi sur la compensation de la progression à froid s'agissant de la réforme de l'imposition des couples et des familles, ledit examen devant garantir notamment la consultation des cantons et celle des autres organismes et institutions conformément aux règles en vigueur;
3. d'élucider clairement la situation juridique du dossier de la compensation de la progression à froid en cas d'acceptation par le peuple, le 16 mai 2004, de la réforme de l'imposition des couples et des familles;
4. de veiller rigoureusement au respect du principe de la constitutionnalité et de la légalité à tous les niveaux de la procédure.

*Proposition Studer Heiner*  
Ne pas entrer en matière

**Baader Caspar (V, BL), für die Kommission:** Die WAK des Nationalrates hat diese Vorlage an zwei Sitzungen beraten, am 11. März 2004 frühmorgens und heute Vormittag. Zur heutigen Sitzung wurde auch die Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) zu einem Hearing eingeladen. Sie verzichtete auf eine Teilnahme und liess stattdessen den Mitgliedern der WAK ihre schriftliche Stellungnahme, datiert vom 12. März 2004, zugehen, in welcher sich die KdK gegen das vom Bundesrat vorgeschlagene Vorgehen zum Ausgleich der kalten Progression aussprach. Dieses dringliche Vorgehen sei der Glaubwürdigkeit der Politik in höchstem Masse abträglich. Die Mehrheit der Kommission hat sich aber am 11. März 2004 und heute dafür ausgesprochen, der Bevölkerung gegenüber vor dem 16. Mai 2004 Klarheit zu verschaffen, wie die kalte Progression im Zusammenhang mit dem allfälligen Inkrafttreten des Steuerpaketes per 1. Januar 2005 im Bereich natürliche Personen und Stempelsteuern und per 1. Januar 2008 im Bereich der Wohneigentumsbesteuerung auszugleichen ist. Am 11. März 2004 hat die Mehrheit der Kommission mit 16 zu 9 Stimmen Eintreten beschlossen und sämtliche Rückweisungsanträge ebenfalls mit 16 zu 9 Stimmen abgewiesen. Es kann nach Meinung der Mehrheit nicht sein, dass der verfassungsmässige Anspruch auf Ausgleich der kalten Progression einfach mit Inkrafttreten der Steuergesetzrevision als abgegolten zu betrachten ist, da nicht alle Steuerpflichtigen von der Revision gleichermassen profitieren. Würde der Ausgleich der kalten Progression verweigert, würden vor allem die Alleinstehenden und Konkubinatspaare ohne Kinder zusätzlich belastet. Zu erwähnen ist auch, dass die Kantone bereits bisher um den bevorstehenden Ausgleich der kalten Progression per 1. Januar 2007 gemäss Artikel 215 DBG wussten – oder zumindest hätten wissen müssen – und diese Tatsache bei entsprechender Vorsicht in ihren Finanzplänen hätten berücksichtigen müssen.

Die Mehrheit der Kommission stimmte für den Ausgleich der kalten Progression. Allerdings folgte sie nicht dem Bundesrat, sondern gab einer Variante mit einer Übergangsbestimmung den Vorzug, die möglichst nahe am heutigen Gesetzestext von Artikel 215 DBG liegt.

Konkret bedeutet dies, dass entgegen der bundesrätlichen Lösung der Ausgleich nicht zu einem Satz von 6,5 Prozent, berechnet auf der Teuerung Ende 2004, vorgezogen werden soll, sondern dass die Anpassung erst dann zu erfolgen hat, wenn die Teuerung effektiv 7 Prozent, gerechnet seit dem 31. Dezember 1995, erreicht hat; dies wird voraussichtlich im Jahre 2005 der Fall sein, sodass die Anpassung entsprechend Artikel 215 Absatz 2 DBG per 1. Januar 2007 erfolgen dürfte. Obschon die Art und Weise der Berechnung dieses Progressionsausgleichs gemäss Artikel 215 Absatz 2 DBG Sache des Bundesrates ist, wollte die Kommission Klarheit und hat sich wie folgt ausgesprochen:

1. Bei ihrer Variante ist der neue Tarif voll der Teuerung, z. B. von 7,6 Prozent, anzupassen.

2. Die mit der Steuergesetzrevision neu eingeführten Abzüge sind lediglich ab Inkraftsetzung des Steuerpaketes, d. h. nur der ab dem 1. Januar 2005 der aufgelaufenen Teuerung anzupassen.

3. Die Abzüge, die es schon bisher gab, d. h. insbesondere der Kinderabzug, sind nach der Staffelmethode wie folgt anzupassen: Für die Zeit vom 31. Dezember 1995 bis zum 1. Januar 2005 ist der alte Abzug von 5600 Franken der Teuerung von z. B. 6,5 Prozent bis Ende 2004 anzupassen. Der so erhaltene Betrag ist zu dem Betrag zu addieren, der sich errechnet, wenn der neue Kinderabzug von 9300 Franken mit der vom 1. Januar 2005 bis zum massgebenden Zeitpunkt aufgelaufenen Teuerung multipliziert wird. Die so erhaltene Summe ist dann zum neu erhaltenen Kinderabzug von 9300 Franken hinzuzurechnen.

Diese Erörterungen machte die Kommission zuhanden der Materialien und liess sich auch vom Bundesrat bestätigen, dass dieser den Mehrheitsantrag der Kommission so verstehen würde.

Die Minderheit der Kommission wollte auf einen Ausgleich der kalten Progression gänzlich verzichten oder höchstens die alten Abzüge anpassen – dies ganz klar aus Gründen der geringeren Steuerausfälle, aber auch in der Meinung, dass die Teuerung lediglich auf den alten Abzügen angefallen sei. Hierzu ist zu bemerken, dass bei der Diskussion des Steuerpaketes in der WAK immer die Zahlen von 1995 die Basis für die Feststellung der neuen Abzüge und Tarife waren.

Einig war man sich in der Diskussion darüber, dass die Abzüge im Zusammenhang mit der Revision der Wohneigentumsbesteuerung nicht der Teuerung anzupassen seien, da dort ein grundlegend neues System geschaffen worden ist und ein Systemwechsel stattgefunden hat.

Aus diesen Gründen bittet Sie die Mehrheit der Kommission, auf die Vorlage einzutreten und allfällige Rückweisungsanträge abzuweisen.

**Favre Charles (RL, VD)**, pour la commission: La commission a dû travailler d'arrache-pied durant ces derniers jours pour étudier le projet du Conseil fédéral et vous faire une proposition quelque peu divergente. Comme cela a été dit tout à l'heure, nous avons tout de même pu entendre les partenaires que sont les syndicats et les représentants des entreprises. Quant aux cantons, il n'a pas été possible d'organiser le «hearing» dans le délai imparti: ceux-ci n'ont pas pu nous donner leur position par oral; par contre, ils l'ont transmise par écrit et s'opposent à la modification proposée par le Conseil fédéral, à savoir la compensation de la progression à froid.

La Constitution fédérale prévoit le principe de la compensation de la progression à froid (art. 128 al. 3) et la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct en précise les modalités, à savoir «une adaptation égale des barèmes et des déductions» (art. 215 al. 1), cette adaptation devant avoir lieu dès que l'inflation dépasse les 7 pour cent (art. 215 al. 2). Nous serons dans cette situation probablement à fin 2005, donc

une adaptation devrait se faire – et là, on est en dehors du paquet fiscal – pour l'année 2007. Jusque-là, je crois que tout le monde est d'accord.

En ce qui concerne le paquet fiscal, celui-ci a été mis sur pied avec ses barèmes, ses déductions, son coût aussi, sans tenir compte de la compensation de la progression à froid. Donc, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment on veut articuler l'obligation constitutionnelle de la compensation de la progression à froid avec le paquet fiscal. La réponse à cette question est loin d'être simple. Le Conseil fédéral – comme je l'ai dit – fait une proposition dans ce sens.

Mais avant de savoir comment on veut adapter cette compensation de la progression à froid, la question s'est posée dans notre commission de savoir s'il fallait répondre à cette question maintenant, avant les votations du 16 mai, ou bien attendre le 16 mai et prendre la décision après. La majorité de la commission est favorable à une prise de décision avant les votations, de manière à préciser l'état des choses pour les votants.

En effet, la question essentielle est de savoir si, du fait du paquet fiscal, il n'y a plus, ou partiellement plus, d'adaptation à la progression à froid; ou bien si l'un est totalement indépendant de l'autre, et il y aurait donc et paquet fiscal et adaptation complète de la progression à froid. La majorité de votre commission est pour la deuxième interprétation. Durant tout le débat sur le paquet fiscal, personne, à aucun moment, ne s'est exprimé en disant: «S'il y a le paquet fiscal, alors les barèmes sont réadaptés, donc on ne cause plus de progression à froid!» Je crois qu'il faut être tout à fait clair sur ce point-là.

La majorité de la commission est tout à fait certaine que la progression à froid doit également être effectuée en cas d'introduction du paquet fiscal. Une minorité s'oppose à cette vision des choses en disant tout d'abord que la question ne doit pas être réglée maintenant, que cela ajoute à la confusion en ce qui concerne le paquet fiscal, et que les avis juridiques sur le fait de savoir si le paquet fiscal est déjà une partie de compensation de la progression à froid ou non, ne sont, comme bien souvent, pas unanimes sur cette question-là. Donc, il faut creuser la question et y revenir par la suite.

Après avoir pesé les différents arguments, votre commission, par 16 voix contre 9, vous demande d'entrer en matière et de refuser les différentes propositions de non-entrée en matière et de renvoi.

En effet, sur ce passage difficile, il faut bien le reconnaître, il est absolument nécessaire de clarifier au mieux la question de la progression à froid, de savoir si oui ou non le paquet fiscal empêche la compensation de la progression à froid. Dans tous les débats qui ont été menés jusqu'à maintenant, jamais cette question n'a été résolue sous cette forme. Pour tous les participants, compensation de la progression à froid et paquet fiscal sont deux choses distinctes.

Dès le moment où entrée en matière et renvoi seraient refusés, il faudra se poser la question de savoir comment on procède pour la compensation de la progression à froid. Nous aurons, je l'espère, l'occasion de revenir sur cet élément tout à l'heure. Que je vous dise d'ores et déjà que le projet du Conseil fédéral n'a pas été suivi par la majorité de votre commission. Celle-ci estime qu'il faut mettre, dans les dispositions transitoires à la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, un principe selon lequel la compensation de la progression à froid doit être faite intégralement en plus du paquet fiscal, et que ceci doit se faire en prenant comme point de départ la fin de l'année 1995, puisque c'est là qu'il y a eu la dernière compensation de la progression à froid.

En ce qui concerne le mode d'adaptation des déductions, il y a une possibilité d'ouverture. En effet, les déductions doivent être compensées prorata temporis. Il y en a qui ont vécu sous l'ancien régime et qui vivront sous le nouveau régime. C'est en fonction de ces éléments qu'on peut procéder aux adaptations de déductions. Mais nous aurons l'occasion de reprendre tout ceci quand nous en serons à la discussion par article.

Pour l'instant, je vous demande de suivre la majorité de votre commission, à savoir d'entrer en matière et de refuser les différentes propositions de non-entrée en matière ou de renvoi.

**Walker Felix** (C, SG), für die Kommission: Die Finanzkommission befasst sich gemäss Artikel 50 Absatz 1 des Parlamentsgesetzes mit der Haushaltführung des Bundes. Dazu gehört neben der Beratung von Budget und Staatsrechnung unter anderem die Finanzplanung. Die vorliegende Botschaft des Bundesrates hat klare Auswirkungen auf den Finanzhaushalt und die Finanzplanung, weshalb sich die Finanzkommission an ihrer heutigen Sitzung damit zu befassen hatte.

Nach Artikel 50 Absatz 2 des Parlamentsgesetzes kann die Finanzkommission zu Erlassentwürfen mit erheblichen finanziellen Auswirkungen Mitberichte verfassen. Aufgrund der Ihnen bekannten knappen Zeitverhältnisse und der Ansetzung der Sitzungen war es ihr aber nicht möglich, einen Mitbericht an die vorberatende Kommission zu erstatten. Darum wendet sich die Finanzkommission direkt an den Rat, wie es ihr Artikel 49 Absatz 4 des Parlamentsgesetzes ermöglicht.

Die Kommission beschloss nach einer eingehenden Diskussion mit 13 zu 9 Stimmen, sich mit der Vorlage zu befassen, also auf sie einzutreten. Dabei argumentierten die Befürworter hauptsächlich damit, dass diese Frage geklärt werden muss und dass sich die WAK und der Rat bereits zweimal damit befasst haben. Die ablehnenden Stimmen wandten sich vor allem gegen das überhastete und damit – wie sie antönten – unseriöse Vorgehen, insbesondere mit Blick auf die nicht erfolgte Anhörung der Kantone. Sie wiesen auch darauf hin, dass das Bundesparlament damit ein schlechtes Vorbild abgebe.

Welches sind nun die finanzpolitischen Auswirkungen der Vorlage? Ein wesentlicher Diskussionspunkt waren gerade diese Auswirkungen. Die Finanzkommission wurde durch Mitglieder, die in beiden Kommissionen sind, über die Entscheide der WAK in Kenntnis gesetzt. Sie diskutierte sowohl den Antrag der WAK, den Antrag Maitre wie auch den Minderheitsantrag Rey aus der WAK, und sie stimmte schliesslich über diese Anträge ab. Die Finanzkommission entschied sich mit 13 zu 8 Stimmen, dem Antrag der WAK zu folgen.

Für die Finanzkommission war entscheidend, dass Klarheit geschaffen wird und dass die Verunsicherung behoben wird – vor allem auch mit Blick auf das Zusammenwirken mit dem Steuerpaket. Aus finanzpolitischer Sicht ist sie davon ausgegangen, dass der Ausgleich der kalten Progression eigentlich so oder so stattfinden muss, weil er verfassungsmässig vorgegeben ist. Diese Frage war für die Mehrheit der Finanzkommission seit jeher klar, und es stand für sie auch nie zur Diskussion, dass sich hier Mindereinnahmen für den Bundeshaushalt ergeben würden.

Die Finanzkommission hat auch festgestellt, dass der Mehrheitsantrag der WAK für das Jahr 2007 um 10 Millionen Franken günstiger als jener des Bundesrates ist, aber was noch wichtiger ist: In den Jahren 2008 und 2009 führt diese Variante zu weniger Ausfällen als diejenige des Bundesrates, die in unserer Kommission nicht aufgenommen und nicht diskutiert wurde. Natürlich wären weniger Ausfälle als jene, die im Antrag der WAK vorgesehen sind, im heutigen finanziellen Umfeld besser. Aber die eben angesprochene Klarheit ist auch in unserer aktuellen Situation von besonderem Wert.

Die Minderheit der Finanzkommission hat sich der Argumentation einer Stellungnahme des EJPD folgend für einen Ausgleich mit neuem Rhythmus ausgesprochen. Sie folgert deshalb, wie aus dem Minderheitsantrag Rey aus der WAK ersichtlich ist, dass mit dem Inkrafttreten des Steuerpaketes der Zähler für den Ausgleich der kalten Teuerung bzw. Progression auf null gestellt ist. Die nächste Kompensation der kalten Progression würde somit erst stattfinden, wenn die ab dem 31. Dezember 2003 aufgelaufene Teuerung 7 Prozent erreicht hat. Diese Variante hat keine Mindererträge zur

Folge. Der Antrag geht davon aus, dass der Ausgleich der Teuerung via Steuerpaket gegeben ist. Im Übrigen ist auch die Minderheit sehr überrascht und enttäuscht, dass diese Frage erst jetzt und unter grossem Zeitdruck aufgeworfen wird. Sie macht sich auch grosse Sorgen um die finanzpolitischen Auswirkungen nach 2007. Sie hat für den Unwillen der Kantone Verständnis.

Die Mehrheit der Kommission ist aus den oben genannten Gründen für Eintreten und empfiehlt Ihnen, der Übergangslösung, wie sie die WAK vorschlägt, zuzustimmen.

**Fässler-Osterwalder Hildegard** (S, SG): Gestern waren Wahlen im Kanton St. Gallen. Was alle etwas bedrückt, ist die tiefe Stimmbeteiligung von 36 Prozent. Bezüglich der Ergebnisse sind die Eindrücke gespalten; ich persönlich kann mich zum Beispiel ziemlich freuen. Aber wir haben doch die Diskussion gehabt: Wieso eine so tiefe Wahlbeteiligung bei einem solch wichtigen Anlass wie der Wahl des Kantonsparlamentes und der Kantonsregierung? Ich denke, das hat sehr damit zu tun, wie glaubwürdig wir Politik machen. Je glaubwürdiger wir Politik betreiben, desto höher ist das Interesse der Bevölkerung und desto höher die Stimmbeteiligung.

Der Nichteintretensantrag der Minderheit hat damit zu tun, dass ich denke, dass dieses Geschäft der Glaubwürdigkeit der Politik zuwiderläuft, dass es sie schwächt. Zum einen ist es gewissermassen eine Vorlage gegen die Kantone. Wir haben in der Kommission die Kantonsvertreterinnen und -vertreter nicht anhören können. Es ist klar, dass die nicht einfach kommen können, wenn man so schnell arbeitet; wir haben aber ihren Bericht. Die Kantone sagen ganz klar, dass sie zu einem solch wichtigen Geschäft angehört werden wollen. Besser wäre sogar eine korrekte Vernehmlassung. Dies wird ihnen in der Verfassung zugestanden. Wenn wir hier drin auf diese Weise Politik machen, ist das eben nicht glaubwürdig und eigentlich schon fast an der Grenze der Verfassungswidrigkeit. Wir haben die Kantone nicht entsprechend angehört, obwohl es für sie um sehr viel Geld geht.

Warum sind wir nicht glaubwürdig? Zum Zweiten, weil wir ein Gesetz ändern, während es auf dem Weg zum Volk ist. Es ist notabene nicht einfach irgendein Gesetz und irgendeine Abstimmung, sondern es ist eine Referendumsvorlage. Ein Referendumskomitee und die Kantone haben gegen das Steuerpaket das Referendum ergriffen. An diesem Gesetz jetzt etwas ändern zu wollen, die Räder, wie von anderen Rednerinnen und Rednern gesagt wurde, am fahrenden Zug auswechseln zu wollen, das geht nicht. Es könnte sonst bei jeder Gelegenheit so verfahren werden, wenn man merkt: Ah, irgendein Geschäft geht vermutlich nicht so gut durch die Volksabstimmung – ändern wir doch vorher noch etwas! Das darf nicht sein, das ist gegen Glaubwürdigkeit in der Politik.

Es wird behauptet, mit dieser Vorlage gebe es Klarheit für die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger darüber, was nun am 16. Mai beschlossen wird. Ich kann Ihnen sagen: Was wir hier heute beschliessen werden, hat eine Referendumsfrist, und die ist nicht abgelaufen bis zum 16. Mai! Es kann also noch sein, dass gegen dieses Geschäft das Referendum ergriffen wird. So zu tun, als ob die Bevölkerung am 16. Mai bzw. schon vorher – weil sie ja zum Teil schon vorher schriftlich abstimmen wird – genau wisse, worüber sie abstimmt, ist auf jeden Fall nicht angebracht. Wenn Sie dann auch noch das Abstimmungsbüchlein dazu anschauen, wo Zahlen drinstehen, die vielleicht nur für ein, allenfalls für zwei Jahre gelten, ist die Verwirrung für die Bevölkerung perfekt.

Es ist keine wirklich ausgereifte Vorlage. Viele Punkte wären zu diskutieren: Wieso ist das Wohneigentum ausgenommen? Worauf soll die Teuerung berechnet werden? Bei den Kinderzulagen auf den Zahlen von 1996 oder auf denen, die wir jetzt gerade neu beschlossen haben, oder ist es ein Mix? Solche Fragen wären hier zu klären. Übrigens: Dass die Verwirrung gross ist, hat auch mein Vorredner gezeigt, der Prä-

sident der Finanzkommission, der von einer «kalten Teuerung» gesprochen hat.

Ich meine, diese Hetze ist unseres Parlamentes nicht würdig. Wir brauchen eine gut vorbereitete, breit abgestützte Vorlage, die rechtlich abgesichert ist. Es gibt da mindestens zwei rechtliche Meinungen zum Ausgleich der kalten Progression. Was gilt, muss bei den Kantonen abgesichert sein, und die Gemeinden müssen wissen, was finanziell auf sie zukommt. Es braucht keine Eile, wir können den 16. Mai abwarten. Bei einem Nein zum Steuerpaket läuft alles wie bisher weiter; die SP-Fraktion steht hinter dem Ausgleich der kalten Progression, das ist keine Frage. Wenn es ein Ja gibt zum Steuerpaket, ist immer noch genügend Zeit, diese Frage der kalten Progression vernünftig, sachlich zu diskutieren. Denn der Bundesrat selber will ja, dass die Auswirkungen 2008 spürbar sind bzw. die Vorlage 2007 in Kraft tritt. Vom 16. Mai 2004 bis zu Beginn 2007 sollten wir in der Lage sein, dieses Geschäft vernünftig und in aller Ruhe zu behandeln.

Ich möchte Sie deshalb bitten, auf diese Vorlage nicht einzutreten, in voller Übereinstimmung mit der Konferenz der Kantonsregierungen, die dasselbe fordert. Wenn wir glaubwürdig sein wollen, müssen wir eine Politik ohne Hetze machen. Wir dürfen den Leuten nicht vorgaukeln, dass es zu mehr Klarheit führt, wenn wir jetzt irgendetwas ganz eilig «hinpflastern». Ich habe es Ihnen am Anfang gesagt: Die Verwirrung wird dann nur noch umso grösser sein!

**Recordon Luc (G, VD):** Pour clarifier les choses, les Verts affirment d'emblée clairement que la compensation de la progression à froid, obligation constitutionnelle et légale, est indiscutable; il n'y a pas lieu d'y revenir. L'égalité de traitement et l'équité fiscale interdisent qu'on utilise le renchérissement comme moyen de rendre l'impôt moins social.

Pour ces mêmes motifs, il n'est pas acceptable de prendre une mesure qui, si le paquet fiscal est rejeté le 16 mai 2004 – et le risque est grand –, retardera probablement la pleine compensation légale de la progression à froid et ne garantira en rien à l'avenir une compensation totale. A l'inverse, si le paquet fiscal est accepté, outre ses défauts intrinsèques bien connus, il comportera, avec la solution nouvelle du Conseil fédéral, une grave iniquité fiscale supplémentaire. Pour certaines catégories de contribuables déjà fortement favorisées par la première version du paquet fiscal, il y aura cumul des déductions nouvelles et de la compensation de la progression à froid. Dans cette hypothèse, il faudrait au moins considérer comme compensée la portion de progression à froid qui peut être imputée sur le cadeau résultant de la première version du paquet fiscal.

Je ne doute pas, mes chers collègues, que vous ayez de la peine à suivre le raisonnement que je viens de faire. Il est en effet délicat et résulte de l'extrême complexité que confère à cette matière l'imbrication voulue par le Conseil fédéral entre, d'une part, un paquet fiscal réduisant déjà fortement l'impôt de certaines catégories de contribuables et, d'autre part, la compensation de la progression à froid.

Cette grande complexité montre à l'envi à quel point il est déraisonnable de vouloir en même temps, à la sauvette, sans les données et calculs requis, sans procéder à la pondération politique qui s'impose, sans mesurer les effets sur les autres collectivités publiques, notamment les cantons, sans aucune cohérence avec la dizaine d'autres impôts de la fiscalité fédérale, concevoir un paquet fiscal où l'on a jeté pêle-mêle dans la panique quelques éléments irréflectifs. Ce n'est plus un paquet, c'est un sac poubelle!

Quant au message du Conseil fédéral, concis jusqu'à l'indigence, c'est une carte postale écrite sur un coin de table.

Je vous prie de rejeter la proposition qui nous est faite. Attendons plutôt, en bons démocrates respectueux de la volonté populaire, le résultat de la votation du 16 mai prochain. Le peuple est désormais largement informé de la situation, à savoir de la nécessité de calculer ensuite, en fonction du résultat, le correctif nécessaire pour chaque catégorie de contribuables de manière à compenser la progression à froid.

Cette opération sera très simple si le paquet fiscal est refusé, mais très complexe s'il est accepté; il faudra y procéder dans la sérénité et avec enfin un peu de réflexion.

On peut songer à suivre la solution de la minorité Fässler, qui est de ne pas entrer en matière, mais si l'on veut vraiment entrer en matière, alors, de grâce! évitons de continuer notre travail de bracaillons – en allemand «Schludrigkeit» – et procédons un peu sérieusement.

**Leutenegger Oberholzer Susanne (S, BL):** Mein Rückweisanspruch versteht sich als Eventualantrag zum Nichteintretensantrag der Minderheit Fässler. Sollten Sie auf die Vorlage eintreten, so bitte ich Sie, sie an den Bundesrat zurückzuweisen mit dem Auftrag, erstens das Vorgehen mit Bezug auf den Ausgleich der kalten Progression dann zu klären, wenn wir wissen, wie die Volksabstimmung vom 16. Mai ausgegangen ist. Wenn das Paket abgelehnt wird – was ich hoffe –, erübrigt sich diese Diskussion; dann wird die kalte Progression so ausgeglichen, wie es das geltende Gesetz vorsieht.

Zum Zweiten, Herr Bundesrat Merz, gibt Ihnen das in der Zwischenzeit die Gelegenheit, die Rechtslage eindeutig zu klären. Wir haben jetzt zwei Papiere vorliegen: eine Abklärung des Bundesamtes für Justiz, die davon ausgeht, dass bei einer Annahme des Paketes der Zähler auf null zu stellen ist, dann ein Gefälligkeitsgutachten, das im Auftrag von Economiesuisse erstellt worden ist und dem offenbar auch Sie nicht folgen, sonst würden Sie uns diese Vorlage ja nicht unterbreiten.

Zum Dritten, Herr Bundesrat, wenn Sie zum Schluss kommen, dass eine Gesetzesänderung erforderlich ist, dann bitte ich Sie, das in einem ordentlichen Verfahren zu machen, in einem Verfahren, das die Rechte der Kantone, der Bevölkerung und unseres Parlamentes achtet. Beachten Sie bitte die föderalistische Ordnung in diesem Staat und die Mitspracherechte der Kantone! Diese wurden mit dem Steuerpaket von diesem Rat bereits krass missachtet, indem die Mehrheit des Parlamentes aus dem Paket zur Entlastung der Familien ein Multipack gemacht hat, dem zuletzt noch eine Entlastung der Wohneigentümer und -eigentümerinnen aufgepfropft worden ist. Sie kennen alle die Reaktion der Kantone: Die Kantone treten fast geschlossen gegen das Steuerpaket an, das am 16. Mai dieses Jahres zur Abstimmung gelangt.

Zum Vierten: Beachten Sie auch die demokratischen Rechte der Bevölkerung! Wir haben das Recht auf Abstimmungs-freiheit, wir haben das Recht auf Klarheit bei den Abstimmungen. Deshalb verlangt das Gesetz über die politischen Rechte, dass die Vorlagen vier Monate vor dem Abstimmungstermin bereinigt feststehen müssen. Und was machen Sie? Sie nehmen eine materielle Änderung an der Vorlage für den 16. Mai vor. Sagen Sie bitte nicht, dass dem nicht so sei! Wenn dem nicht so wäre, hätte ja das Abstimmungsbüchlein nicht geändert werden müssen. Noch letzte Woche wurde der Druck gestoppt, und es wurden materielle Änderungen am Text vorgenommen. Das ist der beste Beweis dafür, dass das Gesetz über die politischen Rechte verletzt worden ist!

Im Weiteren, Herr Bundesrat: Beachten Sie die Rechte des Parlamentes und die Regeln des Zweikammersystems. Mit dem dringlichen Verfahren, mit dem beschleunigten Verfahren ist eine seriöse Beratung nicht möglich. Wir haben das mit dem Entlastungsprogramm im letzten Herbst bereits einmal erfahren müssen. Es hat auch jetzt zur Folge, dass Gesetzesänderungen vorgeschlagen werden, die nicht mehr Transparenz schaffen, sondern nur der Verwirrung dienen. Ich bitte Sie, nehmen Sie die Fahne zur Hand und konsultieren Sie Ziffer 1 der Übergangsbestimmungen in der Fassung der Mehrheit. Darin ist bei weitem nicht klar, wie die kalte Progression ausgeglichen werden soll, welcher Stand des Indexes gilt, welcher Tarif und welcher Betrag pro rata temporis ausgeglichen werden und welche nicht. Wenn Sie glauben, mit dieser Gesetzesvorlage bei der Bevölkerung und bei den Stimmenden Klarheit zu schaffen, dann irren

Sie sich. Ich denke, auch die heutige Debatte wird die erforderliche Klarheit nicht schaffen.

Herr Bundesrat Merz, Sie haben Ihr Amt angetreten mit dem Anspruch, ordnungsgemäss zu arbeiten und für den Wirtschaftsstandort zu sorgen. Dazu gehört eins: eine ordentliche Gesetzgebung in einem ordnungsgemässen Verfahren. Jetzt endet das erste grössere, komplexe Geschäft in einem Chaos. Wenn es so ist, Herr Bundesrat, dass das Chaos vor Ihrem Amtsantritt angerichtet worden ist, dann ist es der Auftrag eines Staatsmannes, in das Chaos Ordnung zu bringen. Dazu gehört, dass unsere Verfassung und unsere Gesetze beachtet werden. Alles andere ist eines Rechtsstaates unwürdig und schadet dem Wirtschaftsstandort.

Bitte weisen Sie die Vorlage zurück, sofern Sie überhaupt darauf eintreten wollen.

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Ich entschuldige mich bei Herrn Heiner Studer, dass er seinen Einzelantrag auf Nichteintreten nicht vor den Rückweisungsanträgen begründen konnte.

**Studer** Heiner (E, AG): Als Fraktion sind wir in der WAK nicht vertreten, sonst wäre der Name unseres Fraktionsmitgliedes lediglich auf dem Nichteintretensantrag zu sehen, sicher nicht auf den Rückweisungsanträgen. Das möchte ich Ihnen kurz begründen.

Unsere Fraktion, die EVP/EDU-Fraktion, hat letzte Woche, nachdem sie wusste, was geschehen könnte, sich ernsthaft damit auseinander gesetzt. Was ist jetzt von der Sache her richtig und sauber? Wir wollen in diesem Zusammenhang eben nicht Abstimmungskampf machen, sondern eine sachgerechte Lösung finden.

Blenden wir kurz zurück: Obwohl man damals schon wusste, dass diese Vorlage im Schuss, im Hauruckverfahren, durch die eidgenössischen Räte genehmigt wurde und dass gewisse Dinge nicht korrekt und in Ordnung sind, wurde es trotzdem durchgezogen. Verständlicherweise wurden die Kantone dadurch provoziert. Deshalb haben auch verschiedenste Kantone das Referendum ergriffen. Wir sind froh, dass in einigen Kantonen gerade auch die Vertreter unserer Partei mitgeholfen haben, dass dieses Referendum – und natürlich auch das Referendum von Vertretern aus diesem Rat – zustande kam. Von daher war es klar, wogegen beide Referenden ergriffen wurden: Gegen diejenige Vorlage, die damals bekannt war. Der Bundesrat konnte auch richtigerweise nichts anderes tun – er konnte nichts anderes tun, auch wenn der Vorgänger unseres Finanzministers darüber gar nicht glücklich war –, als diese Vorlage eben dem Volk zu unterbreiten. Rechtzeitig wurde die Abstimmung angesagt. Nun, da alles schon am Laufen ist, werden zusätzliche Probleme und Fehler entdeckt. Es geht einfach aus rechtsstaatlichen Gründen nicht, irgendwie im Hauruckverfahren etwas zu bewerkstelligen, bei dem wir nämlich auch nicht genau wissen, ob es durchdacht ist und stimmt.

Von daher sind es folgende Gründe, die uns dazu führen, nicht nur Nichteintreten zu beantragen, sondern auch jeden Rückweisungsantrag abzulehnen, und zwar deshalb, weil es keinen zwingenden Grund gibt, irgendetwas in dieser Woche zu beschliessen.

Wenn die Vorlage nämlich am 16. Mai abgelehnt wird – was wir hoffen –, dann ist die gesetzliche Grundlage für den Ausgleich der kalten Progression, den auch wir wollen, gegeben. Es braucht keinen neuen Entscheid, die Gesetzgebung ist klar. Wenn die Vorlage angenommen wird – was wir nicht hoffen –, dann muss überlegt werden, was es weiter braucht, wenn das dann vollzogen werden muss.

Es gibt nichts anderes, als den Abstimmungskampf in dieser Sache nun korrekt weiterzuführen, für oder gegen die Vorlage am 16. Mai zu kämpfen und dann die Folgerungen zu ziehen. Denn auch wenn jetzt die Kantone in der Schlussphase angehört worden sind, so war der korrekte Ablauf der Vernehmlassung doch nicht gewährleistet. Denn zumindest hätte der Bundesrat diese Anhörung durchführen müssen, bevor er die Botschaft verabschiedete, damit die Einwände

überhaupt noch hätten Eingang finden können. Die Vorlage zu verabschieden, dann noch darüber zu sprechen, sie dann an die Kommissionen zu leiten, die auch noch mit den Kantonsregierungen sprechen – das ist eine reine Farce, die nichts bringt. Also, die einzige saubere Lösung ist Nichteintreten.

Wir stimmen aber auch den Rückweisungsanträgen nicht zu, weil dann nämlich auch wieder ein Fehler gemacht würde. Sie wollen auch in einer Hauruckaktion präventive Aufträge erteilen, obwohl wir ja noch gar nicht wissen, was am 16. Mai geschieht. Von daher gesehen gibt es nur eine konsequente saubere Lösung: nicht einzutreten, den Abstimmungskampf weiterzuführen und dann wieder eine Folgerung zu ziehen.

**Strahm** Rudolf (S, BE): Namens der SP-Fraktion bitte ich Sie, den Minderheitsantrag Fässler auf Nichteintreten zu unterstützen und dann allenfalls den Antrag der Minderheit II (Leutenegger Oberholzer) auf Rückweisung.

Ich möchte hier festhalten, dass wir nicht gegen den Ausgleich der kalten Progression sind, aber dies soll in einem ordentlichen Verfahren geschehen. Das Verfahren, das wir jetzt gewählt haben, ist ein Stück weit ein Zerfall der politischen Sitten. Unsere Anträge entsprechen übrigens dem, was die Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) am letzten Freitag gefordert hat. Wir sind da also in guter Gesellschaft.

Ich erlaube mir jetzt eine grundsätzliche Bemerkung. Dieses Steuerpaket ist nicht mehr zu retten. Es wurde so lange daran herumgepuscht, dass Klarheit und Glaubwürdigkeit verloren gegangen sind. Multipackvorlagen sind dem Volk ohnehin unsympathisch. Man möchte das eine Teilpaket vielleicht annehmen, das andere ablehnen, aber der Stimmbürger und die Stimmbürgerin werden jetzt in der Meinungsäusserung mit diesem Multipack vergewaltigt.

Heute Morgen haben wir das Abstimmungsbüchlein von Frau Bundeskanzlerin Huber-Hotz erhalten. Das Büchlein, das an die Haushaltungen geht, liegt nun gedruckt vor. Ich muss jetzt einfach feststellen – und auch zum Fenster hinaus feststellen –, dass die Zahlen, die hier abgedruckt sind, überholt sind. Wenn die Bürgerin oder der Bürger am 16. Mai oder vorher abstimmen gehen, wissen sie nicht, was das für ihr Portemonnaie bedeutet. Sie wissen es nicht.

Warum gibt es jetzt diese Hektik und Verwirrung zwischen Bundesrat und Parlament in Bezug auf den Ausgleich der kalten Progression? Der Hintergrund – ich war von Anfang an dabei – ist nicht einfach das Entlastungsprogramm. Ich finde, in Bezug auf das Entlastungsprogramm hat der Bundesrat sogar korrekt überlegt und korrekt gehandelt. Vielmehr erklärt sich der Hintergrund dieser Hektik durch einen Dritten, nicht durch das Parlament und nicht durch den Bundesrat. Es ist nämlich die Abstimmungsmaschinerie von Economiesuisse. Dort hat ein findiger Rechner – endlich! – herausgefunden, dass mit der verabschiedeten Lösung vom Juni 2003 fast alle Alleinstehenden und alle Konkubinatspaare ohne Kinder schlechter fahren, wenn sie das Paket ablehnen, als wenn sie es annehmen. Das sind etwa 30 Prozent der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger. Das ist der Hintergrund des Korrekturzwanges und der Hektik, und deshalb handelt man jetzt nach dem Motto: Augen zu und durch.

Ich spreche noch zu den Ausfällen: Dieses Zusatzpaket produziert zusätzlich 800 Millionen Franken Ausfälle, nach Berechnung der Steuerverwaltung und der Kantone. Wenn ich das zu den Angaben über Ausfälle dazuzähle, die wir bereits haben, sind das jetzt im Endeffekt beim Bund 2,2 Milliarden Franken und bei den Kantonen und Gemeinden – nach Angaben der KdK – 2,6 bis 3 Milliarden Franken Ausfälle. Das macht zusammen 4,8 bis 5,2 Milliarden Franken Ausfälle. Notabene gehen 77 Prozent, mehr als drei von vier Franken dieses Steuergeschenks, an Steuerpflichtige, die 120 000 Franken und mehr Reineinkommen haben – das ist ein Bruttoeinkommen von 150 000 Franken und mehr –, an

die Hauseigentümer und die Börsenteilnehmer. Auf diese drei Kategorien entfallen 77 Prozent der Ausfälle.

Ich spreche jetzt aber über die Auswirkungen in den Kantonen und Gemeinden. Ich muss es als bemerkenswert bezeichnen, dass die Linke als Einzige hier die Meinung der Kantone und der Gemeindepräsidenten wiedergibt. Sonst berufen Sie sich nämlich immer auf den Föderalismus. Die Ausfälle erfolgen bei den Kantonen und Gemeinden; der Bund praktiziert auf billige Art eine Sanierung zulasten der Gemeinden. Ich möchte hier jeden Gemeindepräsidenten und jede Gemeindepräsidentin im Land bitten, sich vom kantonalen Finanzdirektor vorrechnen zu lassen, was diese Ausfälle für seine oder ihre Gemeinde ausmachen. Ich möchte sie auch bitten, dem Volk in ihrer Gemeinde zu sagen, wie und wann diese Ausfälle kompensiert werden und was dann die Steuererhöhungen in den Gemeinden und Städten kosten. Aus dieser Sicht verschlechtern wir natürlich mit dem Ausgleich der kalten Progression das Paket nochmals. Die Kantone und Gemeinden haben noch mehr Argumente, um mit uns zusammen dieses Paket zu bekämpfen. Sie können beschliessen, was Sie wollen, aber dieses Paket ist nicht mehr zu retten.

**Rey Jean-Noël (S, VS):** Le groupe socialiste vous invite à voter la proposition de minorité Fässler de ne pas entrer en matière sur le projet du Conseil fédéral et subsidiairement la proposition de minorité II (Leutenegger Oberholzer) de renvoi au Conseil fédéral.

Qu'il soit permis de rappeler que la compensation de la progression à froid en matière d'impôts est un objet qui est clairement réglé dans la Constitution, dans la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct et dans la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes; il n'y aurait donc pas lieu d'ouvrir un débat à ce sujet.

Quant à la question de savoir si la compensation de la progression à froid doit être accordée avant même que le peuple se soit prononcé sur un nouvel ordre fiscal, qui prévoit de nouveaux tarifs et de nouvelles déductions, tenant compte de cette compensation, la réponse doit être clairement négative. Et cela même si les articles 39 LIFD et 215 LHID ne stipulent pas expressément si la compensation doit se faire à partir de l'adoption de nouveaux tarifs et de nouvelles déductions par le Conseil fédéral ou le Parlement. C'est l'avis clairement exprimé de l'Office fédéral de la justice dans un avis du 19 février 2004.

Quand le législateur a adopté le nouveau paquet fiscal en juin 2003, l'inflation n'avait pas encore atteint le seuil des 7 pour cent fixé dans la loi pour déclencher les mécanismes de compensation depuis 1996, date de la dernière compensation. Avec les nouveaux tarifs, le législateur a largement tenu compte des effets de la progression à froid. On ne comprend donc pas la précipitation du Conseil fédéral, qui risque même de heurter de front les cantons pour faire adopter en procédure d'urgence une mesure qui devrait entrer en vigueur en 2007. Et même les propositions qui ont été faites, et qui seront discutées tout à l'heure, se heurtent à cet avis négatif des cantons et ne permettent pas plus de comprendre cette précipitation.

La situation juridique est claire et la position des cantons aussi. Nous n'avons pas pu les entendre, mais ils nous ont clairement transmis leur avis: «Il n'est pas acceptable que la compensation de la progression à froid s'applique à un nouveau barème et à des déductions nouvelles ou modifiées. Il est de plus juridiquement inadmissible de voir le Parlement modifier par une loi fédérale une autre loi fédérale sur laquelle le peuple doit se prononcer dans quelques semaines.» Voilà l'avis très clairement exprimé des cantons.

On ne peut donc penser qu'à une manoeuvre politique. Après coup, on s'est rendu compte que les nouveaux tarifs avaient comme conséquence de frapper lourdement les célibataires et les concubins sans enfants: il fallait donc trouver le moyen de rendre le paquet fiscal plus attractif. D'ailleurs, si on lit l'avis de droit de Monsieur Xavier Oberson, on se rend compte que ce point est essentiel pour justifier une compensation urgente de la progression à froid.

Par ailleurs, ce projet a un coût financier important. Certains y voient une relance de l'économie, mais ils omettent de dire que les restrictions budgétaires qui en découleront, touchant la politique sociale et les budgets modestes, sont eux un frein à la croissance et une injustice.

**Genner Ruth (G, ZH):** Herr Bundesrat, die grüne Fraktion stellt sich auf den Standpunkt, dass die Berücksichtigung und der Mechanismus des Ausgleichs der kalten Progression in der Verfassung und im Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer klar geregelt sind. Weder dieser Rat noch die Kantone können sich darüber hinwegsetzen.

Die grüne Fraktion ist für einen ordentlichen Ausgleich der kalten Progression. Wir finden es überhastet, wir finden es unseriös – und es missachtet sowieso jegliche parlamentarische Gepflogenheit –, wenn der Bundesrat in aller Eile diese Vorlage durchs Parlament peitschen will. Dies ganz besonders dann, wenn es, wie vom Bundesrat in der Botschaft festgehalten, allein darum geht, die kalte Progression erst ab dem Steuerjahr 2007 auszugleichen. Dann hätten wir bei Annahme des Steuerpaketes ja auch nach dem 16. Mai genügend Zeit, um eine entsprechende Botschaft im ordentlichen Verfahren zu behandeln. Wird das Steuerpaket abgelehnt – alle Zeichen stehen bereits auf Sturm –, ist die Progression entsprechend der geltenden gesetzlichen Regelung auszugleichen.

Herr Baader, Sie haben uns vorgeworfen, wir würden nicht zum Ausgleich der kalten Progression stehen. Das ist so nicht wahr. Ob das nun Steuerausfälle zur Folge hat oder nicht: Wir müssen die Inflation, wenn sie 7 Prozent erreicht hat, ausgleichen. Sie wissen aber ganz genau, dass wir das Steuerpaket wegen der verheerenden Steuerausfälle nicht wollen, und da können wir etwas machen, nicht aber bei der Inflation. Wir Grünen haben deshalb gegen diese massiven Steuerausfälle infolge des Steuerpaketes im Sommer 2003 das Referendum ergriffen.

Ich bitte diesen Rat, zur Kenntnis zu nehmen, dass erstmals in der Geschichte das Kantonsreferendum zustande gekommen ist. Gerade unter diesem Titel ist es ein Affront gegenüber den Kantonen, gleichsam in einer Nacht-und-Nebel-Aktion das Umfeld für das Steuerpaket zu verändern. Ja, so unmittelbar vor der Volksabstimmung ist es unhaltbar, in die bereits laufende Kampagne einzugreifen: Sie sehen schon überall Plakate und Inserate im Hinblick auf diese Volksabstimmung.

Wir Grünen verstehen nicht, warum der Bundesrat nicht einfach eine Erklärung abgegeben und festgehalten hat, dass nach Änderung der Steuergesetzgebung – sofern ebendiese zustande kommt – dann auch noch die kalte Progression ausgeglichen werden muss. Ich meine, das wäre Klarheit genug gegenüber der Stimmbevölkerung. Der Rückweisantrag Recordon ist übrigens genau in dieser Haltung formuliert. Ich zitiere: «Wir wollen diesen Auftrag unter Berücksichtigung des Abstimmungsergebnisses vom 16. Mai zurückweisen, und zwar, um ein kohärentes Projekt für die Bundesfinanzen präsentieren zu können, welches auch noch die ökologische Steuerreform umfasst.»

Ich möchte Sie deshalb bitten, für Nichteintreten zu stimmen oder eben, wenn Sie doch eintreten, das Geschäft mit diesem klaren Auftrag an den Bundesrat zurückzuweisen. Alles andere würde heissen, alles einfach schnell, sachlich unbegründet und inhaltlich unseriös über das Knie zu brechen. Diesen Vorwurf können wir uns gegenüber dem Bundesrat und gegenüber der Kommissionsmehrheit nicht ersparen. Ich habe den Eindruck, dass die Scheuklappen bei der bürgerlichen Mehrheit in dieser Sache mittlerweile so gross sind, dass sie weder die Probleme der Steuerausfälle noch die Missachtung der Verfahrensfragen sehen kann oder will. Die Devise heisst einfach nur noch «Gring ache u seckle», und ich kann Ihnen sagen: Das ist keine Haltung in einem politisch so wichtigen Geschäft. Es gilt hier nämlich nicht, sportlich zu sein, sondern hier muss vielmehr seriös gearbeitet werden. Den Ruf guter Politik und weisen Vorausschauens hat diese Legiferierung jedenfalls nicht.

Das offenbar mannhafte Zusammenstehen, das uns die bürgerlichen Parteien hier im Bundeshaus zeigen, ist für mich vielmehr ein Signal, dass sie sich sonst schwach fühlen, schwach im Hinblick auf die Volksabstimmung vom 16. Mai, die sie jetzt noch retten wollen. Aber die Zeichen stehen auf Sturm, und ich meine, dass dieses überladene Schiff eben untergehen wird. Warum wohl? Weil die Regierungsfrauen und Regierungsräte der eigenen bürgerlichen Parteien schon länger sagen, dass weder inhaltlich noch formal so legeriert werden darf. Seien Sie doch etwas sensibel und hören Sie auf Ihre eigenen Leute.

Die Grünen und die Linken raten Ihnen, auf diese Vorlage nicht einzutreten.

**Lang Josef (G, ZG):** Das Vorgehen, wie es jetzt eingefädelt wird, ist verfassungswidrig. Ich lese Ihnen den ganzen Artikel 45 der Bundesverfassung vor, den Artikel zur Mitwirkung an der Willensbildung des Bundes unter dem Abschnitt «Zusammenwirken von Bund und Kantonen»: «Die Kantone wirken nach Massgabe der Bundesverfassung an der Willensbildung des Bundes mit, insbesondere an der Rechtsetzung. Der Bund informiert die Kantone rechtzeitig und umfassend über seine Vorhaben; er holt ihre Stellungnahmen ein, wenn ihre Interessen betroffen sind.» Man könnte meinen, der zweite Absatz von Artikel 45 sei extra für diese konkrete Situation geschaffen worden.

Neben der Verfassung möchte ich Sie auch auf die zusätzlichen Steuerausfälle hinweisen, welche die Kantone mit diesem Vorgehen hinnehmen müssen. Eine Zusammenstellung der Konferenz der Kantonsregierungen hat eine Gesamtsumme von 255 Millionen Franken ergeben – zusätzlich zum ganzen Steuerpaket. Im Kanton Zürich sind es stolze 40 Millionen Franken, im Kanton Bern 32 Millionen, im Kanton Luzern 12, im Kanton St. Gallen 14, im Aargau 22, im Tessin ebenfalls 12, im Kanton Waadt 22,5 und im Kanton Genf 14 Millionen Franken. Ich zähle nicht alle Kantone auf. Aber auch für kleine, finanzschwache Kantone wie den Kanton Obwalden, der 1,5 Millionen Franken verliert, oder den Kanton Jura, der 2,5 Millionen Franken verliert, ist diese zusätzliche Belastung eine schwere Belastung.

Kollege Ruedi Strahm hat vorher gesagt, Sie könnten es wenden, wie Sie wollten, diese Abstimmung sei nicht mehr zu retten. Es gibt doch einen Unterschied, je nachdem, wie man sich jetzt entscheidet – nicht bezüglich des Abstimmungsergebnisses, da kommt es wirklich nicht mehr gross darauf an. Aber wenn wir den Kantonen auch hier in diesem Punkt nicht nur materiell, sondern auch formell derart am Zeug flicken, die Bestimmungen der Bundesverfassung gegenüber den Kantonen derart verletzen, dann verlieren Sie nicht nur die Abstimmung, sondern dann wird für uns alle sehr viel Geschirr unnötig zerschlagen.

**Maitre Jean-Philippe (C, GE):** La Constitution fédérale est parfaitement claire. A l'article 128 alinéa 3, elle dit de manière explicite que «les effets de la progression à froid frappant le revenu des personnes physiques sont compensés périodiquement».

L'article 215 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct est encore plus clair dans sa formulation puisqu'il indique que les effets de la progression à froid doivent être compensés intégralement; et il précise de quelle manière on le fait. D'une part, on le fait lorsque le renchérissement atteint 7 pour cent et de l'autre, on indique la procédure et la compétence, laquelle revient au Conseil fédéral.

Je constate que personne ne conteste que la progression à froid doit être compensée. Si nous nous souvenons des débats que nous avons eus sur le paquet fiscal, personne, pendant ces débats, n'a prétendu que les barèmes et les déductions qui ont été adoptés incluaient la progression à froid et la compensation du renchérissement. Personne, ni du côté du Conseil fédéral, ni du côté du Parlement, ni du côté des cantons, des partis, des organisations patronales ou syndicales, ni non plus personne dans la presse n'a relevé ce point. Il est donc impossible de dire aujourd'hui le con-

traire. Lorsque nous avons adopté le paquet fiscal, la progression à froid n'a en aucun cas été incluse, du point de vue de sa compensation, dans les barèmes et les déductions que nous avons ainsi adoptés.

Le projet du Conseil fédéral déroge à l'application du droit ordinaire et c'est pour cela qu'il a créé non pas un malaise, mais en tout cas des divergences d'interprétation. Nous avons estimé qu'il était souhaitable d'essayer de clarifier la situation.

C'est la raison pour laquelle le groupe démocrate-chrétien a fait en commission une proposition que vous retrouvez aujourd'hui dans la version de la majorité de la commission. Nous avons estimé en effet qu'il était nécessaire de préciser, dans des dispositions transitoires, et non pas dans le droit ordinaire, que la compensation de la progression à froid doit s'appliquer sur la base des mêmes mécanismes que ceux qui sont prescrits par l'article 215 de la loi sur l'impôt fédéral direct, à l'exception de l'imposition de la propriété du logement. Pourquoi? Parce qu'en ce qui concerne l'imposition de la propriété du logement, nous avons affaire à un système complètement nouveau; c'est un changement de système. Et il n'est évidemment pas possible juridiquement, ni justifié politiquement de chercher à compenser ce qui ne résulte pas d'un ancien système, mais d'un système totalement nouveau.

Le groupe démocrate-chrétien vous propose de soutenir la majorité et ainsi d'entrer en matière, de régler clairement cette question de la compensation de la progression à froid et de le faire maintenant. Bien entendu, nous comprenons, de la part de celles et ceux qui sont contre le paquet fiscal, qu'ils cherchent à ce que cette question soit réglée plus tard. Pourquoi? A leur place, on ferait pareil: si la question n'est pas réglée clairement, cela permet d'entretenir la confusion jusque, et y compris, au 16 mai prochain. C'est bien évidemment préjudiciable au paquet fiscal lui-même. C'est donc une considération qui n'est ni politique, ni juridique, mais qui est tout simplement tactique et qui s'inscrit dans le cadre du débat sur le paquet fiscal.

Cette considération-là, nous la récusons. Nous estimons qu'il faut voir clair, qu'il faut simplement réaffirmer que le droit ordinaire s'applique, qu'il s'applique intégralement, c'est-à-dire sans rien de moins, mais aussi sans rien de plus – on y reviendra peut-être dans le cadre de la discussion de détail –, à une seule exception près en ce qui concerne l'imposition du logement puisque là, on a affaire à un changement de système intégral. C'est dire que les compteurs doivent être remis à zéro au moment de l'entrée en vigueur du paquet fiscal sur le problème du logement. Pour le reste, ce sont les mécanismes du droit ordinaire – article 215 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct – qui doivent s'appliquer.

**Bührer Gerold (RL, SH):** Ich habe in den vergangenen zwölf Jahren schon manch harte Debatte in Sachen Wirtschafts- und Finanzpolitik erlebt. Ich habe es aber noch nie erlebt, dass eine derartige Selbstverständlichkeit wie der scheinbar unbestrittene Ausgleich der kalten Progression zerredet wird, wie um diese Selbstverständlichkeit herum Lärm gemacht wird – hier drinnen im Saal und erst recht draussen durch gewisse Medien.

Die erste Frage, die sich stellt, ist die: Bestand Handlungsbedarf, und ist es im Interesse der Glaubwürdigkeit der Politik, hier Klarheit zu schaffen? Wer, mit welcher Absicht auch immer, dieses Thema nach aussen getragen hat – nämlich die Problematik der kalten Progression –, das bleibe dahingestellt. Tatsache ist aber, dass sie zu einem Thema hochstilisiert worden ist und dass Verunsicherung gesät worden ist, ob jetzt der Ausgleich der kalten Progression zu gewährleisten sei oder nicht.

Ich bin mit Kollegin Genner sogar einverstanden, dass es verschiedene Optionen gegeben hat, wie man das «handlen» soll, wenn man so sagen darf. Der Bundesrat hätte hingehen, eine Ehrenerklärung abgeben und sagen können, dass es gemäss Verfassung und gemäss Artikel 215 DBG

klar ist, dass ausgeglichen wird. Ich sage Ihnen, die gleichen Kreise wären natürlich gekommen und hätten gesagt: Wie wird das denn ausgeglichen? Wie wird das gehandhabt, da wir jetzt ja einen Strukturbruch hatten?

1. Der Bundesrat war meines Erachtens in der Pflicht, hier Klartext zu sprechen, bzw. die zuständige Kommission war in der Pflicht, hier Klarheit zu schaffen, und auch die Räte sind in dieser Pflicht. Ich glaube, Kollegin Fässler, es hat auch mit Glaubwürdigkeit zu tun, dass wir, nachdem es infrage gestellt worden ist, klar sagen, wie wir die Folgen der kalten Progression ausgleichen.

2. Nicht wahr, es wurde immer wieder gesagt: Ja, die Kommission hat etwas vergessen. Ich halte hier noch einmal fest: Wir haben die ersten Abstimmungen über dieses Steuerpaket 2001 in diesem Rat gehabt. Es war doch immer klar, dass irgendeinmal die «Sanduhr» der kalten Progression – sprich: der Teuerung von 7 Prozent – ablaufen würde. Niemand hat in den Debatten in der Kommission oder hier im Plenum je einmal den Rechtsanspruch auf den Ausgleich der kalten Progression bestritten. Deswegen halte ich hier fest: Das Steuerpaket ist das eine – eine gezielte steuerrechtliche Revision, die man gut finden kann oder nicht –, und der Ausgleich der kalten Progression ist eine verfassungsmässig gegebene Verpflichtung, der sich der Bundesrat nicht entziehen kann.

3. Die Rechtsgutachten: Es ist ja schon interessant, nicht wahr; beim einen Rechtsmemorandum, das einem nicht passt, wird von Gefälligkeitgutachten gesprochen, und das andere wird irgendwie in den Himmel gelobt. Sie finden in den Materialien keine Anhaltspunkte, dass die kalte Progression mit einer Steuergesetzrevision abgegolten werden kann. Es scheint mir steuerpolitisch auch eindeutig klar zu sein, weshalb nicht. Denn Steuergesetzrevisionen sind in der Regel gezielte Revisionen, die bestimmte Gruppierungen – hier die Familien – gezielt entlasten, andere Gruppierungen nicht entlasten. Da kann man doch nicht die kalte Progression als abgegolten erklären, weil dann ja Steuer-subjekte, die mit einer Revision keinen «bénéfice» erhalten, den Inflationsschutz nicht gewährt erhalten würden.

4. Die Kantone: Auch ich bedaure, dass Hektik entstanden ist. Ich glaube, der Bundesrat und wir alle bedauern dies. Ich möchte aber so viel festhalten: In den Finanzverwaltungen der Kantone kann man ja auch rechnen, und die mussten ja auch erkennen, dass irgendeinmal – 2005, 2006 – die 7 Prozent erreicht sein würden. Also, das kann die Kantone ja nicht irgendwie überraschend treffen. Es kommt dazu, dass dieser Ausgleich ja nur auf die direkte Bundessteuer entfällt und nicht auf die kantonalen Steuern.

5. Der Vorwurf, wir hätten hier jetzt quasi eine Lex specialis für das Steuerpaket 2001 gemacht: Ich glaube, dieser Vorwurf schießt ins Leere. Wir haben Artikel 215 DBG nicht geändert; wir haben den Ausgleichsmechanismus, wie er gesetzlich festgehalten ist, bewusst nicht angepasst. Die Kommissionsmehrheit schlägt Ihnen vor, zum bestehenden Recht zu stehen und die kalte Progression erst dann auszugleichen, wenn die Teuerung 7 Prozent ausmacht. Wir haben lediglich im Sinne der Rechtsklarheit zusätzlich noch eine Anmerkung eingefügt, nämlich dass es aus den bekannten Gründen keinen Ausgleich der kalten Progression für die Systemänderung bei der Wohneigentumsbesteuerung geben kann. Das ist die einzige Anpassung, die wir gegenüber dem bestehenden Recht machen, und sonst machen wir gar nichts.

6. Klarheit und Transparenz: Ich wundere mich ja schon, dass Leute, die heute Morgen in der Kommission gesessen sind, die heute Nachmittag die Ausführungen der Kommissionssprecher angehört haben, hierher kommen und im Brustton der Überzeugung sagen können, wir würden eine Blackbox machen, es sei nicht klar. Es ist doch ganz klar, wie es läuft! Wir haben gesagt, wenn die 7 Prozent Inflation erreicht sind, gibt es gemäss Gesetz den Ausgleich auf dem Tarif und auf den Abzügen; und dort hat man klar festgelegt – sogar auf Anregung von sozialdemokratischer Seite –, dass der Kinderabzug, der früher galt, bis Ende 2004 auf dem alten Betrag indexiert wird und dass die

neuen Abzüge bei Annahme des Gesetzes richtigerweise erst ab Januar 2005 noch mit der Teuerung berechnet werden dürfen. Es wurde alles offen gelegt; ich staune, wie man da von einer Blackbox sprechen kann!

Ich komme zum Schluss: Selbstverständlich ist es demokratisch legitim, wenn man zu diesem Steuerpaket eine andere Meinung als die Mehrheitsmeinung hat; ich akzeptiere das. Es ist meines Erachtens aber höchst fragwürdig, wenn man diesen Kampf gegen dieses Steuerpaket mit einer eigentlichen Desinformation, mit einem eigentlichen Lärm um etwas führt, was nun wirklich klar geregelt ist und was wir heute klar regeln werden.

Noch eine letzte Bemerkung: Es wurde nachvollziehbar viel über die Ausfälle gesprochen. Bei der kalten Progression geht es um nichts anderes als darum, dass die Steuerzahler ein Zuviel an bezahlten Steuern – nämlich zu viel nur wegen der Teuerung – in der Zukunft wieder ausgeglichen erhalten. Es geht nicht darum, dass wir neue Ausfälle kreieren, sondern darum, dass der Rechtsanspruch des Inflationsschutzes gewährleistet wird. Wir sollten uns bei allem Respekt für die Anliegen der Staatskassen auch einmal die Frage stellen, was denn die legitimen Rechtsansprüche der Bürgerinnen und Bürger in diesem Land sind.

In diesem Sinne empfiehlt Ihnen die FDP-Fraktion, auf das Geschäft einzutreten und den Anträgen der Mehrheit zuzustimmen.

**Vanek Pierre** (–, GE): On l'a vu et on le voit, la droite fait des efforts frénétiques dans ce Parlement pour modifier la donne et tenter de sauver son paquet fiscal antisocial d'un «non» possible et nécessaire le 16 mai prochain. Pour l'immense majorité des salariés, ce paquet, présenté mensongèrement comme une «aide aux familles», est une gigantesque tromperie. D'un côté les salariés ne bénéficieront pas, ou seulement à dose homéopathique, des baisses d'impôts proposées, de l'autre ils feront les frais des mesures d'austérité encore plus brutales qu'un oui au paquet «justifierait» sur le plan fédéral, mais aussi cantonal et communal. Les attaques encore accrues contre les dépenses essentielles pour la protection sociale, l'emploi, l'éducation, l'aide au logement, la culture, la politique de l'environnement sont donc préprogrammées.

Outre le volet qu'on traite maintenant concernant l'impôt fédéral direct, les deux autres tranches du paquet bénéficient évidemment aussi aux couches sociales aux revenus les plus élevés: réduction considérable de l'imposition des propriétaires immobiliers d'une part, et suppression de l'imposition des transactions financières de l'autre.

Or aujourd'hui, notre conseil est sommé de voter en urgence un addendum au paquet, qui se traduira, au final, par près d'un nouveau milliard de recettes en moins au titre de l'impôt fédéral direct, avec bien sûr des incidences majeures supplémentaires et en cascade sur les collectivités locales.

En réalité, ce que nous discutons ici, ce n'est pas de progression à froid. A l'ordre du jour, c'est la poursuite et l'intensification de la «régression à chaud» sur le plan social, servie par une procédure d'exception qui viole évidemment les règles parlementaires normales, mais aussi et surtout – c'est plus important et plus grave – les conditions minimales ordinaires de l'exercice de la démocratie directe dans ce pays.

Sur le fond, le gouvernement maintient le cap: tentative d'appâter abusivement les électeurs et les électrices en faisant miroiter des «baisses d'impôts» supplémentaires qui profiteront, comme les précédentes, avant tout aux plus riches et qui se traduiront par une charge proportionnellement accrue sur les revenus les plus modestes, avec aussi, et encore une fois et surtout, une accentuation de la politique des caisses vides pour légitimer le démontage social.

Et en face, les moyens ne manqueront pas pour mener campagne. Je lisais il y a huit jours la «SonntagsZeitung» qui annonçait une mobilisation massive, à coups de millions de francs, financés par les poids lourds du patronat et de la banque helvétique: on y voyait Marcel Ospel, président de

l'UBS, donner de la voix en faveur de la réduction de la quote-part fiscale dans ce pays; le Credit Suisse annonçait qu'il investirait pour la bonne cause; Peter Hasler, directeur de l'Union patronale suisse, exigeait qu'on prenne enfin ce virage; et le lobby patronal Economiesuisse avouait qu'il allait dépenser au delà de 5 millions de francs – mais on peut probablement multiplier par un facteur de 2 ou 3 cette somme –, pour tenter d'enfiler ce paquet à nos concitoyens. Dans cette situation, notre groupe «A gauche toute!» dénonce ici la manoeuvre du Conseil fédéral concernant la progression à froid. Aujourd'hui, si l'on veut corriger l'imposition directe dans l'intérêt du plus grand nombre, cette correction devrait se faire, sans perte de recettes pour les collectivités, en compensant le manque à gagner par un accroissement correspondant de l'imposition des plus hauts revenus et de ceux qui en ont les moyens, c'est-à-dire en prenant le contre-pied exact des mesures prévues par le paquet fiscal, auquel nous nous opposons, et nous opposerons le 16 mai, ce paquet fiscal défendu bec et ongles par la droite patronale.

Notre conclusion, donc, c'est de ne pas entrer en matière!

**Ruey Claude (RL, VD):** Vous venez de parler beaucoup du paquet fiscal, mais vous avez peu parlé de la progression à froid. Vous dites qu'il faut faire en sorte que l'impôt ne s'aggrave pas pour les petits revenus, qu'on ne décharge pas que les grands revenus, etc. Ne voyez-vous pas que la progression à froid touche précisément tous les contribuables, en particulier les petits revenus? Ne voyez-vous pas que les petits revenus, eux, qui bénéficient moins du paquet fiscal – évidemment, puisqu'ils paient moins d'impôts –, bénéficient de la correction de la progression à froid? Ne vous souciez-vous pas des petits revenus?

**Vanek Pierre (–, GE):** Je vous remercie d'avoir indiqué à nouveau dans le cadre de votre question qu'évidemment, les petits revenus ne bénéficiaient pas du paquet fiscal. J'ai été tout à fait clair dans mon intervention. Je pense qu'on peut entrer en matière sur la question de la compensation de la progression à froid, mais pas dans les conditions qui nous sont proposées aujourd'hui, qui ne sont pas des conditions normales de débat. Il faut prendre des mesures en parallèle pour qu'on ne se retrouve pas avec une baisse de recettes des collectivités publiques, que ce soit au niveau fédéral ou local, au niveau des cantons et des communes. Les baisses de recettes annoncées dans le cadre de la mesure qui nous est proposée aujourd'hui sont des moyens de poursuivre la politique des caisses vides et de démanteler le social et l'ensemble des prestations des collectivités publiques dans ce pays. Or celles-ci sont essentielles, précisément pour ces gens que vous montez défendre soi-disant à la tribune, qui ont des petits revenus et qui ne tireront aucun bénéfice – vous venez de l'avouer – du paquet fiscal que vous avez voté.

**Spuhler Peter (V, TG):** Im Namen der SVP-Fraktion möchte ich Sie bitten, für Eintreten zu stimmen.

Wir haben mit diesem Theater über die kalte Progression, das sich in den letzten zwei, drei Wochen abgespielt hat, einige Probleme. Es werden da zwei Geschäfte miteinander vermischt, um ganz bewusst eine Konfusion zu schüren.

Was ist eigentlich Sache in diesem Geschäft? Der Ausgleich der kalten Progression ist in Artikel 215 DBG geregelt, nämlich «wenn sich der Landesindex der Konsumentenpreise seit Inkrafttreten dieses Gesetzes oder seit der letzten Anpassung um 7 Prozent erhöht hat». Wir haben also in diesem Punkt eine klare gesetzliche Grundlage. Massgeblich ist der Indexstand ein Jahr vor Beginn der Steuerperiode, erstmals am 31. Dezember des Jahres des Inkrafttretens. Heute sind wir bei einer Teuerung von etwa 6,5 Prozent. Wir können also davon ausgehen, dass im Jahre 2005 die gesetzlich fixierten 7 Prozent erreicht werden. Dies bedeutet einen Ausgleich, einen vollständigen Ausgleich, ab 2007 in der entsprechenden Steuerperiode.

Wieso kommt es nun zu dieser Konfusion und zu dieser Polemik? Für die SVP-Fraktion – Sie haben meine beiden Vordrucker, die Herren Bühner und Maître, gehört – war immer klar, auch in der vorberatenden Kommission, der WAK, dass Artikel 215 DBG eingehalten wird und somit der volle Ausgleich der kalten Progression zu erfolgen hat.

Jetzt kommt zufälligerweise eine neue Steuergesetzrevision, mitten in der Phase der auflaufenden Teuerung. Dies hat zur Folge, dass wir nun eine Lösung suchen müssen, da der Mechanismus, nach dem ausgeglichen werden muss, im Gesetz ganz bewusst nicht festgelegt worden ist. Denn der Steuergesetzrevision liegt ein politischer Wille zugrunde, was mit diesem Steuergesetz, mit diesen neuen Abzügen, mit diesen Verschiebungen der Tarife geschehen soll. Wir können gar nicht alle Details regeln. Somit müssen wir einen gemeinsamen Nenner finden, damit wir diesen Mechanismus der Anpassung festlegen können.

Die Kommission hat nun verschiedene Möglichkeiten und Anpassungsmechanismen diskutiert. Wir sind zur Auffassung gekommen – der Antrag liegt Ihnen auf der Fahne vor –, dass bei bestehenden Abzügen wie z. B. den Kinderzulagen der Ausgleich einerseits auf der bisherigen Abzugssumme mit der entsprechenden Teuerung bis zum 31. Dezember 2004, andererseits auf den höheren Abzügen gemäss Steuerpaket mit der Teuerung 2005 erfolgen soll.

Es gibt nun aber auch neue Abzüge wie zum Beispiel den Kinderbetreuungsabzug. Hier gehen wir davon aus, dass wir nur die Teuerung 2005 ausgleichen. Dieser durch die Mehrheit beschlossene Weg schliesst die Lücke im Gesetz betreffend den Ausgleichsmechanismus. Die Gesetzesrevision während dieser Phase kann so entsprechend umgesetzt werden. Sie haben vorher von Frau Genner gehört, dass die Rückweisung des Pakets damit begründet wird, dass wir das Paket nachträglich verbessert haben. Ich möchte diesem Vorwurf hier vorne ganz klar entgegenreten. Das ist unnötige Polemik und führt nur dazu, dass die Bürger noch mehr verunsichert werden. Alle, die hier gesprochen haben, waren in der WAK dabei, als wir das Paket diskutiert haben; es wussten auch alle, dass die Zahlen auf der Basis von 1995 von der Verwaltung angeführt worden waren.

Ich glaube, auch dem Vorwurf von Frau Fässler, dass wir uns hier im Parlament unwürdig verhalten und im Nachhinein eine Gesetzesvorlage ändern, muss klar widersprochen werden. Es geht hier nur darum, dass wir den Ausgleich der kalten Progression vornehmen, der in diesem Gesetz ganz bewusst fehlt, weil wir ja nicht wissen können, welche politischen Ziele zukünftig mit einer neuen Gesetzesrevision verfolgt werden. Im Fall von Gesetzesrevisionen müssen entsprechende Möglichkeiten bestehen.

Sie haben auch von den grossen, bedeutenden Steuerausfällen bei den Kantonen gehört. Ich möchte Sie auch in diesem Punkt bitten, die Relationen zu wahren. Es geht bei den Kantonen um Steuerausfälle von 2 Prozent. Ich glaube, es ist absolut legitim, dass wir parallel zur Wirtschaft, wo in den letzten Jahren sehr hart gespart werden musste, den Kantonen zumuten, eine Reduktion der Einnahmen von 2 Prozent zu verkraften und entsprechende Sparprogramme zu fahren. Denken Sie auch an die Familien; in vielen Familien muss gespart werden.

Ich habe auch ein bisschen über Herrn Strahm gestaunt, der bereits den Sieg der Gegner ausgerufen hat. Ich möchte an dieser Stelle, speziell auch an Herrn Strahm gerichtet, die volkswirtschaftlichen Auswirkungen dieses Steuerpakets nochmals in Erinnerung rufen. Alle, von links bis rechts, sind sich einig, dass wir nur über Wachstum aus dieser Baisse, die die Schweiz momentan erlebt, herausfinden. Tiefere Steuern haben zur Folge, dass die Bürger mehr Geld im Sack haben, mehr konsumieren können, und über einen höheren Konsum erreichen wir ein Wachstum, das wir dringend benötigen, um unsere Budgets und Sozialversicherungen zu finanzieren. Wachstum bedeutet speziell aber auch – auch für die linke Seite – Arbeitsplatzsicherung und Aufbau neuer Arbeitsplätze. Wenn wir dies nicht hinkriegen, werden wir in der Schweiz über kurz oder lang einen Wohlstandsverlust hinnehmen müssen.

Herr Strahm hat auch gesagt, es gebe weitere 800 Millionen Franken, die jetzt auf das Steuerpaket aufgeladen werden, bzw. es erfolge hier eine Nachbesserung. Dem ist nicht so. Ich habe eingangs meines Referates klar gesagt: Es existiert eine Gesetzesgrundlage, Artikel 215 DBG; der Ausgleich der kalten Progression ist von Gesetzes wegen vorgeschrieben. Man kann jetzt nicht kommen und im Nachhinein sagen: Jetzt kommen diese 800 Millionen Franken noch dazu.

Ich möchte an dieser Stelle in Erinnerung rufen, dass bei einem negativen Entscheid zum Steuerpaket auch der Stempel dahinfällt. Zurzeit haben wir den Stempel im dringlichen Recht. Denken Sie daran, dass an dieser Stempelproblematik – Finanzplatz Schweiz! – sehr viele Arbeitsplätze hängen, dass in diesem Bereich sehr viel Steuersubstrat generiert wird. Wir haben bereits in den Siebzigerjahren einen grossen Fehler gemacht, als wir so lange damit zugewartet haben, den Goldhandel von der Wust zu befreien, bis der gesamte Handel von Zürich nach London verschoben wurde. Mit dieser Verschiebung gingen Arbeitsplätze, Steuern usw. verloren.

Ich glaube, wir sollten hier in dieser Schweiz endlich einmal einen mutigen Schritt nach vorne machen und klar Ja sagen zu diesem Steuerpaket. Ich hoffe, dass mit dieser Sitzung heute Nachmittag der Polemik um die kalte Progression endlich ein Ende gesetzt wird und wir wieder zur Tagesordnung übergehen können.

Ich bitte Sie aus diesen Gründen, für Eintreten zu stimmen und danach die Beschlüsse der Mehrheit der Kommission gutzuheissen.

**Merz** Hans-Rudolf, Bundesrat: Sie haben im Juni des letzten Jahres ein Steuerpaket verabschiedet, welches in einem Jahr in Kraft treten soll. Anlässlich eines letzten Checks dieses Paketes vor der Volksabstimmung hat man in meinem Departement festgestellt, dass eine wichtige Frage zu beantworten bleibt, nämlich die Frage, wann und wie die kalte Progression ausgeglichen wird; diese steht sehr wahrscheinlich im nächsten Jahr, 2005, wenn die Teuerung 7 Prozent erreicht, gemäss Gesetz zum Ausgleich an.

Es steht in unserer Bundesverfassung, Artikel 128 Absatz 3, dass die kalte Progression auszugleichen ist. Es steht im Gesetz über die direkte Bundessteuer, dass immer dann auszugleichen ist, wenn die aufgelaufene Teuerung 7 Prozent erreicht. Wir können nicht genau sagen, wann das der Fall sein wird, aber sehr wahrscheinlich im Jahr 2005, also nächstes Jahr.

Nun stehen wir vor der Situation und vor der Frage: Soll dieser Ausgleich – da dieses Steuerpaket sämtliche Tarife und alle Abzüge verändert, mithin eine vollkommen neue Ausgangslage schafft – noch vor Inkrafttreten des Gesetzes vorgenommen werden, oder sollen wir ihn erst nachher vornehmen?

Nun möchte ich Ihnen eine Frage stellen: Nehmen wir an, wir hätten diese Frage offen gelassen, und sie wäre vielleicht im April oder im Mai, unmittelbar vor der Abstimmung, in einer der zahlreichen Veranstaltungen, die jetzt dann landauf, landab zum Steuerpaket beginnen, gestellt worden. Oder nehmen wir an, es wäre noch länger gegangen, und im Jahr 2005 hätte man dann gefragt: Ja und jetzt, was passiert mit der kalten Progression? Dann hätten wir sagen müssen: Die können Sie nicht mehr ausgleichen, weil alle Abzüge und alle Tarife neu sind. Es ist, als wollte man ein Wäsche-seil aufhängen – aber beide Haken wären nicht mehr da. Da hätte ich Ihre Reaktion nicht hören wollen. Mithin blieb – unbequemerweise, das muss ich sagen – nichts anderes übrig, als die Frage jetzt zu traktandieren.

Ich habe das gemacht und bin vor den Bundesrat getreten. Der Bundesrat hat sogleich entschieden, eine Botschaft zu verfassen und sie an Sie zu leiten, damit die Frage geregelt werden kann. Denn, nicht wahr, auch zum Zögern braucht es einen Entscheid; auch wenn Sie es nicht wollen, braucht es einen Entscheid. Daher kommen Sie nicht darum herum, heute in diesem oder jenem Sinn Stellung zu nehmen.

Der Bundesrat findet, dass es ein wichtiges Geschäft ist. Daher gehört es ins Parlament. Er wollte nicht in eigener Kompetenz darüber entscheiden. Es geht immerhin auch um einen Betrag von etwa 850 Millionen Franken, um so viel weniger Einnahmen ab dem Jahr 2008. Nun liegt Ihnen die Botschaft vor; nun liegt es an Ihnen, die entsprechenden Entscheidungen zu treffen. Dabei gibt es im Grunde wie bei fast jeder Entscheidung zwei Alternativen: Die eine Alternative ist, dass Sie heute nichts entscheiden und warten – auch zum Zögern braucht es eben einen Entscheid –, die andere Alternative ist, dass Sie sich jetzt für eine Variante entscheiden.

Denn das Steuergesetz hat eine Lücke. Es sagt nämlich nicht, wie man vorgehen muss, wenn vor Erreichen der Teuerung von 7 Prozent das Gesetz über die direkte Bundessteuer in allen Tarifen und allen Abzügen angepasst wird. Das sagt das Gesetz nicht. Diese Antwort müssen Sie jetzt geben! Ich gebe zu, dass im Vorfeld angesichts mehrerer Varianten, die man jetzt diskutieren kann, eine gewisse Unsicherheit entstanden ist. Aber ich glaube, dass diese Unsicherheit am Ende der Woche beseitigt sein wird, denn – wie auch immer Sie entscheiden – dann wird feststehen, wie mit dem Ausgleich der kalten Progression verfahren wird.

Es wurde die Frage gestellt, ob denn jetzt überhaupt noch Klarheit herrsche über die Zahlen, die man veröffentlicht. Wir schaffen jetzt erst recht Klarheit! In Bezug auf das Steuerpaket haben Sie im Juni 2003 eindeutige Entscheide getroffen. In Bezug auf das Wie des Ausgleichs der kalten Progression werden Sie es diese Woche tun. Danach herrscht gegenüber den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern, gegenüber den Steuerzahlenden, Klarheit. Dann wissen sie, was auf sie zukommt.

Von kalter Progression spricht man dann, wenn eine steuerpflichtige Person nur deshalb in eine höhere Progressionsstufe gerät, weil ihr Einkommen im Rahmen der Teuerung gestiegen ist. Sie hat damit eine höhere Steuerbelastung, obwohl das Einkommen real eigentlich gleich bleibt. Damit wird die vom Gesetzgeber gewollte Steuerbelastung verändert. Genau diese Steuerbelastung ist auch das Problem bei den Anträgen der Minderheiten; wir werden in der Detailberatung darauf zurückkommen. Wir dürfen die Tarife und die Belastungsunterschiede nicht aus den Augen verlieren. Das ist das Virtuose an der Vorlage.

Irgendwo am Anfang der Debatte kommt einem das ein bisschen vor, wie wenn Sie Brieftauben aus ihrem Schlag entlassen; dann fliegen diese gelegentlich, während fünf oder zehn Minuten, etwas orientierungslos in der Gegend herum, und plötzlich finden sie einen gemeinsamen Weg und einigen sich auf die Richtung. In diesem Prozess des Herumfliegens von Brieftauben waren wir natürlich auch am Anfang, als wir die Botschaft gestaltet haben. Dieser Prozess führt jetzt heute und morgen zu Entscheidungen.

Die kalte Progression ist also auszugleichen. Aber das Problem, das man unbedingt lösen muss, ist, wie dieser Ausgleich nach der umfassenden Revision vorzunehmen ist. Wie wollen wir vorgehen? Dazu gibt es verschiedene und unterschiedliche Meinungen.

Frau Leutenegger Oberholzer hat zwei Meinungsäusserungen angesprochen. Sie sprach von Gutachten; ich meine, es waren Meinungsäusserungen. Wir haben andere auch noch angehört. Wir haben verschiedene Auffassungen gegeneinander abgewogen, und wir unterbreiten Ihnen heute einen bundesrätlichen Entwurf, zu dem wir stehen können und der Sicherheit und Klarheit schafft.

Der Entwurf des Bundesrates orientiert sich – das ist unsere Pflicht – am geltenden Recht. Er geht dahin, nach den durch die Reform neu festgelegten Tarifstufen mit den neuen und übrigens erhöhten Abzügen die Teuerung auszugleichen. Als Ausgangspunkt für die Berechnung der Teuerung nehmen wir den letzten Ausgleich, und der fand am 1. Januar 1996 statt. Der nächste wird sehr wahrscheinlich im Jahr 2005 fällig. Ganz genau kann man das nicht sagen. Wie sich die Teuerung derzeit entwickelt, ist jedoch damit zu rechnen. Aber es ist möglich, auf Ende dieses Jahres 2004 die Teuerung mit einer höheren Genauigkeit zu prognostizieren. Sie

wird sich ab dem 1. Januar im Umfang von 6,5 Prozent bewegen, und der Bundesrat hat sich deshalb in seinem Entwurf für den Ausgleich der kalten Progression auf die Teuerung von 6,5 Prozent festgelegt, wie sie Ende dieses Jahres 2004 vorliegen dürfte.

Demnach sollen die bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung beschlossenen Tarifstufen und die frankennässigen Abzüge im Umfang von 6,5 Prozent gestreckt bzw. erhöht werden. Den Steuerzahlenden entgeht damit eben kein Substrat für einen nächsten Ausgleich. Im bundesrätlichen Entwurf wird nämlich der 31. Dezember 2004 als neuer Ausgangspunkt für die Berechnung der Teuerung festgelegt. Auf diesen Zeitpunkt hin möchten wir den Zähler wieder auf null stellen. Die Teuerung des Jahres 2005 geht damit nicht verloren, sie wird nur später ausgeglichen. Das ist die Variante, die Ihnen der Bundesrat präsentiert.

Nun, was für andere Varianten können Sie wählen? Es gibt selbstverständlich verschiedene Möglichkeiten in Bezug auf die Festlegung des Datums, also in Bezug auf die Frage, wann die Teuerung 7 Prozent erreicht haben wird, wann wir den Zähler auf null stellen und wann die Gesetzesänderung in Kraft treten wird. Sie werden nachher in der Detailberatung über diese Varianten diskutieren.

Die vom Bundesrat vorgeschlagene Sonderregelung würde – damit komme ich zu den Auswirkungen – bei der direkten Bundessteuer ab dem Jahr 2009 zu Mindereinnahmen von etwa 850 Millionen Franken in der Finanzrechnung führen. Der für die Steuerperiode 2007 erwartete Sollertrag – das sind die geschuldeten Steuern für das Jahr 2007 – wird durch diesen Ausgleich um rund 625 Millionen Franken reduziert. Aber durch die Besonderheit des Bezugsverfahrens ergeben sich erst in den folgenden Jahren Mindereinträge in der Finanzrechnung des Bundes. Das Steuerpaket reduziert den Sollertrag für das Steuerjahr 2007 insgesamt um 1,6 Milliarden Franken. Mit den genannten 625 Millionen Franken beträgt somit die Gesamtentlastung für die Steuerzahlenden rund 2,2 Milliarden Franken. An diesen Mindereinträgen partizipieren die Kantone über ihren Anteil von 30 Prozent an der direkten Bundessteuer.

Damit bin ich bei den Kantonen: Welches ist die Auswirkung dieser Anpassung der kalten Progression auf die Kantone? Um es gleich vorweg festzuhalten: Auf die Steuern der Kantone und der Gemeinden hat der bundesrätliche Gesetzentwurf keinen Einfluss. Ingegnen hat er selbstverständlich einen Einfluss auf den dreissigprozentigen Anteil der Kantone an der direkten Bundessteuer. Dieser Anteil an der direkten Bundessteuer zerfällt nach geltendem Recht in einen Kantonsanteil von 17 Prozent und in einen Finanzgleichsanteil von 13 Prozent. Im Umfang dieses Anteils von 30 Prozent an der direkten Bundessteuer partizipieren die Kantone an den Mindereinnahmen.

Angesichts der Dringlichkeit des Vorgehens haben wir die Kantone sogleich, nachdem das Problem erkannt war, schriftlich benachrichtigt. Aber es ist – das will ich gerne zugeben – ein Mangel, dass es uns nicht gelungen ist, in dieser Zeit ein formelles Vernehmlassungsverfahren mit den Kantonen durchzuführen. Sie werden morgen im Zweitrat ihre Stimme zuhänden der Verhandlungen haben, und sie werden dort ihre Meinungen eingeben können.

Ich bitte Sie, der Vorlage zuzustimmen, auf das Geschäft einzutreten und anschliessend im Sinne des Bundesrates zu behandeln.

**Baader** Caspar (V, BL), für die Kommission: Nur kurz: Im Namen der Kommission bitte ich Sie, sowohl den Minderheitsantrag Fässler auf Nichtetreteten als auch die beiden Minderheitsanträge auf Rückweisung abzulehnen.

Im Falle eines Nichtetretetens gemäss der Minderheit Fässler würde nämlich verhindert, gegenüber der Bevölkerung Klarheit zu schaffen, wie die kalte Progression nach Annahme des Steuerpaketes auszugleichen wäre. Deshalb hat sich die Kommission mit 16 zu 9 Stimmen gegen diesen Antrag entschieden.

Bei den Rückweisungsanträgen geht es nach Meinung der Kommission um eine reine Verzögerungstaktik, um zu ver-

hindern, dass die bereits erwähnte Klarheit vor der Volksabstimmung vom 16. Mai geschaffen wird. Die Minderheit I verlangt ja vom Bundesrat, dass er zuerst ein Projekt erarbeitet und präsentiert, wie er allfällige Steuerausfälle zu kompensieren gedenke. Dazu ist zu sagen, dass der Bundesrat ja daran ist, das Entlastungspaket 2004, also das zweite Entlastungspaket, vorzubereiten. Ich gehe davon aus, dass darin auch die Auswirkung des Steuerpaketes enthalten ist. Wenn Sie allerdings dem Antrag der Kommission bezüglich des Ausgleichs der kalten Progression folgen, ist festzuhalten, dass die Ausfälle wesentlich geringer ausfallen als gemäss Variante Bundesrat, weil es keinen vorgezogenen Ausfall gibt.

Damit komme ich zu Herrn Lang: Sie haben uns vorhin die Zahlen der Konferenz der Kantonsregierungen präsentiert und behauptet, es gäbe Steuerausfälle von 255 Millionen Franken. Dies trifft lediglich dann zu, wenn Sie der Variante Bundesrat folgen. Das ist ja genau der Grund dafür, dass die Kommission gesagt hat, wir wollen eine eigene Variante mit einem Ausgleich, der dem gesetzlichen Ausgleich gemäss Artikel 215 DBG entspricht. Dann haben Sie keinen Ausgleich, der über das hinausgeht, was Gesetz und Verfassung vorschreiben; und damit haben die Kantone nur den gesetzlichen Ausfall und nichts darüber hinaus.

Deshalb bitte ich Sie im Namen der Kommission, hier der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Zur Referendumsdrohung von Frau Fässler: Grundsätzlich ist es möglich, das Referendum zu ergreifen. Sie alle, auch die Linke hier im Saal, haben aber klar gesagt, dass Sie zum Ausgleich der kalten Progression stehen. Deshalb bin ich an sich zuversichtlich. Selbst wenn das Referendum ergriffen würde, müsste dann das Volk im Oktober in einer Volksabstimmung nach jener über das Steuerpaket noch entscheiden, ob die kalte Progression ausgeglichen würde oder nicht. Für mich ist klar, was das Volk dann entscheiden wird. Aus all diesen Gründen bitte ich Sie namens der Kommission nochmals eindringlich: Schaffen Sie gegenüber der Bevölkerung Klarheit darüber, dass die kalte Progression auch bei Annahme des Steuerpaketes ordnungsgemäss ausgeglichen wird, also die Inflation bereinigt wird. Das sind wir den Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern gegenüber schuldig.

**Favre** Charles (RL, VD), pour la commission: Je ne reprendrai pas l'argumentation concernant la nécessité d'entrer en matière, si ce n'est pour vous rappeler tout simplement que la question à laquelle nous devons répondre, c'est de savoir si, avec le paquet fiscal, il y a en plus la compensation de la progression à froid. La majorité de la commission pense qu'elle vient en plus, mais quoi qu'on pense, il faut répondre à cette question pour le 16 mai.

Pour la minorité I, notre collègue Recordon propose d'avoir une vision générale de la fiscalité dans ce pays, d'y adjoindre en particulier la fiscalité écologique. Nous avons déjà tenu ce débat à la fin de l'année dernière, lorsque nous avons parlé du nouveau régime financier. Et dans le nouveau régime financier, la question était justement de savoir si, après les votations négatives du peuple, il était encore possible de parler de fiscalité écologique. Nous avons tranché très clairement cette question-là. Ainsi donc, s'il s'agit de revoir globalement la fiscalité, nous ne pouvons pas le faire maintenant à travers ces discussions sur la progression à froid, mais ultérieurement avec un hypothétique nouveau régime financier de la Confédération.

La proposition de la minorité I a donc été refusée par 16 voix contre 9.

La proposition de la minorité II contient plusieurs points qui correspondent en fait à une non-entrée en matière. Je crois que nous avons déjà argumenté à ce sujet.

J'argumenterai simplement sur le point 3, nécessité d'une analyse juridique approfondie, pour savoir si oui ou non il doit y avoir compensation de la progression à froid. Cela a été dit tout à l'heure par Monsieur le conseiller fédéral, il y a aujourd'hui sur cette question-là un vide juridique. Ne demandons donc pas aux juristes de se pencher sur ce vide ju-

ridique! Nous devons y apporter une réponse politique et c'est la raison pour laquelle la nécessité de renvoi ne me semble pas justifiée dans ce cas-là.

La majorité de la commission a donc refusé la proposition de la minorité II par 9 voix contre 14.

Ainsi, je vous demande d'entrer en matière et de refuser les deux propositions de renvoi des minorités I et II.

*Erste Abstimmung – Premier vote*

Für Eintreten .... 107 Stimmen

Dagegen .... 75 Stimmen

*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

Für den Antrag der Minderheit I .... 69 Stimmen

Dagegen .... 111 Stimmen

*Dritte Abstimmung – Troisième vote*

Für den Antrag der Minderheit II .... 68 Stimmen

Dagegen .... 111 Stimmen

**Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer  
Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct**

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Titre et préambule**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

**Ziff. I**

*Antrag der Mehrheit*

*Einleitung*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Art. 215a*

Streichen

*Übergangsbestimmung Abs. 1*

Unter Vorbehalt von Absatz 2 gilt der Ausgleich der kalten Progression gemäss Artikel 215 für die Anpassungen der Tarifstufen und Abzüge, welche im Gesetz vom 20. Juni 2003 vorgesehen sind. Der 31. Dezember 1995 gilt als Datum der letzten Anpassung im Sinne von Artikel 215 Absatz 2.

*Übergangsbestimmung Abs. 2*

Die Frankenbeträge bei den Abzügen zur Wohneigentumsbesteuerung im Sinne der Artikel 32 Absatz 2 und 33 Absatz 1bis werden beim nächsten Ausgleich der kalten Progression nicht ausgeglichen.

*Antrag der Minderheit I*

(Rey, Daguet, Fässler, Genner, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Strahm, Wyss)

*Einleitung*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Art. 215a*

Streichen

*Übergangsbestimmung*

Mit dem Inkrafttreten des Steuerpaketes vom 20. Juni 2003 wird der Zähler für den Ausgleich der kalten Teuerung auf null gestellt. Die nächste Kompensation der kalten Teuerung wird somit erst stattfinden, wenn die ab dem 31. Dezember 2003 aufgelaufene Teuerung 7 Prozent erreicht hat.

*Antrag der Minderheit II*

(Recordon, Daguet, Fässler, Genner, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Wyss)

*Einleitung*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Art. 215a*

Streichen

*Übergangsbestimmung*

Der erste Ausgleich der kalten Progression im Sinne von Artikel 215, der nach der Annahme des Bundesgesetzes vom 20. Juni 2003 über die Änderung von Erlassen im Bereich der Ehe- und Familienbesteuerung, der Wohneigentumsbesteuerung und der Stempelabgaben vorzunehmen ist, wird denjenigen Steuerpflichtigen nicht ausgerichtet, die, gestützt auf das erwähnte Gesetz, in den Genuss einer Steuerreduktion gelangen, die gesamthaft mindestens der auszugleichenden kalten Progression entspricht. Für Steuerpflichtige, die eine geringere Gesamtreduktion der Steuer nach dem erwähnten Gesetz erhalten, wird diese durch den Ausgleich der kalten Progression ersetzt. Für Steuerpflichtige, die keine Steuerreduktion nach dem erwähnten Gesetz erhalten, wird die kalte Progression gemäss Artikel 215 ausgeglichen.

*Antrag der Minderheit III*

(Fässler, Daguet, Genner, Kiener Nellen, Recordon, Rey, Strahm, Wyss)

*Einleitung*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Art. 215a*

Streichen

*Übergangsbestimmung Abs. 1*

Der Bundesrat passt die Tarifstufen und den Kinderabzug, diesen auf der Basis des bis anhin gültigen Betrages, ab der Steuerperiode 2007 ...

(Rest gemäss Entwurf des Bundesrates zu Art. 215a Abs. 1, 2 und 3)

**Ch. I**

*Proposition de la majorité*

*Introduction*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Art. 215a*

Biffer

*Disposition transitoire al. 1*

Sous réserve de l'alinéa 2, la compensation de la progression à froid selon l'article 215 s'applique aux modifications du barème et des déductions adoptées par la loi du 20 juin 2003. La date de la dernière adaptation au sens de l'article 215 alinéa 2 est le 31 décembre 1995.

*Disposition transitoire al. 2*

Les montants des déductions en francs prévues dans le cadre de l'imposition du logement au sens des articles 32 alinéa 2 et 33 alinéa 1bis ne seront pas adaptés lors de la prochaine échéance de compensation de la progression à froid.

*Proposition de la minorité I*

(Rey, Daguet, Fässler, Genner, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Strahm, Wyss)

*Introduction*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Art. 215a*

Biffer

*Disposition transitoire*

Avec l'entrée en vigueur du paquet fiscal du 20 juin 2003, les compteurs sont remis à zéro. La prochaine compensation n'aura donc lieu que lorsque le renchérissement calculé à partir du 31 décembre 2003 aura atteint 7 pour cent.

*Proposition de la minorité II*

(Recordon, Daguet, Fässler, Genner, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Wyss)

*Introduction*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Art. 215a*

Biffer

*Disposition transitoire*

La première compensation de la progression à froid au sens de l'article 215 à effectuer après l'adoption de la loi fédérale du 20 juin 2003 sur la modification d'actes concernant l'imposition du couple et de la famille, l'imposition du logement

et les droits de timbre n'est pas octroyée aux contribuables qui obtiennent en vertu de ladite loi une déduction globale supérieure ou égale à la compensation de la progression à froid à effectuer. Pour les contribuables qui obtiennent une déduction globale inférieure en vertu de ladite loi, elle est remplacée par la seule compensation de la progression à froid à effectuer. Pour les contribuables qui n'obtiennent aucune déduction globale en vertu de ladite loi, la compensation de la progression à froid s'effectue selon l'article 215.

#### *Proposition de la minorité III*

(Fässler, Daguet, Genner, Kiener Nellen, Recordon, Rey, Strahm, Wyss)

#### *Introduction*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Art. 215a

Biffer

#### *Disposition transitoire al. 1*

Le Conseil fédéral adapte le barème et la déduction pour enfants, ce dernier sur la base du montant en vigueur jusqu'à ce jour, à partir de la période fiscale 2007 ....

(Reste selon le projet du Conseil fédéral, art. 215a al. 1, 2 et 3)

**Rey Jean-Noël (S, VS):** Avec ma proposition de minorité, je souhaite créer de la clarté et de la transparence dans un débat qui est en train d'en perdre beaucoup.

Ma proposition de minorité prévoit qu'avec l'entrée en vigueur du paquet fiscal du 20 juin 2003, les compteurs sont remis à zéro, et que la prochaine compensation n'aura donc lieu que lorsque le renchérissement calculé à partir du 31 décembre 2003 aura atteint 7 pour cent. Cette proposition a le mérite d'être claire et de correspondre à la législation.

Cette proposition s'appuie sur l'appréciation de l'Office fédéral de la justice du 19 février 2004. L'office précité a constaté qu'en réalité, la compensation du renchérissement avait été effectuée par la décision du législateur de proposer un nouveau paquet fiscal avec de nouveaux tarifs et de nouvelles déductions, et qu'il n'y avait par conséquent pas lieu de procéder à une nouvelle décision en la matière. L'Office fédéral de la justice, dans son avis de droit, estime que, même si les articles 39 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct et 215 de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes ne prévoient pas expressément cette manière de faire, on pouvait, dans l'esprit de la loi, lire clairement que la compensation de la progression à froid avait été octroyée par l'acceptation par le Parlement des nouveaux tarifs et des nouvelles déductions. La seule question qui pouvait se poser était de savoir si le compteur devait être mis à zéro à partir de la décision du Conseil fédéral ou de celle du Parlement.

Cet avis de l'Office fédéral de la justice a le mérite d'être clair et de correspondre à l'avis de juristes qui accompagnent et conseillent le Conseil fédéral et le Parlement. Je crois qu'il faut prendre cet avis un peu plus au sérieux que l'avis de circonstance d'un juriste, aussi brillant soit-il, mais qui l'a fait pour rendre un mandat qu'on lui avait confié. L'avis de l'Office de la justice est donc limpide et transparent: avec le paquet fiscal, on a tenu compte de la progression à froid. Il n'y a pas lieu par conséquent de reprendre une décision.

La deuxième raison pour laquelle j'ai déposé ma proposition, ce sont les contradictions de la proposition de la majorité, qui nous dit: «Avec notre proposition, nous allons apporter la clarté, la limpidité et le peuple connaîtra exactement les tenants et les aboutissants avant de décider le 16 mai prochain.» Eh bien, cela n'est pas vrai! Car la proposition de la majorité vise à la compensation de la progression à froid seulement pour l'imposition du couple et de la famille, et non pas pour l'imposition sur le logement. Son argument est qu'au niveau de l'imposition sur le logement, on a changé de système, donc on remet les compteurs à zéro, alors que cela ne serait pas le cas pour l'imposition du couple et de la

famille. On joue avec les mots! Car en réalité, au niveau de l'imposition du couple et de la famille, on a aussi changé le système, puisqu'on a introduit un nouveau système de tarification avec le «splitting». Il ne s'agit pas simplement d'un changement de structure, mais d'un changement de système.

Et puis la deuxième contradiction, je pense qu'il est intéressant de s'exprimer aussi son sujet. La deuxième contradiction, c'est qu'avec la proposition de la majorité, on crée la confusion, car il y aura trois types de compensation de la progression à froid: pour le barème – avec 7,6 pour cent – pour les nouvelles déductions – avec 1 pour cent – et pour l'ancienne déduction pour enfants. Alors, si vous pensez que les gens vont comprendre sur quoi ils vont voter! Au moins le projet du Conseil fédéral avait le mérite d'être aussi clair et limpide que ma proposition de la minorité I, mais dans une autre direction. Par contre, la proposition de la majorité est loin d'être limpide, loin d'être claire. Elle crée la confusion.

**Recordon Luc (G, VD):** Ainsi donc, puisque nous avons décidé de travailler dans la précipitation, allons-y! Tentons néanmoins de faire quelque chose de mesuré.

La proposition de minorité que je vais développer s'inspire du même principe sans doute que celle de la minorité I (Rey), mais elle est plus limitative. Je crois en effet que passer à l'as l'entier de la progression à froid est probablement un peu brutal. Ma proposition de minorité II consiste donc, dans son esprit, à limiter les effets de la progression à froid dans la mesure où ils ont déjà été pris en considération par le paquet fiscal. Pour ce faire, il faut considérer trois catégories de contribuables:

1. ceux qui, avec le paquet fiscal, obtiennent déjà plus en pourcentage que ce que donnerait la compensation de la progression à froid. Pour eux, je propose de ne rien ajouter au titre de la compensation de la progression à froid, cette fois-ci;
2. ceux qui obtiennent une déduction fiscale en vertu du paquet fiscal, mais pas autant que ce que la compensation de la progression à froid donne pour eux actuellement. Je propose de les faire simplement monter jusqu'au niveau de ce que donne pour eux la compensation de la progression à froid;
3. ceux qui n'obtiennent rien du tout dans le paquet fiscal ou qui sont même péjorés. Là, la compensation de la progression à froid doit s'effectuer normalement.

Ces trois catégories de contribuables et ces trois traitements différenciés correspondent aux trois phrases qui figurent dans la proposition de la minorité II que j'ai développée et que vous avez sous les yeux.

Il s'agit bien entendu d'une disposition transitoire, puisque cela concerne uniquement l'opération de compensation de la progression à froid qui doit s'effectuer spécialement, cette fois-ci, à cause de la coïncidence temporelle avec le paquet fiscal.

Je me permets d'ajouter que cette proposition est véritablement un acte extrêmement modéré et je vous prie de lui accorder toute l'attention qu'elle mérite. Elle pèse moins sur les finances publiques; elle aplatit en quelque sorte la courbe de ce qui a été fait avec le paquet fiscal pour tenir compte du fait qu'on n'en avait pas prévu tous les effets; et elle tend aussi à réduire les disparités induites, pas toujours de manière heureuse, par le paquet fiscal.

**Fässler-Osterwalder Hildegard (S, SG):** Sie wissen ja, dass ich auf dieses Geschäft lieber nicht eingetreten wäre. Ich versuche, mit meinem Minderheitsantrag hier jetzt wenigstens noch etwas Kohärenz in die Geschichte zu bringen.

Es gibt einen Abzug, den es schon vor dem Steuerpaket gegeben hat und der auch nach Annahme des Steuerpakets existiert; es gibt nur einen, der vor dem Steuerpaket schon in Kraft war und es mit dem Steuerpaket wieder sein wird: Das ist der Kinderabzug. Ich denke, dass es deshalb gerechtfertigt ist – wenn es denn schon sein muss –, diesen

der Teuerung anzupassen bzw. auf diesem die kalte Progression auszugleichen. Das soll aber so geschehen, dass das nicht auf den 9300 Franken, wie das im Steuerpaket neu drin ist, berechnet wird, sondern auf dem alten Abzug, den 5600 Franken – bis zu dem Zeitpunkt, in dem dann eben die 9300 Franken in Kraft sind –; und dies soll auf diese 9300 Franken aufgestockt werden.

Die anderen Abzüge sind ja neu, wenn sie mit dem Steuerpaket in Kraft treten. Da gibt es keinen Grund, darauf die Teuerung auszurechnen und so die Progression auszugleichen. Das machen wir ja dann beim nächsten ordentlichen Schritt, wenn die Teuerung ausgeglichen werden muss. Bei den Abzügen, die es eben nicht mehr gibt, wenn es ein Ja zum Steuerpaket gibt, macht es sowieso keinen Sinn, die irgendwie noch anzugleichen.

Also, mein Minderheitsantrag ist ganz einfach: Nur die Kinderabzüge sind anzupassen, die Tarifstufen und den Rest habe ich gemäss Bundesrat drin gelassen. Er ist nicht mein Herzblut, weil ich eigentlich ja nicht der Ansicht bin, dass wir dieses Paket jetzt heute dringlich behandeln sollten. Aber wenn schon, dann handeln Sie kohärent, nehmen Sie nur jenen Abzug, der vor und nach der Einführung des Steuerpakets gültig war und ist, und machen Sie darauf diesen Ausgleich!

**Maitre Jean-Philippe (C, GE):** Le groupe démocrate-chrétien vous recommande d'adopter la proposition de la majorité et de rejeter les trois propositions de minorité qui vous sont présentées.

Comme nous avons eu l'occasion de le dire dans le débat d'entrée en matière, la proposition de la majorité a cet avantage de constituer une application claire et précise de l'actuelle disposition, qui est l'article 215 de la loi sur l'impôt fédéral direct. Elle permet d'adapter ce qui doit l'être, sans plus et sans rien de moins.

En premier lieu, elle permet tout d'abord de dire que l'imposition de la propriété du logement ne doit donner lieu à aucune compensation de la progression à froid parce qu'il s'agit d'un système complètement nouveau.

En deuxième lieu, s'agissant de l'imposition du couple et de la famille, elle permet de traiter de manière différenciée les déductions qui, existant déjà dans le droit actuel, sont reprises dans le paquet fiscal, mais avec une augmentation, et les déductions qui, n'existant pas dans le droit actuel, sont nouvelles dans le paquet fiscal. Ainsi, vous avez une règle claire qui permet de faire un calcul fin prorata temporis. Exemple avec la déduction pour enfants: elle est aujourd'hui de 5600 francs. Demain, si le paquet fiscal est accepté, elle sera de 9300 francs. Le Conseil fédéral a proposé d'adapter au renchérissement la totalité de cette déduction ainsi augmentée, c'est-à-dire à 9300 francs. C'est évidemment très appréciable pour les contribuables concernés, mais c'est trop. Nous devons adapter au renchérissement la période qui est celle de la déduction à son niveau actuel, c'est-à-dire depuis 1995 jusqu'à l'entrée en vigueur du paquet fiscal, à hauteur de 5600 francs.

Quant à la déduction portée à partir de l'entrée en vigueur du paquet fiscal à 9300 francs, elle ne peut être adaptée prorata temporis que pour l'inflation qui existe entre l'entrée en vigueur du paquet fiscal et le moment où l'on arrive à 7 pour cent, en fonction de l'article 215 de la loi sur l'impôt fédéral direct.

Si vous prenez par exemple les déductions pour frais de garde ou la déduction générale: ce sont des déductions nouvelles qui n'existent pas dans le droit actuel. Il n'y a donc pas de raison de leur appliquer la totalité du renchérissement sur la totalité de la période probablement prise en considération, c'est-à-dire de 1995 jusqu'au moment où on atteint 7 pour cent d'inflation. Pourquoi? Parce que cette nouvelle déduction n'est arrivée qu'en cours de route – La Palice en aurait dit autant. Il ne faut donc appliquer le renchérissement que pour la période à partir de laquelle cette déduction est effectivement entrée en vigueur, c'est-à-dire à partir du 1er janvier 1995, jusqu'au moment où l'on arrive à ce plafond imposé

par l'article 215, c'est-à-dire 7 pour cent. Et là, nous le voyons, cela correspondra peut-être à 1 ou 1,1 pour cent.

Vous voyez donc que la proposition de la majorité de la commission est tout à fait rigoureuse, en ce sens qu'elle vise à adapter effectivement les déductions et les barèmes à la compensation au renchérissement, mais à ne pas donner une adaptation qui serait induite, soit parce que pour partie le montant était préalablement plus bas, soit parce que pour partie la déduction n'existait pas dans le droit actuel.

L'avantage de cela, c'est que, indépendamment du caractère absolument exact de l'adaptation qui vous est proposée, cela conduit à un manque à gagner moins important pour la caisse fédérale que ce qui est proposé par le Conseil fédéral.

Voilà les raisons pour lesquelles nous vous proposons de retenir ici la proposition de la majorité de la commission qui ne correspond à rien d'autre qu'à l'application stricte et claire du droit actuel.

**Bührer Gerold (RL, SH):** Nachdem Ihnen Kollege Maitre die Begründungen sehr detailliert gegeben hat, kann ich mich kurz fassen. Die FDP-Fraktion empfiehlt Ihnen, bei der Mehrheit zu bleiben.

Zentraler Punkt ist der, mit dem wir auch beim Eintreten argumentiert haben, nämlich dass man während des Spiels die Spielregeln nicht ändern sollte. Die Fassung der Mehrheit hat sich genau an diesem rechtspolitischen Grundsatz orientiert. Das heisst – Sie sehen es auf der Fahne –, wir basieren auf dem geltenden Artikel 215 DBG und sehen keine Modifikation vor, ausgenommen die bereits begründete Nichtberücksichtigung im Bereich des Systemwechsels Wohneigentumsbesteuerung. Aus dieser Überlegung heraus ersuchen wir Sie, bei dieser Linie zu bleiben.

Die Minderheit I (Rey) schlägt Ihnen vor, dass der Zähler erst ab Juni 2003 zu laufen beginnen würde. Dies ist, aufgrund des Verfassungsauftrages und aufgrund von Artikel 215 DBG und der diesem zugrunde liegenden Materialien, so nicht statthaft, weil all jene Steuersubjekte, die vom Paket nicht oder nicht wesentlich profitieren, auch einen Anspruch haben, den Inflationsschutz gewährt zu erhalten.

Zur Minderheit III (Fässler): Bezüglich des Kinderabzuges verfahren wir genau in dieser Weise, indem wir die Teuerung auf dem alten Abzug von 5600 Franken, der gegolten hat, indexieren. Die neuen Abzüge aber werden wir ab Januar 2005 indexieren müssen, und das ist die Fassung, wie sie Ihnen die Kommissionsmehrheit auch vorschlägt. Diese Fassung lässt sich aufgrund des Teuerungsschutzes auch eindeutig erklären.

In diesem Sinne empfiehlt Ihnen die FDP-Fraktion, der Mehrheit zu folgen und die Minderheiten I, II und III abzulehnen.

**Spuhler Peter (V, TG):** Die SVP-Fraktion lehnt die Anträge der Minderheiten I bis III ab. Die Begründung dafür ist folgende: Wir wollen einen vollen Teuerungsausgleich, wie er im Gesetz in Artikel 215 DBG verankert ist. Nehmen Sie die einzelnen Minderheitsanträge, dann sehen Sie, dass die Teuerungsindizes nur in Teilbereichen ausgeglichen werden. Wir haben in den Jahren 2002 und 2003 dieses Paket beraten und damals Entscheidungen getroffen. Diesen Entscheidungen lagen gewisse Grössenordnungen von Abzügen zugrunde, die mit einem politischen Willen unterlegt waren. Wenn wir jetzt das Ganze im Juni 2003 einfrieren und bis zum Inkrafttreten des Pakets im Jahre 2005 warten, dann haben unsere Bürger eine Lücke von anderthalb Jahren. Das ist nicht rechtens. Ich staune, dass gerade von der linken Seite solche Anträge eingereicht werden. Stellen Sie sich einmal vor, wir würden bei den Löhnen eine solche Konstruktion vorschlagen, dass man irgendwann mal etwas beschliesst und bis zum Inkrafttreten praktisch keine Indexierung anwendet. Das ist unseriös. Aus diesem Grund verlangen wir, dass der volle Ausgleich gewährt wird.

Bei Minderheit III (Fässler) steht «passt die Tarifstufen .... an». Wir haben in der Kommission diese Tarifstufen bewusst

verändert und nicht einfach nach irgendeinem Index hochgerechnet und linear verschoben. Wenn wir jetzt an dieser Stelle beginnen, bei den Tarifstufen wieder Änderungen vorzunehmen, dann bewirken wir genau das Gegenteil von dem, was wir für heute Nachmittag als Zielsetzung vorgegeben haben. Wir dürfen in diesem Punkt ganz sicher keine Nachbesserungen vornehmen und irgendeine entsprechende Verbesserung oder Verschlechterung der entscheidenden Tarifstufen vornehmen.

Ich bitte Sie daher, der Mehrheit zu folgen, die ganz klar verlangt, die volle kalte Progression auszugleichen.

**Merz** Hans-Rudolf, Bundesrat: Zum Formalen: Die Mehrheit Ihrer Kommission beantragt, eine Regelung nicht in einem neuen Gesetzesartikel, sondern in den Übergangsbestimmungen zum Gesetz festzulegen. Damit bin ich einverstanden. Wir schaffen hier ja in der Tat Übergangsrecht. Es geht ja darum, wie wir den Ausgleich der kalten Progression beim Übergang von der bestehenden in die neue Steuerordnung regeln wollen. Das ist und bleibt hoffentlich ein einmaliger Akt. Damit können wir uns diesem formalen Vorgehen anschliessen.

Zum Inhalt: Selbstverständlich bleibe ich dabei, dass die bundesrätliche Vorlage Klarheit schafft, dass es eine Vorlage ist, welche Antworten gibt, welche auch im Hinblick auf die heikle Problematik zwischen Tarif und Abzügen und den damit festgelegten Belastungsunterschieden klar ist. Dieses Erfordernis erfüllt der Antrag der Kommissionsmehrheit auch, aber eigentlich erst, nachdem er von Herrn Baader noch verbal präzisiert wurde. Das ist ein Punkt, den man durchaus noch anschauen sollte.

An sich entspricht die Fassung der Mehrheit in etwa der bundesrätlichen. Auch der Bundesrat will ja die Teuerung vom 1. Januar 1996 bis Ende 2004 auf dem neuen Tarif, auf den neuen Abzügen und auch auf dem Kinderabzug voll ausgleichen, und zwar mit Wirkung ab der Steuerperiode 2007. Diese Wirkung ab 2007 ist etwa gleichzusetzen mit dem, was passiert wäre, wenn kein Steuerpaket beschlossen worden wäre. Man hätte nämlich dann 2007 auch diese Lösung gehabt.

Zu den Minderheiten: Der Antrag der Minderheit I (Rey) ist eine konsequente Lösung. Er ist eine Alternative, sowohl zum Antrag des Bundesrates wie zum Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission. Herr Rey möchte unter dem Strich – um das auf den Punkt zu bringen – die kalte Progression nicht ausgleichen; er möchte aber mit neuem Rhythmus im Jahr 2003 den Zähler wieder auf null stellen. Damit ist auch das eine an sich klare Lösung, aber es ist selbstverständlich nicht die, die eben dem verfassungsmässigen Auftrag zum Ausgleich der Teuerung entspricht.

Der Antrag der Minderheit II (Recordon) ist eine offene Lösung, also ein offener Antrag. Hier wäre über die Tarife und über die Abzüge noch Klarheit zu schaffen. Das beinhaltet der Antrag der Minderheit II nicht, und daher würde ich Ihnen empfehlen, den Antrag der Minderheit II nicht zu unterstützen.

Der Antrag der Minderheit III (Fässler) ist nahe bei der Lösung der Kommission, die insofern umfassender ist, als sie sagt, es gehe um die Anpassung der Tarifstufen und der Abzüge. Frau Fässler redet von Tarifstufen und vom Kinderabzug auf der Basis des bis anhin gültigen Betrages, und da liegt der Unterschied.

In diesem Sinne beantrage ich Ihnen selbstverständlich, den Antrag des Bundesrates zu unterstützen. Wenn nicht, dann könnten wir am ehesten mit dem Antrag der Mehrheit Ihrer Kommission weiterarbeiten.

**Baader** Caspar (V, BL), für die Kommission: Namens der Kommission bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen und die Minderheiten I bis III abzulehnen. Die Kommission hat den Antrag der Minderheit I mit 15 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen, den Antrag der Minderheit II mit 15 zu 7 Stimmen bei 2 Enthaltungen und den Antrag der Minderheit III mit 15 zu 9 Stimmen abgelehnt.

Kurz zu den einzelnen Minderheiten: Der Antrag der Minderheit I (Rey) bedeutet im Klartext, dass die kalte Progression praktisch überhaupt nicht ausgeglichen wird, was nach Meinung der Mehrheit der Kommission verfassungswidrig ist. Natürlich gibt es für diese Haltung das Gutachten des Bundesamtes für Justiz; es gibt aber auch ein anderes Gutachten von Herrn Professor Oberson von der Universität Genf, welches zum gegenteiligen Schluss kommt. In diesem Expertenstreit ist es jetzt Aufgabe der Politik, also von uns hier drin, einen Entscheid zu fällen und eine klärende Übergangsbestimmung zu schaffen. Das ist der Sinn und Zweck dieses Geschäftes.

Einmal mehr muss man festhalten, dass der Ausgleich der kalten Progression nichts Neues ist. Die Kantone wussten, dass dieser Ausgleich auf sie zukommt. Warum ist jetzt dieser Ausgleich der kalten Progression vorzunehmen? Man muss schon noch etwas zurückblicken, in die Zeit der Diskussion des Steuerpaketes. Es muss festgehalten werden, dass die Verwaltung in der vorberatenden Kommission des Nationalrates als Vergleichsbasis für die Festlegung der neuen Abzüge immer die Zahlen Stand Ende 1995 angeführt hat, also just jene Zahlen, die zu Beginn der laufenden Teuerungsanpassungsperiode galten. Es wurden nicht die damals aktuellen Zahlen verwendet. Die neuen Abzüge und der neue Tarif sind also rückbezogen auf die alten Zahlen festgelegt worden. Daher wäre es grundsätzlich richtig, die neuen Zahlen der vollen Teuerung anzupassen. Aber die vorberatende Kommission hat heute gemäss Mehrheitsantrag entschieden, einen Kompromiss zu machen.

Zum Zweiten ist zu bemerken, dass bei der Diskussion des Steuerpaketes in der WAK im Zusammenhang mit der Diskussion des Steuerausfalls für Bund und Kantone immer von einer Zahl von 2,5 Milliarden Franken ausgegangen wurde, ohne dass je die Rede davon war, dass sich der Anteil des Ausfalls des Bundes um die kalte Progression, das heisst um den Betrag von 900 Millionen Franken reduzieren würde. Es würde daher klar Treu und Glauben der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger verletzen, wenn wir jetzt die kalte Progression nicht ausgleichen würden.

Zur Minderheit II (Recordon): Herr Recordon verlangt in seinem Minderheitsantrag, dass die kalte Progression nur für jene ausgeglichen wird, die vom Steuerpaket nicht profitieren. Das heisst im Klartext: Bei Alleinstehenden und Konkubinatspaaren würde die kalte Progression ausgeglichen, bei Familien mit Kindern nicht. Ein derartiges Vorgehen würde aber dem klaren Ziel des Steuerpaketes, die Festliche Benachteiligung der Familien mit Kindern endlich zu beheben, diametral widersprechen, weil der Effekt der Besserstellung derselben mit dem Steuerpaket durch die Verweigerung des Teuerungsausgleichs gerade wieder aufgehoben würde. Dieses Vorgehen widerspricht daher dem Grundsatz der Gleichbehandlung.

Zum Antrag der Minderheit III (Fässler) ist zu bemerken, dass dieser sehr nahe beim Antrag der Mehrheit liegt. Der einzige Unterschied besteht darin, dass nach Meinung der Mehrheit auch die neuen Abzüge, welche mit dem Steuerpaket eingeführt werden sollen, der Teuerung ab dem 1. Januar 2005, dem Zeitpunkt des Inkrafttretens des Steuerpaketes, bis zum Ende desjenigen Jahres, in welchem die Teuerung 7 Prozent erreicht, anzupassen wären. Nach Meinung der Minderheit III sollte diese Anpassung lediglich für den Tarif und den Kinderabzug gelten.

Zusammenfassend bitte ich Sie, der Mehrheit zu folgen und damit das heutige Recht auch auf das Steuerpaket für anwendbar zu erklären und einen Schlussstrich unter das Verwirrspiel der letzten Tage zu ziehen.

**Leutenegger Oberholzer** Susanne (S, BL): Herr Baader, vorweg eine Bemerkung – keine Frage –: Sie teilen sicher meine Einschätzung, dass Gesetze aus sich selbst heraus verständlich sein sollten.

Jetzt folgt die Frage: Sie sagten, mit der Bestimmung gemäss Mehrheit der Kommission würden klärende Übergangsbestimmungen formuliert. Wie erklären Sie Ihrer Wäh-

ler- und Wählerinnenschaft, dass diese Bestimmung gemäss Mehrheit folgende unterschiedliche Ausgleiche der kalten Progression beinhaltet, nämlich:

1. beim Tarif einen Ausgleich vom 1. Januar 1996 bis zum Zeitpunkt X, nachdem der Index um mehr als 7 Prozent angestiegen ist;
2. vom 1. Januar 2005 bis ebenfalls zum Zeitpunkt X für die neu geschaffenen Abzüge;
3. bezüglich der Kinderabzüge eine Kombination des Ausgleiches auf den bisherigen Kinderabzügen vom 1. Januar 1996 bis zum 31. Dezember 2004 und dann ab 1. Januar 2005 bis zum Zeitpunkt X pro rata temporis auf den erhöhten Kinderabzügen;
4. auf den Wohneigentumsabzügen erfolgt keine Anpassung bzw. frühestens ab 1. Januar 2008.

Dieser Ausgleich der kalten Progression ist erstens nicht transparent und benachteiligt zweitens strukturell die Alleinstehenden.

**Baader Caspar (V, BL)**, für die Kommission: Frau Kollegin Leutenegger, es ist ja gerade das Ziel, in der Übergangsbestimmung die Frage des Teuerungsausgleichs zu klären, und zwar politisch zu entscheiden, wie dieser vorzunehmen ist. Ich habe vorhin in meinen Ausführungen gesagt, grundsätzlich müsste an sich auf allen Abzügen und auf dem Tarif die gesamte Teuerung seit dem 31. Dezember 1995 ausgeglichen werden. Aber die Kommission hat insofern einen Kompromiss gemacht, als sie gesagt hat, der volle Ausgleich gelte für den Tarif, für die neuen Abzüge – aber dort erst ab Inkrafttreten –, und bei den Kinderabzügen würden wir das Splitting-Verfahren anwenden, indem man pro rata temporis rechnet, d. h. auf dem bisherigen Kinderabzug aufgrund der Teuerung bis zum 31. Dezember 2004 und auf dem neuen Kinderabzug aufgrund der Teuerung ab diesem Zeitpunkt. Das ist der politische Kompromiss, den man macht.

Zum Abzug für das Wohneigentum: Dort ist die Mehrheit der Kommission der Auffassung, dass mit dem Steuerpaket ein grundsätzlich neues System geschaffen wurde und es sich deshalb rechtfertigt, diese Abzüge noch nicht der Teuerung anzupassen. Auch das ist im Prinzip ein politischer Kompromiss. Er dient dazu, Klarheit zu schaffen. Die Bevölkerung weiss nachher, woran sie bezüglich des Teuerungsausgleichs ist.

**Präsident (Binder Max, Präsident)**: Das Wort für eine kurze persönliche Erklärung hat Herr Rey.

**Rey Jean-Noël (S, VS)**: Monsieur Baader, vous êtes tellement pressé de terminer ce débat que vous ne lisez même pas les propositions, c'est pourquoi je dois vous reprendre sur deux points.

1. Je ne peux pas accepter que vous disiez que ma proposition de minorité est contre la compensation du renchérissement. C'est faux! Lisez mon texte: je propose une compensation de la progression à froid, lorsque le calcul du renchérissement sera fait, à partir du 31 décembre 2003.

2. Vous dites que ma proposition est anticonstitutionnelle, en lançant comme cela un mot. Je ne sais pas si vous avez lu l'avis de droit de l'Office fédéral de la justice du 19 février 2004, mais celui-ci conclut à la constitutionnalité de ma proposition.

Alors, si vous voulez combattre ma proposition, faites-le avec d'autres arguments, mais pas avec ceux que vous avez utilisés, car à propos de la proposition de la majorité, je pourrais également citer le document de l'Administration fédérale des contributions du 12 mars 2004 qui traite la proposition de la majorité de «problématique», tellement elle est compliquée!

**Favre Charles (RL, VD)**, pour la commission: Votre commission a étudié durant ses séances de travail toutes les propositions qui lui ont été présentées et bien entendu la proposition du Conseil fédéral pour commencer. Celle-ci consiste à tenir compte du renchérissement entre le 31 décembre 1995

et le 31 décembre 2004, à savoir d'une inflation de 6,5 pour cent, qui ne serait pas compensée immédiatement, mais en 2007. Pourquoi en 2007? Tout simplement pour éviter une charge trop importante pour les collectivités publiques durant cette période législative.

Les autres propositions ont été étudiées sous différents angles: quels sont leurs effets sur les barèmes? quels coûts entraînent-elles? quelle est leur faisabilité? Si l'on prend en considération les questions de principe, la première que nous nous sommes posée a été: est-ce que l'entrée en vigueur du paquet fiscal remet les «compteurs inflation» à zéro? Vous l'avez entendu dans tout le débat: les avis divergent, y compris les avis juridiques.

Pour la majorité de la commission, il s'agit de tenir compte de l'ensemble de l'inflation.

La proposition de la minorité I (Rey) ne tient pas compte de toute l'inflation, puisqu'on perd l'inflation avant 2003 et qu'on repart à zéro ensuite. Il est clair que c'est à partir de ce moment-là qu'on tiendra compte de l'inflation. La proposition de la minorité II (Recordon) propose de ne pas compenser toute l'inflation à ceux qui sont les grands bénéficiaires du paquet fiscal. Ces deux propositions ont été rejetées par la commission, par 15 voix contre 7 et 2 abstentions.

La seconde question que nous nous sommes posée est de savoir à quel moment veut-on compenser cette inflation: on est tous d'accord sur la date de départ du 31 décembre 1995, mais faut-il aller jusqu'au 31 décembre 2004 ou attendre d'arriver à 7 pour cent? C'est là la divergence qu'il y a entre la majorité et le Conseil fédéral. La majorité de votre commission estime qu'il faut en rester à la règle de base des 7 pour cent, et ne comprend pas très bien pourquoi le Conseil fédéral veut s'arrêter au 31 décembre 2004 et ne pas compenser tout de suite, mais attendre la période 2007. C'est la raison pour laquelle la majorité s'est orientée vers une proposition quelque peu divergente de celle du Conseil fédéral.

Une autre question: aussi bien le Conseil fédéral que la majorité de votre commission disent que cette adaptation de la progression à froid doit se faire sur le paquet famille, mais pas sur le paquet logement. Ce point a été discuté en commission. Pourquoi cette différence? Tout simplement parce que le paquet logement est totalement nouveau. Evidemment que dans le paquet famille, il y a des modifications, mais le paquet logement est nouveau de par le fait notamment qu'il introduit des chiffres nouveaux, par exemple le fait qu'en ce qui concerne les frais d'entretien, il sera possible de les déduire à partir de 4000 francs. Cette notion de limite de 4000 francs n'existe pas aujourd'hui dans la législation. Donc, il est clair que cette limite ne peut pas être adaptée à une inflation qui se situe dans une période où la limite des 4000 francs n'était pas prévue. Ainsi donc, voilà pourquoi il y a cette différence d'appréciation entre paquet famille et paquet logement par rapport à la compensation de la progression à froid.

En synthèse, la proposition de la majorité, qui a été acceptée en commission par 16 voix contre 5 et 2 abstentions, est en fait une formulation de principe. On veut que la compensation de la progression à froid se fasse totalement et que la limite des 7 pour cent soit appliquée. Cette limite sera donc très probablement atteinte au 31 décembre 2005.

En ce qui concerne le volet logement, il y a une différence, je viens de l'expliquer. L'article proposé doit être inscrit dans les dispositions transitoires.

La dernière proposition, celle de la minorité III (Fässler), rejoint tout à fait la proposition de la majorité de la commission. En effet, celle-ci considère qu'il est justifié d'adapter de façon différenciée les anciennes déductions et les nouvelles déductions. Si la proposition de la minorité Fässler ne peut pas être acceptée telle quelle, c'est parce qu'il y a des détails encore à régler et nous sommes probablement dans le domaine de compétence du Conseil fédéral et non de celui des chambres. Mais il me semble que sur la proposition de la minorité Fässler, avec la procédure d'élimination des divergences entre le Conseil des Etats et le Conseil national, nous allons pouvoir trouver une solution.

Ainsi, je vous demande de soutenir la proposition de la majorité de la commission et de rejeter les trois propositions de minorité.

Je me permettrai simplement de dire que, pour la proposition de la minorité III (Fässler), la traduction française n'est pas correcte. Je donne, pour que les choses soient claires, la version correcte: «A partir de la période fiscale 2007, le Conseil fédéral adapte le barème et la déduction pour enfants, ce dernier sur la base du montant en vigueur jusqu'à ce jour, à l'augmentation de l'indice suisse des prix à la consommation de fin décembre 1995 à fin décembre 2004. Les montants doivent être arrondis aux 100 francs supérieurs ou inférieurs.» Ainsi donc, les parlementaires de langue française ont également une formulation exacte.

*Erste Abstimmung – Premier vote*

Für den Antrag der Minderheit I .... 69 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit II .... 20 Stimmen

*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

Für den Antrag der Minderheit I .... 59 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit III .... 37 Stimmen

*Dritte Abstimmung – Troisième vote*

Für den Antrag der Mehrheit .... 110 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit I .... 66 Stimmen

**Ziff. II**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

**Ch. II**

*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

*(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 04.017/460)*

Für Annahme des Entwurfes .... 101 Stimmen

Dagegen .... 72 Stimmen

04.9001

**Mitteilungen  
des Präsidenten**

**Communications  
du président**

**Präsident** (Binder Max, Präsident): Zum Schluss des Tages eine erfreuliche Nachricht aus dem Bereich des parlamentarischen Sports: Am Wochenende haben die Skirennen der europäischen Parlamentarierinnen und Parlamentarier in Adelboden stattgefunden. Dabei hat sich die Schweiz wieder als Skination etabliert. (*Heiterkeit*) Bei den Damen allerdings waren wir der österreichischen Übermacht nicht gewachsen. In der Einzelwertung belegten österreichische Parlamentarierinnen die ersten drei Plätze. Die beste Schweizerin, auf Rang 4, war Frau Ständerätin Trix Heberlein.

Bei den Männern allerdings waren die ausländischen Parlamentarier den Schweizern nicht gewachsen. In der Nationwertung gewann die Schweiz in der Zusammensetzung Adrian Amstutz, Hansruedi Wandfluh und Christian Miesch die Goldmedaille. (*Beifall*) In der Einzelwertung gewann ebenfalls ein Schweizer – nach hartem Ringen mit einem Österreicher –, nämlich Herr Nationalrat Adrian Amstutz, vor einem Österreicher und einem Slowenen. (*Beifall*)

Ich gratuliere allen, die hier erfolgreich waren. Ich gratuliere aber auch allen Parlamentarierinnen und Parlamentariern aus dem Schweizer Parlament für das Mitmachen.

*Schluss der Sitzung um 18.35 Uhr*

*La séance est levée à 18 h 35*

täten mehr erhalten. Dort wird auch gekürzt: 1 Million Franken kürzen heisst bei J+S, dass 10 000 Jugendliche keinen geleiteten Freizeitsport mehr erleben können. Es sind die gleichen Jugendlichen, die wir dann möglicherweise anderswo antreffen. Wir sind gezwungen, bei der Umsetzung des sportpolitischen Konzepts dort zu sparen, wo das möglich ist, auch bei der Forschung.

Wenn Sie einmal auf dem Zahnfleisch gehen, dann schmerzt es natürlich, und es blutet auch. Wir sind in einem Zustand, dass wir längst nicht mehr mit der üblichen Flexibilität agieren können, wie Sie das bei jedem Budget tun können. Hier geht es insgesamt um 120 Millionen Franken. Sparen oder reduzieren können Sie von Zeit zu Zeit immer wieder; dafür setze ich mich auch ein. Aber das Ganze stösst dann auch einmal an das Leistungsprofil, und hier sind natürlich diese 170 000 Franken im bestehenden Profil zu suchen.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen  
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Bundesbeschluss über die Ratifikation des Zusatzprotokolls zur Konvention des Europarates gegen Doping  
Arrêté fédéral concernant la ratification du Protocole additionnel à la Convention européenne contre le dopage**

*Gesamtberatung – Traitement global*

**Titel und Ingress, Art. 1, 2  
Titre et préambule, art. 1, 2**

*GesamtAbstimmung – Vote sur l'ensemble*  
Für Annahme des Entwurfes .... 39 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

04.017

**Berücksichtigung  
der kalten Progression  
bei der Reform  
der Ehe-  
und Familienbesteuerung  
gemäss Steuerpaket.  
Bundesgesetz**

**Prise en compte  
de la progression à froid  
dans le cadre de la réforme  
de l'imposition du couple  
et de la famille prévue  
par le paquet fiscal.  
Loi fédérale**

*Zweitrat – Deuxième Conseil*

Botschaft des Bundesrates 08 03 04 (BBl)  
Message du Conseil fédéral 08 03 04 (FF)

Nationalrat/Conseil national 10 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 11 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 15 03 04 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17 03 04 (Differenzen – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

*Antrag der Mehrheit*  
Eintreten

*Antrag der Minderheit*  
(Berset, Sommaruga, Studer Jean)  
Nichteintreten

*Antrag der Minderheit*  
(Sommaruga, Berset, Studer Jean)  
Rückweisung an den Bundesrat  
mit dem Auftrag, unter Berücksichtigung des Abstimmungsresultates vom 16. Mai 2004 die Rechtsanwendung der bestehenden Grundlagen in Bezug auf den Ausgleich der kalten Progression sicherzustellen.

*Proposition de la majorité*  
Entrer en matière

*Proposition de la minorité*  
(Berset, Sommaruga, Studer Jean)  
Ne pas entrer en matière

*Proposition de la minorité*  
(Sommaruga, Berset, Studer Jean)  
Renvoi au Conseil fédéral  
avec mandat, en tenant compte du résultat de la votation du 16 mai 2004, de garantir l'application juridique des bases déjà en vigueur concernant la compensation de la progression à froid.

**David Eugen (C, SG)**, für die Kommission: Die WAK-SR hat sich an zwei Sitzungen mit dieser Vorlage auseinandergesetzt. Ich muss klar sagen, dass die Kommissionsmitglieder nicht erfreut waren, so kurzfristig mit einer Vorlage konfrontiert zu werden; das muss ich vorausschicken. Trotzdem bin ich der Überzeugung, dass es gelungen ist, in der kurzen Zeit, die uns zur Verfügung stand, eine gute Lösung zu finden, die wir Ihnen nun präsentieren.

Wir haben insbesondere im Kommissionsverfahren die Anhörung der Kantone nachgeholt. Wie Sie wissen, hat der Bundesrat im Vorfeld zwar mit den Kantonen Gespräche geführt, doch hatten diese Gespräche eher informellen Charakter; insbesondere fand kein formelles Vernehmlassungsverfahren statt. Wir haben die Kantone eingeladen, sich bei uns zu äussern, schriftlich und mündlich. Beides ist geschehen. Die mündliche Anhörung konnte heute stattfinden. Bei uns für eine Aussprache waren die Regierungsräte Christian Wanner aus dem Kanton Solothurn und Markus Notter aus dem Kanton Zürich.

Ich möchte jene drei Punkte aus der Anhörung herausgreifen, die sich als die wesentlichen herausgestellt haben, und vorausschicken, dass in einem Punkt zwischen der Kommission und den Kantonsvertretern Übereinstimmung besteht, hingegen in zwei Punkten in der Meinungsbildung eine Differenz gegeben ist.

Übereinstimmung herrscht darin, dass das Verfahren – insbesondere das Vernehmlassungsverfahren, wie ich schon angetönt habe – auf der Ebene des Bundesrates nicht konform mit den Regeln des Bundesstaates abgelaufen ist. Mit anderen Worten: Es ist dem Bundesrat nicht gelungen, den Kantonen diese Vorlage rechtzeitig, in formell genügender Frist, zu unterbreiten und von ihnen eine entsprechende Stellungnahme einzuholen. Hier stimmt die Kommission mit den Kantonsvertretern darin überein, dass das nicht in Ordnung war. Es ist auch durchaus so, dass wir selbst als Kommission und Verantwortliche für die Gesetzgebung auf Bundesebene uns bemühen müssen, die Meinungsbildung mit den Kantonen wesentlich besser zu koordinieren. Es wird auch in Zukunft so sein, dass Meinungsdivergenzen bestehen werden; das ist normal in einem demokratischen Staat, es sind nie alle gleicher Meinung. Aber man soll sich gegenseitig anhören, man soll rechtzeitig miteinander den Dialog führen, bevor die Sache entschieden ist. Da müssen auch wir Ständeräte uns noch etwas mehr anstrengen, um das zu erreichen. Jedenfalls will die WAK in weiteren Vorlagen besonderes Gewicht auf diesen Punkt legen.

Der zweite Punkt der Anhörung und Stellungnahme der Kantone war der, dass sie es als Eingriff in ein laufendes Abstimmungsverfahren ansehen, wenn wir dieses Gesetz erlassen. Sie machen also demokratiepolitische Gründe gegen diese Vorlage geltend. Hier besteht eine Differenz, jedenfalls zur Mehrheit der Kommission, indem diese das

nicht als einen Eingriff oder als eine Änderung der dem Volk vorzuliegenden Vorlage betrachtet, sondern als eine Klarstellung der geltenden Ordnung. Die Kommission ist mit den Kantonsvertretern der Meinung, dass es nicht angeht, vor Abstimmungen bestehende Abstimmungsvorlagen zu ändern, und dass das auch demokratie- und verfassungspolitisch überhaupt nicht angängig ist. Hingegen ist die Kommission der Meinung, dass es hier – in diesem Kasus, in diesem Fall – nicht darum geht, sondern dass es darum geht, die Rechtslage bezüglich des Ausgleichs der kalten Progression für alle klarzustellen – insbesondere auch für die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, die am 16. Mai abstimmen sollen. Aber ich muss Ihnen auch sagen: Diese Differenz mit den Kantonen ist geblieben.

Der dritte Punkt ist derjenige, dass die Kantone, wie sie es auch in ihrer Mitteilung vom 12. März bezüglich der kalten Progression kommuniziert haben, grundsätzlich eine andere Meinung haben als die Mehrheit der Räte. Die Kantonsregierungen – das schreiben sie selbst – sind der Überzeugung, dass die Progression auf neuen Tarifen bzw. auf aktualisierten Abzügen nicht ausgeglichen werden kann. Mit anderen Worten: Die Kantonsvertreter sind der Meinung, dass mit dem Steuerpaket auch die kalte Progression abgegolten ist, ganz oder teilweise. Auch in diesem Punkt blieb die Differenz zwischen den Kantonen und der Mehrheit der Kommission in dem Sinne bestehen, dass die Mehrheit der Kommission der Ansicht ist, das Steuerpaket könne nicht quasi als eine Ersatzmassnahme für die Ausgleichung der kalten Progression betrachtet werden. Dies insbesondere deshalb, weil das Steuerpaket erstens die Ehegattenbesteuerung ändert – also die Ehegatten betrifft – und zweitens mit den Kinder- und den Kinderbetreuungsabzügen die Familien entlastet. Das Steuerpaket bringt aber grundsätzlich nichts für die Alleinstehenden.

Wenn das Steuerpaket mit den vorgelegten Regelungen generell als Ausgleich der kalten Progression betrachtet wird, bedeutet das, dass die Alleinstehenden keinen Ausgleich der seit 1995 aufgelaufenen kalten Progression erhalten. Dies war nach Meinung der Mehrheit der Kommission nie beabsichtigt – weder in der Vergangenheit noch jetzt. Dieser letzte Punkt macht aber klar, dass wahrscheinlich eine Klarstellung wirklich notwendig ist. Denn die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger haben bei dieser Differenz ein Recht zu wissen, ob jetzt das Steuerpaket als ganzer oder teilweiser Ausgleich der kalten Progression gilt oder nicht. Daher ist gemäss Mehrheit der Kommission nach dem heutigen Stand der Debatte eine Klarstellung notwendig.

In Bezug auf das Eintreten habe ich die wesentlichen Punkte aus der Anhörung der Kantone schon angesprochen:

1. Verfassung und Gesetz verlangen den vollen Ausgleich der kalten Progression, und zwar grundsätzlich für alle Steuerpflichtigen. Man kann also nicht einzelnen Gruppen, die von früheren Korrekturen nicht begünstigt oder betroffen waren, nachher den vollen Ausgleich nicht gewähren – sprich: den Alleinstehenden, also den Ledigen, Verwitweteten und Geschiedenen. Sonst würde man Artikel 128 Absatz 3 der Bundesverfassung und auch das geltende Gesetz, nämlich Artikel 215 DBG, verletzen

2. Wir sind der Meinung, dass dieses Gesetz – ich wiederhole das – ausschliesslich zur Klarstellung des geltenden Anspruches auf Ausgleich der kalten Progression gemacht wird und zu keinem anderen Zweck. Insbesondere darf mit diesem Gesetz das Steuerpaket nicht geändert werden.

3. Wir müssen bei dieser Gesetzgebung sehr darauf achten, vielleicht auch bis ins Einzelne hinein, dass gegenüber dem geltenden Recht weder der Fiskus noch die Steuerpflichtigen begünstigt oder benachteiligt werden. Das heisst, wir gewähren den vollen Ausgleich der kalten Progression; wir gewähren aber auch nicht mehr und auch nicht weniger – für keine Gruppe der Steuerpflichtigen.

Aus diesen Überlegungen heraus hat die Kommission mit 8 zu 3 Stimmen beschlossen, auf diese Vorlage einzutreten. Zwei Personen haben sich enthalten. Ich empfehle Ihnen, das Gleiche zu tun. (*Unruhe*) Ich meine natürlich nicht, sich zu enthalten, sondern einzutreten. (*Heiterkeit*)

Zum Rückweisungsantrag werde ich Stellung nehmen, nachdem er begründet worden ist.

**Berset Alain (S, FR):** En préambule, j'aimerais rappeler deux points. Le premier, c'est que personne ne conteste le principe même de la correction de la progression à froid. Je crois que c'est absolument clair: la Constitution le prévoit, la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct également et elle précise aussi le mécanisme qu'il faut appliquer pour cette correction. Le deuxième, c'est que, dans cette affaire, on s'apprête à modifier directement dans une loi une autre loi qui a été débattue ici, sur le paquet fiscal, une loi qui a subi un vote final des chambres, contre laquelle le référendum a été lancé et, puisqu'il y a un référendum, sur laquelle la population est appelée à voter le 16 mai prochain, soit dans deux mois exactement.

Puisque la compensation de la progression à froid n'est pas contestée dans son principe, on peut se poser les questions suivantes.

Premièrement, dans quelles conditions faut-il corriger la progression à froid? A quel moment? Selon quels principes faut-il le faire? Je crois que la loi est très claire sur ce point: elle indique que la progression à froid est corrigée lorsque l'indice des prix à la consommation a augmenté de 7 pour cent depuis l'entrée en vigueur de la loi ou depuis la dernière adaptation. Il s'agit donc en principe uniquement de corriger la distorsion créée par l'évolution des prix, une distorsion qui ne peut évidemment pas être prévue et qui n'est pas voulue non plus par le législateur.

Deuxièmement, est-ce que ces conditions sont aujourd'hui réunies? Là, je crois que la réponse est claire: c'est non. Ces conditions ne sont pas réunies aujourd'hui puisque l'inflation est inférieure à la limite prévue par la loi.

En principe, on devrait pouvoir déjà s'arrêter là. La loi est claire, elle n'a pas été remise en question durant les travaux et je crois que c'est largement suffisant pour conclure de bonne foi qu'il n'est pas nécessaire d'agir dans cette question.

Maintenant, laissons cela et admettons néanmoins – pour la démonstration – que l'on ait découvert un problème purement technique: par exemple que les conseils aient clairement indiqué lors des débats comment il fallait traiter la correction de la progression à froid, que l'expression de cette volonté du Parlement ne soit pas suffisamment claire dans le texte qui est soumis au vote et imaginons que dans ces conditions le Parlement souhaite préciser ce qu'il a voulu. Je pense qu'il serait malheureux de vouloir agir ainsi de manière précipitée, parce que quand on agit de manière précipitée, on désécurise la population. Mais enfin, je crois que dans des conditions comme celles-là, il aurait été possible de démontrer de bonne foi une nécessité d'agir.

Le problème, c'est que nous ne nous trouvons pas non plus dans le cas d'une modification purement technique pour deux raisons. La première, c'est que la volonté des Chambres n'est pour le moins pas claire, puisque la question de la compensation de la progression à froid n'a jamais été abordée, ni en commission ni en plénum. Il est donc pour nous aujourd'hui impossible d'affirmer qu'en votant le paquet fiscal, on ait voté en même temps implicitement sur une sorte de dérogation à l'article 215 de la loi sur l'impôt fédéral direct pour dire en somme: «D'accord, on fait entrer de nouveaux barèmes et de nouvelles déductions en vigueur, mais la compensation de la progression à froid n'est pas comprise dans ces barèmes et ces déductions, de sorte qu'il faudra encore le faire plus tard.» Je crois justement que le problème, aujourd'hui, c'est que cette volonté n'a pas été aussi claire puisque la question n'a jamais été abordée.

La deuxième raison, c'est qu'il est impossible, je crois, de ne pas avoir une approche politiquement orientée, à moins de deux mois de la votation populaire, alors que la campagne a déjà commencé depuis un certain nombre de semaines et que plusieurs sondages d'opinion ont déjà été publiés et sont connus.

A ce stade, j'aimerais faire encore quelques remarques. Tout d'abord, sur la précipitation. Il faut être économe avec

les procédures d'urgence, et je regrette qu'un objet aussi important, avec des conséquences aussi cruciales, soit traité ainsi dans la précipitation, avec des informations et des documents parfois arrivés tardivement, avec des auditions organisées dans la précipitation également; tout ça pour un objet, je vous le rappelle, sur lequel il n'y a juridiquement ou techniquement aucune nécessité d'agir. Dans ce cadre, les cantons, qui sont quand même des partenaires importants, ont été particulièrement malmenés. Ils ont qualifié eux-mêmes les auditions d'«exercice alibi» et ils ont même indiqué qu'à leurs yeux, le déroulement de la procédure viole la Constitution fédérale.

Une autre remarque concerne le délai référendaire: si nous modifions la loi, il y a un délai référendaire qui va courir jusqu'après la votation du 16 mai prochain. Imaginons un instant qu'un référendum soit lancé. Cela signifie d'abord qu'on aurait, à l'approche du 16 mai prochain, une récolte de signatures, avec tout ce que ça peut signifier en termes d'insécurité pour les personnes qui doivent voter. Et ça signifie surtout que les chiffres publiés par l'administration pour la votation du 16 mai seraient des chiffres conditionnels, c'est-à-dire soumis à la condition soit que le référendum n'aboutisse pas, soit que la modification soit effectivement acceptée par le peuple. Je crois que ce n'est pas ainsi que l'on crée de la clarté.

Ensuite, un point qui a trait directement à notre système de démocratie semi-directe: le fonctionnement de la démocratie semi-directe autour d'un Parlement élu d'un côté et du droit de référendum de l'autre, qui est le droit pertinent dans le cas qui nous occupe, exige un traitement parfaitement clair et transparent des conditions dans lesquelles le référendum s'exerce. Le référendum, c'est quelque chose de sérieux, c'est une des bases de notre démocratie semi-directe. Je crois que, dans ces conditions, il est hautement discutable de changer les règles du jeu en cours de partie. La Conférence des cantons a pris également position sur ce point en indiquant que la procédure est «juridiquement inadmissible et politiquement indéfendable». Ce sont quand même des termes assez forts.

Puis il y a ce que j'appellerai le problème politique et ce qu'il faut peut-être appeler quand même une sorte de manoeuvre destinée à sauver le paquet fiscal sur lequel pèse – c'est un fait historique – un référendum lancé par les cantons, qui ont parlé de «mesure de sauvetage». Je crois que cette intervention a inévitablement un caractère politique.

Et puis dernier point, c'est la question de la clarté. J'ai beaucoup entendu parler de clarté ces derniers jours: le Conseil fédéral nous a dit qu'il fallait corriger une situation peu claire, imprécise; on a dit que l'insécurité s'insinuait dans les esprits parce que les gens se demandaient si la progression à froid allait être corrigée, ou si le fait d'édicter de nouveaux barèmes faisait également partir le compteur à zéro. Je crois que l'immense majorité des gens ne s'intéresse pas directement à la correction de la progression à froid et je doute que l'insécurité soit créée par cette question, alors que finalement cette question n'a même jamais été débattue, ni en commission, ni en plénum. Le slogan «il faut faire revenir la clarté sur le paquet fiscal» me paraît donc déplacé. Je crois que c'est plutôt le contraire que nous sommes en train de faire.

Comment, dans ces conditions, faire en sorte que la population et les cantons gardent confiance dans les institutions fédérales? Je crois que c'est là la question centrale qui doit nous occuper.

Confiance dans les institutions, sécurité des votantes et des votants par rapport à ce sur quoi ils vont vraiment voter le 16 mai, crédibilité auprès des cantons, voilà ce que nous mettons en jeu aujourd'hui. Je crois qu'il faut mettre tout cela dans la balance. Tout cela pour une question dans laquelle il n'y a aucune nécessité d'agir. Je crois que nous ne sommes simplement pas en état de délibérer et de faire un travail sérieux.

Je vous propose donc de ne pas entrer en matière.

**Präsident** (Schuesser Fritz, Präsident): Es liegt noch ein Rückweisungsantrag der Minderheit Sommaruga vor. Ich

würde jetzt gerne der Vertreterin dieser Minderheit das Wort geben, und zwar deshalb, weil aus der Formulierung dieses Rückweisungsantrages nicht klar hervorgeht, ob es letztlich ein Antrag auf Nichteintreten mit einem Auftrag an den Bundesrat ist oder ob es sich effektiv um einen Antrag auf Rückweisung an den Bundesrat handelt mit dem Auftrag, eine neue Vorlage zu bringen. Wir müssen in der allgemeinen Diskussion alle Fragen klären, die sich hier stellen. – Sie sind damit einverstanden.

**Sommaruga** Simonetta (S, BE): Es ist tatsächlich so – Kollege Frick hat mich darauf aufmerksam gemacht, und Sie haben es jetzt auch so interpretiert, Herr Präsident –, dass juristisch gesehen mein Rückweisungsantrag eigentlich ein Nichteintretensantrag ist, allerdings verbunden mit einem klaren Auftrag an den Bundesrat. Der Auftrag lautet: Der Bundesrat soll in Bezug auf den Ausgleich der kalten Progression die bestehenden Rechtsgrundlagen anwenden.

Was ist der Hintergrund meines Antrages? In den letzten Tagen ist diese Zusatzvorlage des Bundesrates zum Steuerpaket wie eine Sturmböe durchs Parlament gefegt. Sie hat viel Staub aufgewirbelt, sie hinterlässt Spuren, und sie hat auch einigen Schaden angerichtet. Dabei ist die Ausgangslage klar. Wir haben eine gesetzliche Grundlage, die den Ausgleich der kalten Progression vorschreibt, und der Bundesrat ist zuständig, dieses Recht anzuwenden. Es ist auch klar: Das Parlament hat eine Vorlage, nämlich das Steuerpaket, verabschiedet. Gegen diese Vorlage ist das Referendum ergriffen worden, und zwar erstmals von den Kantonen.

Kurz vor der Abstimmung soll jetzt das Parlament noch an dieser Vorlage «herumschrauben». Das ist nicht vorgesehen; das ist vor allem auch in der Verfassung nicht vorgesehen. Es ist ja auch unvorstellbar, dass das Parlament beginnt, Vorlagen zu verändern, weil einem nachträglich noch etwas in den Sinn gekommen ist oder weil das Parlament meint, man müsse noch etwas interpretieren für die armen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, die das vielleicht nicht richtig verstehen oder nicht nachvollziehen können. Vor allem aber interpretieren wir hier nicht, wir geben nicht einfach eine Erklärung ab, sondern wir legiferieren zu einer Vorlage, die nicht einmal mehr zwei Monate vor der Abstimmung steht. Es ist ja nicht einmal so, dass die Ausgangslage völlig unklar wäre, im Gegenteil: Wir sind uns alle einig, und auch in der Kommission waren wir uns einig, dass die kalte Progression ausgeglichen werden soll.

Es ist allen klar, dass es dafür eine Rechtsgrundlage gibt, und es ist allen klar, dass es dem Bundesrat obliegt, dieses Recht anzuwenden. Wenn wir nun den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern mehr Sicherheit geben wollen, gibt es meines Erachtens nur eines: Wir weisen jetzt darauf hin, dass es diese Rechtsgrundlage gibt, und beauftragen den Bundesrat, diese Rechtsgrundlage anzuwenden. Die Zusatzvorlage bringt nicht Klärung und vor allem auch nicht mehr Sicherheit für die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, im Gegenteil: Zum Zeitpunkt, da wir über das Steuerpaket abstimmen, läuft die Referendumsfrist für diese Zusatzvorlage immer noch. Wir können nicht einmal wissen, ob das Referendum ergriffen wird, geschweige denn, ob dieses Referendum allenfalls angenommen oder abgelehnt wird. Zudem: Das Parlament greift erstmals nachträglich in eine Vorlage ein und verstösst damit gegen die Bundesverfassung.

Ich möchte noch etwas zu den Kantonen sagen: Wir haben heute Morgen die Kantone angehört – der Kommissionsprecher hat es gesagt –, und ich war beeindruckt und beunruhigt, wie massiv die Beziehungen zu den Kantonen bereits belastet sind. Sie wissen das, schon in früheren Fällen haben sich die Kantone nicht angehört und nicht so wahrgenommen gefühlt, wie sie das verdienen, und der Schaden ist meines Erachtens nicht unbeachtlich. Das müsste unserem Rat zu denken geben, umso mehr, als das jetzt ausgerechnet bei einer Vorlage passiert ist, gegen die die Kantone erstmals von ihrem Recht Gebrauch gemacht haben, ein Referendum zu ergreifen. Da genügt es meines Erachtens

jetzt nicht, schöne Worte zu gebrauchen, von Freundschaft und Austausch zu reden und zu sagen, dass man sich mehr sehen und mehr einladen müsse; das genügt nicht!

Ich möchte auch noch etwas zum Milizparlament sagen: Ich gehe davon aus, dass es Ihnen nicht anders als mir ergangen ist. Ein Milizparlament ist nicht mehr in der Lage, so zu arbeiten und so zu legiferieren, wie wir das im Moment tun müssen. Vor allem sind wir nicht in der Lage, das seriös zu tun und so zu tun, wie ich das zumindest von mir erwarte. So zu arbeiten – mit frühmorgendlichen Sitzungen; mit Sitzungen, die nicht angekündigt sind; mit Vorlagen, die man zehn Minuten vor der Sitzung erhält; mit Sitzungen, bei denen man Anträge vorher einreichen müsste, aber nicht einmal weiss, was der andere Rat beschlossen hat – trägt nicht zur Glaubwürdigkeit der Politik bei, und ich meine, jene hätten wir eigentlich nötig.

Zum Schluss möchte ich noch etwas zu den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern sagen. Was bedeutet es für sie, wenn wir diese Zusatzvorlage annehmen? Es bedeutet unter anderem, dass sie im Abstimmungsbuchlein Zahlen vorfinden, die nur eventuell stimmen. Was auch immer Sie schreiben – eventuell wird diese Zusatzvorlage noch abgelehnt, eventuell wird sie angenommen, eventuell stimmen die Zahlen und eventuell eben nicht.

Bundesrat Merz hat heute in der Kommission zwar versprochen, dass man darüber nachdenkt – oder es plant –, eine Internetseite einzurichten, damit jeder Stimmbürger und jede Stimmbürgerin für sich ganz allein nachschauen kann, was dieses Steuerpaket für sie oder ihn bedeutet oder was es ihr oder ihm bringt. Abgesehen von der Unsicherheit, die ich bereits erwähnt habe, muss ich sagen, dass ich von einer solchen Haltung des Bundesrates enttäuscht bin. Ich erwarte von einem Bundesrat, dass er die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger dazu anhält, das Gemeinwohl zu sehen und nicht einfach die eigene kleine, private Befindlichkeit abzuklären und auf dieser Grundlage politische Vorlagen zu beurteilen.

Ich bitte Sie, den Nichteintretensantrag mit dem Verweis auf die bestehende Rechtsgrundlage zu unterstützen. Sie sorgen damit für Klarheit und nehmen die Stimmbürgerinnen und auch die Kantone ernst.

**Präsident (Schuesser Fritz, Präsident):** Habe ich Frau Sommaruga richtig verstanden, dass ein Nichteintretensantrag vorliegt und kein Antrag auf Rückweisung an den Bundesrat mit dem Auftrag, eine neue oder andere Vorlage zu bringen? – Wir haben also nur über Eintreten oder Nichteintreten zu entscheiden.

**Frick Bruno (C, SZ):** Am Anfang der ganzen Debatte, die wir führen, stand eine kurze Stellungnahme des Bundesamtes für Justiz. Der Text bestand aus kaum zwei Seiten, wenn wir den Briefkopf, die Begrüssungs- und die Schlussformel abziehen. Am Anfang stand eine Frage der Steuerverwaltung; die Antwort kam auch von der Verwaltung, vom Bundesamt für Justiz. So schaukelte die Verwaltung diese Sache, indem auch die Presse daran teilnahm, zum veritablen politischen Thema und Abstimmungskampftema hoch. Das Gutachten – oder man muss eher sagen: die politische Stellungnahme des Bundesamtes für Justiz –, das auf Veranlassung, auf Wunsch der Eidgenössischen Steuerverwaltung geschrieben wurde, ist höchst knapp gefasst. Dem Charakter nach ist es keine rechtliche Stellungnahme, sondern es ist eine politische Stellungnahme. Denn das Papier geht von der Prämisse aus, dass die ganze Teuerung bereits durch die neuen Ansätze ausgeglichen worden sei, eine kalte Progression könne gar nicht mehr ausgeglichen werden. Und das alles ohne Begründung! Wir würden niemandem, der bei uns eine juristische Prüfung ablegen möchte, eine solche Stellungnahme – ohne juristische Ableitung, ohne juristische Begründung – als gute rechtliche Arbeit durchgehen lassen.

Man darf sich fragen, ob das bewusst geschehen ist. Vielleicht ist es nicht direkt vorsätzlich geschehen. Aber wer in

der Verwaltung in einer derart heiklen politischen Situation, in einer derart kontroversen Frage eine Stellungnahme dieses Inhaltes abgibt, weiss, dass er politisch handelt – politisch und nicht rechtlich. Ich wünsche mir, dass der Bundesrat dem Primat der Verwaltung über die Politik entschlossen entgegentritt.

Ich stelle die Frage, ob wir nicht den Bundesrat auffordern müssen, die Verwaltung wieder regierbar zu machen und sie sich unterzuordnen. Kurz gefasst: Eine solche rechtspolitische Stellungnahme darf nicht ohne den Segen des zuständigen Departementschefs in die Welt gesetzt werden. Das muss doch die Lehre sein. Ich bitte den Bundesrat, entsprechend zu handeln.

Zur Sache selber: Folgende Frage, welche auch die Kantone aufgeworfen haben, ist zentral: Darf das Parlament eine Vorlage während laufender Abstimmungskampagne ändern? Die Frage ist rechtlich nie gründlich abgehandelt worden. Immerhin sei aber gesagt, dass die Kantone toleriert haben, dass das Inkraftsetzen nach Verabschiedung des Steuerpaketes um ein Jahr hinausgeschoben wurde. Das hat die Kantone nicht geniert. Nun aber befinden wir uns in der direkten Abstimmungsphase. In dieser Phase dürfen wir eine verabschiedete Vorlage inhaltlich nicht mehr ändern, bloss weil wir ihr vor dem Volk grössere Chancen in der Abstimmung geben wollen. Aber wir müssen dem Volk Klarheit verschaffen. Wir dürfen eine Vorlage klären, aber wir dürfen sie nicht ändern. Das oberste Gebot ist, wie es heute auch in der Kommission gesagt wurde, dem Volk klaren Wein einzuschenken, damit es weiss, worüber es am 16. Mai 2004 entscheiden wird.

Es ist richtig, den Inhalt des Steuerpaketes zu klären, aber wir dürfen den Inhalt nicht verändern. Dies gesagt, habe ich grundsätzlich die gleiche Auffassung, wie Frau Sommaruga sie vertreten hat: Der Bundesrat hat die gesetzliche Aufgabe, die kalte Progression auszugleichen, und es ist seine Sache, auf dem Verordnungsweg die Details festzulegen und zu sagen, wie der Ausgleich erfolgt, wenn während der Ausgleichsperiode neue Zahlen eingeführt werden. Das ist seine Aufgabe. Ich meine, alleine mit der Verordnung hätte der Bundesrat Klarheit in der Rechtsanwendung schaffen können. Seine politische Äusserung, ohne uns eine Vorlage auf den Tisch zu legen, hätte lauten müssen: «An den Regeln des Ausgleichs der kalten Progression wird durch das Steuerpaket nichts geändert!» Das wäre die klare Aussage gewesen, die keine Konfusion geschaffen hätte.

Nun hat der Bundesrat entschieden, er wolle uns die Frage mittels Gesetzentwurf unterbreiten bzw. wir sollten sagen, wie im Detail die kalte Progression in dieser Situation auszugleichen sei. Nachdem der Bundesrat uns diese Frage gestellt hat, können wir nicht mehr anders, als die Frage zu beantworten, denn sonst würden wir ja wiederum Konfusion und Unklarheit gegenüber dem Volk, das in zwei Monaten abstimmen soll, schaffen. Das dürfen wir nicht tun! Der Bürger soll wissen, worüber er abstimmt. Nachdem der Bundesrat keine Klarheit geschaffen hat und die Frage uns überwiesen hat, müssen wir die Antwort mittels Gesetz geben.

Aber mir schwant Böses. Diese Fragestellung durch die Bundesratsvorlage an das Parlament kann höchst verhängnisvoll sein. Ich meine, sie hat nahezu die Qualität des EU-Beitritts-gesuches während der laufenden EWR-Abstimmungskampagne. Wir haben die Erfahrung gemacht, dass jede Verwirrung durch den Gesetzgeber oder durch den Bundesrat während einer laufenden Abstimmungskampagne zu grossen Schäden führen kann. Ich befürchte – ich hoffe bange, dass dies nicht eintritt, aber ich befürchte es –, das könne auch beim Steuerpaket der Fall sein.

Nun müssen wir handeln, und anders als Herr Berset sehe ich durch die Fragestellung des Bundesrates die Notwendigkeit, dass wir eben handeln, um nicht unnötig noch mehr Verwirrung zu schaffen. Jetzt müssen wir Klarheit schaffen und die Situation stabilisieren. Das tun wir nicht durch Änderung des Steuerpaketes, sondern im Sinne einer authentischen Interpretation, indem wir sagen: Wie wird die Vorschrift über den Ausgleich der kalten Progression für die neuen Abzüge beim Steuerpaket angewendet?

Nun komme ich zu den Varianten Nationalrat und Ständerat. Der Nationalrat hat sich für die Kurzfassung ausgesprochen und entschieden: Der Bundesrat passt an, er legt auch die Detailregeln fest. Das ist eine der tauglichen Varianten.

Unsere Kommission hat sich für eine andere taugliche Variante entschieden und hat nun in den Übergangsbestimmungen die Anwendungen des Ausgleichs der kalten Progression für die einzelnen Abzüge detailliert festgelegt – an sich Bundesratsarbeit, aber das Parlament kann sie auch tun. Ich frage mich allerdings, ob die Lösung, welche die Mehrheit der Kommission getroffen hat – wir sind leider unterlegen –, die bessere Lösung ist. Ich zweifle daran. Warum? Ich sehe bereits, wie man uns im Abstimmungskampf mit Häme diese Übergangsbestimmung vorlegen und vorrechnen wird: «Liebe Bürgerinnen und Bürger, versteht ihr diese lange Übergangsbestimmung? Nationalrat und Ständerat haben sie nachträglich hineingeflickt, um das Steuerpaket noch zu retten!» Das wird Verwirrung stiften.

Wer sagt mir zum Zweiten, dass wir nun die Übergangsbestimmungen vollständig formuliert haben, nachdem wir ja im Steuerpaket die Sache nicht geregelt haben und die Frage der kalten Progression gar nicht angesprochen haben?

Mir hätte die Losung des Nationalrates besser gefallen, weil sie klar ist und den Bundesrat beauftragt, von seiner angestammten Kompetenz Gebrauch zu machen. Ich schlage im Sinne einer zügigen Lösung keine Änderung vor. In der Kommission blieb die Fassung des Nationalrates ganz klar in der Minderheit.

Zusammenfassend halte ich fest, dass Eintreten auf die Vorlage richtig ist, weil wir das Gesetz in seinem Gehalt interpretieren und dem Bürger klar sagen müssen, was wir durch das Steuerpaket mit dieser kalten Progression tun. Es ist keine Gesetzesänderung, es ist eine Interpretation, wie dies geschehen soll. Darum ist Eintreten auf die Vorlage und Zustimmung die richtige Antwort.

**Lauri Hans (V, BE):** Ich möchte hier zuerst ein Wort aus der Sicht der Finanzkommission sagen, die sich an sich einlässlichlich mit der Vorlage des Bundesrates hätte befassen müssen. Leider gestatteten es die knappen Zeitverhältnisse nicht. Die Botschaft des Bundesrates wurde am Dienstagvormittag der vergangenen Woche verteilt; am darauf folgenden Mittwoch fand bereits die erste Sitzung der WAK statt. Trotz dieser schwierigen Zeitverhältnisse haben wir uns vor einer Woche doch noch zu einer kurzen Sitzung zusammengefunden.

Die Finanzkommission beschloss mit 8 zu 4 Stimmen, auf die Vorlage einzutreten. Die Gegner in der Kommission bezeichneten das Vorgehen des Bundesrates als überhastet und staatspolitisch bedenklich. Die Befürworter betonten, es sei unabdingbar, dass das Parlament vor der Volksabstimmung die Gelegenheit erhalte, aus seiner Sicht Klarheit über den Ausgleich der kalten Progression im Rahmen des Steuerpaketes zu schaffen. Es liege eine echte Gesetzeslücke vor, welche nun durch das Parlament zu schliessen sei, wie es auch immer entscheide.

Die Finanzkommission gab sich Rechenschaft, dass im vorliegenden Legislaturfinanzplan 2005–2007 für den Ausgleich der kalten Progression keine Vorkehrungen getroffen worden waren. Die Vorlage des Bundesrates führt erstmals in der Steuerperiode 2007 zu Mindererträgen bzw. zu Mindereinnahmen in den Jahren 2008 und 2009. An der Zielsetzung des Entlastungsprogramms 2004, den Haushalt des Jahres 2007 um rund 2,5 Milliarden Franken zu entlasten, muss somit an sich nichts geändert werden. Es ist indessen klar, dass mit den prognostizierten Auswirkungen in den Finanzrechnungsjahren 2008 und 2009 von netto rund 120 Millionen bzw. rund 600 Millionen Franken der Druck auf den Haushalt bestehen bleiben wird.

Ich gestatte mir, ausserhalb meiner Funktion als Mitglied der Finanzkommission ein paar Bemerkungen hinzuzufügen und dabei auch zu begründen, weshalb ich mich beim Eintreten und dann auch bei der Gesamtabstimmung am Schluss der Behandlung der Stimme enthalten werde. Es ist

für mich eine ausserordentliche Situation, nicht Ja oder Nein zu stimmen; deshalb möchte ich das kurz begründen.

Die Vorlage steht meines Erachtens – und da sind wir uns wohl alle einig – unter einem ungünstigen Stern. Der erste Entscheid, der meines Erachtens fragwürdig war, betraf vor längerer Zeit die neue Besteuerung des Wohneigentums im Steuerharmonisierungsgesetz. Nach meiner Überzeugung und nach der Überzeugung der Kantone steht sie im Widerspruch zu unserer Kompetenz zur formellen Steuerharmonisierung gemäss Artikel 129 der Bundesverfassung. Ich weiss, dass diese Frage nicht in einem direkten Zusammenhang mit der heute gestellten Frage steht; sie steht aber sehr wohl in einem indirekten Zusammenhang. Deshalb gestatte ich mir, das hier noch einmal zu erwähnen.

Indem wir uns über das Verbot der materiellen Steuerharmonisierung hinwegsetzten, provozierten wir den Widerstand zahlreicher Kantone. Es geht dabei keineswegs bloss um eine trockene juristische Frage, sondern um einen wichtigen Aspekt des Föderalismus und des Selbstverständnisses der Kantone. Wer in die materielle Steuerhoheit der Kantone eingreift, darf sich deshalb – auch später – über sehr harte Reaktionen dieser Kantone nicht wundern. Ich finde diese harte Reaktion der Kantone auch richtig, denn zur Aufgabenautonomie in den den Kantonen noch verbliebenen Bereichen gehört eben auch die Kompetenz, selbst über die materiellen Inhalte des Steuersystems zu entscheiden. Wir müssen nur nach Norden blicken, um zu erkennen, wohin es längerfristig führt, wenn die Finanzierungs- und Aufgabenautonomie der Gliedstaaten immer mehr erodiert.

Der zweite Mangel bestand darin, dass sich die Vorlage des Bundesrates zum Steuerpaket seinerzeit nicht mit dem Problem des Ausgleichs der kalten Progression auseinandersetzte. Diese Unterlassung auf der Stufe der Verwaltung und wohl auch des Bundesrates ist für mich enttäuschend. Ich sage bewusst: auf den Stufen der Verwaltung und des Bundesrates. Es kann nämlich nicht erwartet werden, dass diese Frage ohne äusseren Anstoss aus der Kommission heraus thematisiert wird. Wer in systematisch richtiger Art an eine Steuergesetzrevision herangeht, beginnt mit der Frage nach dem Ausgleich der kalten Progression zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Revision. Der aus diesen Überlegungen resultierende Betrag wird anschliessend um die Summe erhöht, die zusätzlich für echte Steuererleichterungen zur Verfügung stehen soll. Im neuen Gesetz ist schliesslich festzuhalten, dass mit der Revision die aufgelaufenen Folgen der kalten Progression ausgeglichen seien. Ich betone dies, weil nur dieses Vorgehen zu einem finanzpolitisch ausgewogenen, die Einnahmen- und die Ausgabenseite berücksichtigenden Ergebnis führt.

In zahlreichen Kantonen ist man bei den Steuergesetzrevisionen der letzten Jahre ganz selbstverständlich so vorgegangen. Ich glaube selbstverständlich den Mitgliedern der früheren WAK, wenn sie uns heute sagen, der spätere Ausgleich der kalten Progression sei für sie stets eine Selbstverständlichkeit gewesen, auch wenn man nie darüber diskutiert habe. Auch in den Schlussabstimmungen in den Räten habe dies eigentlich klar sein müssen. Nur sind wir von Auswirkungen von 1,2 Milliarden Franken ausgegangen. Jetzt kommen 0,6 Milliarden Franken – alles in runden Zahlen – dazu. Ich bin überzeugt, dass das Steuerpaket anders zusammengesetzt worden wäre, wenn wir damals gewusst hätten, dass wir in absehbarer Zeit nicht über 1,2 Milliarden, sondern eben über gegen 2 Milliarden Franken diskutierten – dies vor allem angesichts der Perspektiven des Haushaltes.

Es ist in diesem Zusammenhang schon sehr störend, wenn gestern im Nationalrat ausgeführt wurde, die Kantone hätten das alles selbst erkennen können, sie müssten doch auch rechnen können und sie sollten endlich ihre Hausaufgaben machen. Die Kantone sind eben von dem Ablauf ausgegangen, den ich Ihnen vorhin geschildert habe, und sie haben längstens ihre Hausaufgaben gemacht, insbesondere auch in der Sanierung ihrer Haushalte.

Nun kommt das dritte negative Element hinzu. In guter Absicht legt uns der Bundesrat während der laufenden Ar-

beiten zu einer Referendumsabstimmung eine Gesetzesergänzung vor. Ich erkenne selbstverständlich die positiven Aspekte dieses Vorgehens. Das wurde vorhin auch ausgeführt. Es kann Klarheit geschaffen werden. Aber ich bitte Sie, auch die negativen zu erkennen. Es wurde gesagt, dass während einer laufenden Kampagne der Gesetzgeber Änderungen vornimmt. Sie werden es dann bei der Detailberatung noch sehen: Wenn man sagt, es seien Interpretationen, dann gehen diese Interpretationen schon recht weit. Es gäbe auch andere Auffassungen über diese Interpretationen; mindestens ist die Nähe zur Gesetzgebung aus meiner Sicht gegeben.

Das erachte ich staatspolitisch, aus der Sicht der Volksrechte, aus der Sicht unserer Verfassung, als bedenklich. Ich glaube, wir müssten dem Verfahren seinen Lauf lassen. Der Bundesrat hätte erklären können, wie er nach der Volksabstimmung – sofern sie positiv ausfällt – gedenkt, mit der kalten Progression umzugehen.

Nun kann man einwenden, wie das Herr Frick gemacht hat, wir hätten auch schon eine Änderung vorgenommen, nämlich mit der Verschiebung des Inkrafttretens nach erfolgtem Referendum. Das ist wahrscheinlich richtig. Aber das Messen an einem weniger guten Argument scheint mir nicht sehr zielführend zu sein.

Zum letzten Punkt: Die Kantone fühlen sich ein weiteres Mal brüskiert – aus diesem Grund habe ich den Beginn der Geschichte auch miterzählt –, sie haben das heute sehr deutlich zum Ausdruck gebracht. Es geht nicht um elf Kantone, es geht offenbar um alle Kantone. Es geht um alle Kantonsregierungen, es geht um die Konferenz der Kantonsregierungen (KdK). Die Frustration ist offenbar sehr gross. Man fühlt sich nicht ernst genommen. Man erkennt eine – aus der Optik der Kantone – weitere Verfassungswidrigkeit. Das Vertrauen der Kantonsregierungen in den Schutz der kantonalen Rechte sei tief verletzt.

Ich habe für diese Haltung ein gewisses Verständnis; ich muss es hier gestehen. Würde uns heute das Klima in der KdK und in den Kantonen richtig geschildert, so haben wir in unserem Föderalismus ein echtes und schwerwiegendes Problem. Es geht nicht darum, die Kantone hier und heute als die idealen föderalistischen Akteure und Partner darzustellen. Da bin ich viel zu sehr Realist, um so etwas zu behaupten. Auch aus meiner Optik handeln die Kantone hin und wieder oder vielleicht sogar öfter spät. Sie handeln oft mit einem Nein gegenüber der Bundespolitik, wo eine kreative Antwort von der Vollzugsfront höchst erwünscht wäre, und anderes mehr.

Es bleibt aber für mich eine Tatsache, dass wir die Stellung und die Rechte unserer Partner auf der unteren Ebene nicht genügend berücksichtigt haben, nicht nur im Rahmen der heutigen Vorlage, sondern schon bei der Konzipierung des Steuerpaketes. Dabei sind wir – das scheint mir entscheidend – auf eine ausgezeichnete politische Zusammenarbeit angewiesen. Ich erinnere an das Entlastungsprogramm 2004, das wahrscheinlich nur über die Bühne gebracht werden kann, wenn die Kantone mitziehen. Und sie werden getroffen werden, das ist anders gar nicht denkbar. Ich denke beispielsweise auch an die sehr wichtige Unternehmenssteuerreform, die uns noch bevorsteht, die für die Wirtschaft unseres Landes wohl von sehr grosser Bedeutung ist. Die Kantone werden dort partizipieren, mit Ausfällen bei den Einnahmen in der Grössenordnung von einer halben Milliarde Franken oder sogar etwas mehr.

Dieser schwerwiegende Makel, zusammen mit der beantragten Ergänzung, während die Vorlage im Referendum steht, führen mich – à contrecœur, weil ich in der Regel sehr gerne mit Ja oder Nein entscheide – dazu, mich bei dieser Vorlage der Stimme zu enthalten.

**Leumann-Würsch** Helen (RL, LU): Es nützt nun überhaupt nichts mehr, wenn wir gegenseitig Schuldzuweisungen machen, wenn wir sagen, das Parlament hätte bei der Beratung des Steuerpaketes halt diese kalte Progression berücksichtigt müssen, wenn wir sagen, der Bundesrat hätte halt, als

er es realisierte, selber schalten müssen. Tatsache ist und bleibt, dass die Bevölkerung heute aufgrund von verschiedenen Interpretationen in den Medien sehr verunsichert ist und nicht weiss, ob die kalte Progression ausgeglichen wird und, wenn ja, wie sie ausgeglichen wird.

Das Ganze hat von mir aus gesehen mit der Abstimmung über das Steuerpaket an und für sich nichts zu tun. Wir haben einen gesetzlichen Auftrag, die kalte Progression auszugleichen. Das war immer und von jeher unbestritten. Wenn die Abstimmung gewonnen wird, soll die Bevölkerung wissen, inwieweit die kalte Progression auszugleichen ist und inwieweit eben nicht. Wenn das Steuerpaket nicht angenommen wird, fällt auch die ganze Vorlage hier aus Abschied und Traktanden, weil die Regelung dann ganz klar ist; dann gilt die jetzige gesetzliche Bestimmung.

Entsprechend verändern wir auch nicht das Gesetz bezüglich der kalten Progression, sondern wir stellen nur klar, wie die kalte Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung zu handhaben ist. Nicht infrage kommt ein Ausgleich ja bei der Besteuerung des Wohneigentums, wo der Systemwechsel ja erst später in Kraft tritt. Und weil das Ganze zeitlich so verschoben ist, zeigen wir der Bevölkerung mit dieser Übergangsbestimmung – es ist nur eine Übergangsbestimmung, die nur einmal zum Tragen kommt, und dies auch nur, wenn das Steuerpaket angenommen wird –, inwieweit für sie die kalte Progression ausgeglichen wird oder eben nicht. Die Bevölkerung hat das Recht, das zu wissen. Das und nur das machen wir mit dieser Vorlage, und sie ist zur Klärung der jetzigen Situation notwendig.

Deshalb bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und die beiden Minderheitsanträge abzulehnen.

**Wicki Franz** (C, LU): Ich bin erstaunt und auch verärgert, dass wir heute diese Übung durchführen müssen oder, etwas weniger salopp gesagt, diese Vorlage zu beraten haben.

In den beiden WAK und im Plenum wurde diese Steuervorlage an sehr vielen Sitzungen beraten. Der ehemalige Finanzminister, alt Bundesrat Villiger, war jeweils mit mehreren Mitarbeitern anwesend – ich zähle diese Mitarbeiter nicht auf –, und niemand machte je auf dieses Problem aufmerksam. Auch in der Botschaft des Bundesrates steht keine Silbe davon, dass mit dieser Steuergesetzrevision dann auch die kalte Progression ausgeglichen sei. Kilowise haben wir in der Kommission vom Finanzdepartement Arbeitspapiere erhalten, und nirgends findet sich der geringste Hinweis darauf, dass mit der Vorlage die kalte Progression ausgeglichen werde; nirgends ist überhaupt auf das Problem aufmerksam gemacht worden. Die Beratungen der Steuervorlage dauerten rund drei Jahre, und für kein Mitglied des Nationalrates und des Ständerates bestand je ein Zweifel, dass das System des Ausgleichs der kalten Progression auch künftig funktionieren würde. Auch den Kantonen, mit denen wir ja immer Kontakt hatten, war es sicher klar, dass der Ausgleich der kalten Progression erfolgen werde, weil die gesetzlichen Voraussetzungen gegeben sind. Also sind zwei Punkte klar:

1. Wenn man mit der Steuergesetzrevision gleichzeitig die kalte Progression hätte ausgleichen wollen, hätte man dies ins Gesetz schreiben müssen.
2. Dies war bei der Vorlage des Steuerpaketes nicht der Fall. Also gilt klar Artikel 215 des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer, in dem dieser Ausgleich betreffend die kalte Progression geregelt ist.

Also ist an sich kein Gesetzgebungsbedarf vorhanden. Wir könnten die jetzige Vorlage als Arbeitsbeschaffungsvorlage abtun. Doch inzwischen hat die Bundesverwaltung mit unzulässigen, nachträglichen Interpretationsversuchen in Verunsicherung sondergleichen gemacht; dies, ohne dass sie seitens des Bundesrates gestoppt wurde. Die Verunsicherung ist derart, dass das Parlament nicht mehr anders kann, als auf die Vorlage einzutreten. Wir sind heute zum Handeln verurteilt.

Es geht darum, Klarheit zu schaffen. Im Prinzip müssten wir nur einen Satz sagen: Das bisherige Gesetz gilt! Aber eben,

die Verwirrung, welche die Verwaltung und der Bundesrat verursacht haben, verlangt eine Klarstellung und eine Präzisierung, und dies ohne Verzug. Wir dürfen die Zeit der Verwirrung nicht mehr länger andauern lassen. Eine einfache, klare Erklärung, wie sie Frau Sommaruga verlangt hat, reicht heute nicht mehr aus. Die Klarstellung gehört in die Übergangsbestimmung der Steuervorlage, wie dies der Nationalrat beschlossen hat bzw. wie die WAK uns das nun vorschlägt.

Trotz meines Ärgers bin ich für Eintreten auf die Vorlage. Zum Abschluss noch eine Bitte an den Bundesrat, nachdem von meiner Vorrednerin erklärt worden ist, sie appelliere jetzt an die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger: Ich bitte den Bundesrat zu sagen, dass die Zahlen, welche im Abstimmungsbüchlein angeführt sind, so oder so stimmen, ganz egal, ob diese Vorlage hier durchgeht oder nicht.

**Germann Hannes (V, SH):** Die Anhörung von heute Mittag mit den beiden Regierungsraten Notter und Wanner als Vertreter der Kantone hat mich beeindruckt. Sie haben ihre finanziellen Bedenken verständlich und nachvollziehbar dargelegt. Im Grundsatz teile ich ihre Vorbehalte in staatspolitischer und verfassungsmässiger Hinsicht punkto unserer Vorlage zur Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung. Die Entstehungsgeschichte ist wahrlich kein Ruhmesblatt bundesrätlicher und parlamentarischer Gesetzgebungsarbeit. Und doch komme ich zum Schluss, dass das Parlament hier und heute handeln muss. Warum?

Eigentlich ist in Gesetz und Verfassung ja klar stipuliert, dass die kalte Progression ausgeglichen werden muss, und zwar immer dann, wenn 7 Prozent Teuerung aufgelaufen sind. Würden wir das bestehende Steuersystem beibehalten, könnte man die Umsetzung des gesetz- und verfassungsmässigen Ausgleichs der kalten Progression getrost dem Bundesrat überlassen, wie es da und dort vorgeschlagen worden ist. Doch mit dem Steuerpaket wird ein neues Steuersystem geschaffen. Neuerungen bringen zudem stets Unsicherheiten mit sich. Mit einer beispiellosen politischen und medialen Verwirrungskampagne wurden die beim Volk bestehenden Unsicherheiten derart verstärkt, dass der Bundesrat nun einfach handeln musste – nur fragte er sich zu Recht wie, sagte doch ein Schreiben des Bundesamtes für Justiz aus, dass die kalte Progression bereits im Steuerpaket enthalten sei. Dies entgegen der offensichtlichen Meinung des Parlamentes, denn die kalte Progression war bei der Behandlung des Steuerpaketes gar nie ein Thema.

In dieser verwickelten Situation gibt es nur einen Ausweg: Wir als gesetzgebende Instanz müssen festlegen, wie wir die kalte Progression ins neue System überführen wollen. Es liegt an uns, jetzt für klare Verhältnisse zu sorgen, dem Volk im Vorfeld der Abstimmung vom 16. Mai reinen Wein einzuschenken. Die Steuerzahlenden haben den Teuerungsausgleich zugute, und das müssen wir ihnen sagen. Wenn wir den Umsetzungsmechanismus jetzt festlegen, schaffen wir Transparenz und Sicherheit. Das sind wir den Stimmberechtigten mindestens so sehr schuldig wie den Ausgleich der kalten Progression. Und weil das eben so ist, ist auch der Vergleich von Kollege Frick mit dem EU-Beitritts-gesuch während laufender EWR-Abstimmungskampagne bestenfalls in zeitlicher Hinsicht oder vom zeitlichen Rhythmus her verständlich, aber inhaltlich ist er um 180 Grad verkehrt. Denn während die Bürger Anrecht auf den Ausgleich der kalten Progression haben, weil er eine verfassungsmässige und gesetzliche Bestimmung ist, war der EU-Beitritt damals, wie wir wissen, ja primär Wunschenken des Bundesrates. Und das, meine ich, ist schon ein gewisser Unterschied.

Jetzt haben wir eine saubere Basis, die hier vorliegt, eine klare Basis. Auf dieser klaren Basis und auch im Wissen um die bei den Kantonsregierungen und bei den Gegnern der Vorlage vorhandenen Bedenken – vor allem punkto Verfassungsmässigkeit und kantonaler Hoheit – können die Stimmberechtigten am 16. Mai als oberste Instanz in unserer Demokratie einen souveränen Entscheid fällen.

Ich danke Ihnen für Ihr Eintreten und die Zustimmung zu den Anträgen der WAK.

**Studer Jean (S, NE):** J'ai trois réflexions. La première, c'est celle de savoir si vraiment, après toutes les heures qu'on a passées sur le paquet fiscal, on a complètement oublié la correction de la progression à froid. J'ai le sentiment qu'on ne peut pas dire les choses ainsi. Tout d'abord, parce que la loi qui veut qu'on corrige la progression à froid, la loi qu'on a votée, dit qu'on doit s'en occuper lorsque l'augmentation a été de 7 pour cent. Tout le monde sait qu'au moment où on discutait du paquet fiscal, encore aujourd'hui, cette limite qui doit être atteinte n'était pas atteinte, et n'est aujourd'hui toujours pas atteinte.

En plus, lorsqu'on discutait le paquet fiscal – je suis encore allé relire le procès-verbal y relatif après la séance de la commission et avant le début de notre séance de ce soir –, il y avait aussi dans les avis qui étaient exprimés des considérations financières. J'ai lu que notre ancienne collègue, Madame Beerli, a dit par exemple qu'elle ne pouvait pas appuyer la proposition que l'on faisait concernant l'imposition du logement parce que cela augmenterait les pertes de recettes pour la Confédération de 300 millions de francs. Donc, les gens réfléchissaient en fonction de ce qu'on proposait, comme cela, d'une manière assez brute pour chaque contribuable, mais aussi en fonction de ce que cela signifiait collectivement pour la caisse de la Confédération. Ce sont ces éléments-là qui ont fait qu'une majorité est tombée d'accord sur le projet qui est maintenant devant le peuple. Et cette donnée financière a aussi un sens. Je ne suis pas certain que, si on avait imaginé que ce qu'on a voté au mois de juin de l'année passée entraînerait des pertes supplémentaires se montant à des centaines de millions de francs pour les caisses de la Confédération et par répercussion pour les cantons, on aurait voté la même chose.

Alors, je trouve un peu facile de voir maintenant certains d'entre vous faire des reproches au Conseil fédéral ou en plus à l'administration, parce qu'ils reviennent dire aujourd'hui que finalement ils respectent la qualité des décisions du Parlement. L'avis de droit de l'Office fédéral de la justice n'est rien d'autre que la manifestation du respect d'une décision d'un Parlement, et on part encore du principe qu'il sait ce qu'il fait, ce qu'il vote et avec les répercussions que sa décision a, d'autant plus que, pour les raisons que j'ai exprimées concernant le taux de 7 pour cent, il n'avait pas encore à jouer un rôle de voyant. Donc, je ne pars pas du principe qu'on n'a pas su ce qu'on faisait.

Partons alors du principe qu'on a mal travaillé – je voudrais vous dire, chers collègues, que j'ai le sentiment que depuis quelques mois on travaille assez mal; mais enfin, je ferme la parenthèse. L'objet est maintenant devant le peuple. Il arrive parfois que des comités d'initiative travaillent mal et proposent une initiative qui pose des problèmes. Un grand parti de ce pays a déposé il y a quelque temps une initiative sur l'asile qui posait des problèmes, qui remettait en cause peut-être des engagements internationaux. Ceux qui étaient opposés à cette initiative sur l'asile ont dit: «Il faut rejeter cette initiative parce qu'elle pose des problèmes, qu'elle est mal formulée et qu'on ne sait pas ce qu'elle veut dire.» Alors, chers collègues, quand les citoyens déposent une initiative, ils n'ont plus le droit de la modifier. Mais quand le projet du Parlement est devant le peuple, le Parlement, lui, a encore le droit de le modifier? Vous pensez qu'on met les gens et les autorités sur un pied d'égalité quand le Parlement se réserve encore le droit, alors qu'on est en pleine campagne référendaire, d'apporter des corrections parce qu'il y a quelque chose dont on dit que ce n'est pas clair, mais aussi peut-être parce qu'il y a quelque chose qui, matériellement, n'est pas très judicieux pour faire aboutir le projet? Et c'est là où je sens la gravité de la décision qu'on prend aujourd'hui. Je n'ai pas de souvenir précis qui me montre qu'à une autre occasion, en pleine campagne, alors que l'objet était soumis au peuple, le Parlement soit intervenu pour influencer la lecture du projet.

Notre collègue Frick l'a dit en commission: «On voit bien que derrière des réflexions institutionnelles, il y a ceux qui sont pour et ceux qui sont contre.» Mais essayons quand même d'aller un peu au-delà! On passe parfois dans cette salle 20 à 30 minutes pour savoir si une motion n'est pas un postulat ou si un postulat n'est pas une motion! Et puis certaines fois on dit: «On ne peut pas accepter la motion parce que c'est un postulat!» Et je trouve ça assez juste, parce que c'est comme cela que les institutions gardent une certaine crédibilité et qu'on ne fait pas n'importe quoi, même si c'est parfois un peu désagréable.

Alors, on peut abandonner maintenant ces bonnes habitudes et puis dire: «Le Parlement, de son côté, alors même que la campagne référendaire est en cours, peut intervenir pour donner des précisions avec des nouvelles lois.» Je trouve que ce n'est pas bien! Vraiment! Ce n'est surtout pas bien qu'on le fasse par un acte qui lui-même est soumis à une sorte de référendum. Que fait-on là? On dit: «On va faire une modification de loi qui entrera en vigueur seulement si le peuple accepte le paquet fiscal.» Ce référendum qu'on fait là est une sorte de faux! Et on ne sait pas trop quoi faire si on est du côté des référendaires: est-ce qu'il faut aussi attaquer cette modification de loi? Parce que finalement, il y a plusieurs options possibles, il n'y en a pas qu'une.

Bref, on est en train de continuer à faire du mauvais travail. Alors on peut décider qu'on ne fait que de la politique, et je peux m'incliner devant cette décision. On prend ses distances avec certains principes assez importants. On a vu l'importance de la collaboration avec les cantons. On a quand même vu le principe du respect des droits populaires, de l'égalité des autorités face à une votation populaire; alors on peut faire tout cela, on peut prendre de l'éloignement simplement au nom de la politique. Je ne pense pas que ce soient de bons signes. Je ne pense pas que, de cette manière-là, on rende crédibles les décisions qu'on doit prendre et je pense qu'on ferait mieux de s'atteler à travailler un peu mieux.

**Forster-Vannini** Erika (RL, SG): Wir alle – Bundesrat, Kommission und Parlament – äusserten uns in der Debatte zum Steuerpaket nicht zur vorliegenden Problematik und gingen wohl stillschweigend davon aus, dass die kalte Progression ausgeglichen wird. Aus meiner Sicht zeigt es sich jetzt, dass wir gut daran getan hätten, die technischen Fragen – ich betone es: die technischen Fragen – der kalten Progression in der Debatte zum Steuerpaket zu thematisieren und zu diskutieren. Dabei wäre es nicht um das Ob, aber um das Wie und um den Zeitpunkt gegangen, um die technischen Details eben, die heute zur Debatte stehen.

Mein Vorredner hat dargelegt, dass das Parlament schlecht gearbeitet hat. Kollege Lauri hat ausgeführt, dass er enttäuscht ist, dass weder der Bundesrat noch das Departement auf diese Fragen hingewiesen haben. Ich teile diese Meinung, aber es ändert nichts, aber auch gar nichts an der Tatsache, dass wir heute und hier darüber entscheiden müssen. Nachdem die Thematik aufgegriffen worden war und die Öffentlichkeit alarmierte, stand der Bundesrat in der Pflicht, die Frage zu klären und aufzuzeigen, wie die Angelegenheit nach Annahme des Steuerpaketes behandelt werden soll. Nicht nur der Bundesrat, meine ich, auch wir stehen in der Pflicht, Klarheit zu schaffen. Da hilft auch der Minderheitsantrag Sommeruga nicht weiter, der dem Bundesrat den Auftrag erteilt, die Rechtsanwendung der bestehenden Grundlagen sicherzustellen.

Wir haben, wie bei fast jeder Entscheidung, zwei Alternativen. Die eine Alternative: Wir entscheiden heute nichts; die andere ist die, dass wir uns für etwas entscheiden. Denn das Steuergesetz hat nach meiner Meinung eben doch eine Lücke. Es sagt nämlich nicht, wie man vorgehen muss, wenn das Gesetz über die direkte Bundessteuer vor Erreichen der Teuerung von 7 Prozent in allen Tarifen und Abzügen angepasst wird. Diese Antwort sind wir dem Souverän noch schuldig. Wir regeln mit dem vorliegenden Bundesge-

setz, was zu regeln ist. Unter normalen Umständen hätte dies kaum zu grosser Aufregung geführt.

Auch in der heutigen Anhörung der Kantone konnte ich keine gegenteilige Meinung ausmachen. Das heute von der Mehrheit vorgeschlagene Modell ist zwar kompliziert, aber sachgerecht. Es bleibt bei der Vorgabe, dass die Teuerung indexgebunden ab einer Teuerung von 7 Prozent ausgeglichen werden muss. Die neuen Abzüge werden ab Inkrafttreten des Steuerpaketes Anfang 2005 indexiert. Damit wird das bestehende System nicht geritzt.

Die Übergangsregelung ist kompliziert, ich gestehe es. Sie ist es aber nicht, wenn man sich in die Sache hineindenkt. Nach meiner Ansicht ist es die adäquateste Lösung. Es gibt keine Tricks, und es gibt keine Verschiebung. Wir ändern Artikel 215 DBG nicht: Wir passen den Ausgleichsmechanismus, wie er gesetzlich festgehalten wurde, in einer Übergangsbestimmung an.

Der nun vorliegende Text bietet Gewähr, dass der Rechtsanspruch des Inflationsschutzes gewährleistet wird. Das entspricht den legitimen Rechtsansprüchen der Bürgerinnen und Bürger.

Ich beantrage Ihnen deshalb einzutreten und empfehle Ihnen jetzt schon, der Mehrheit der Kommission zuzustimmen.

**Leuenberger** Ernst (S, SO): Wir haben zwei Fragen zu beantworten:

1. Ist diese Vorlage 04.017 notwendig im Sinne von «vom Land Not abwendend», oder ist sie nicht notwendig?
2. Können wir uns als Parlament diese Vorlage institutionell, staatsrechtlich, finanzpolitisch leisten?

Diese beiden Fragen sind zu beantworten.

Die Vorlage ist nicht geeignet, Not abzuwenden, und ist daher auch nicht notwendig. Sie ist im gegenwärtigen Zeitpunkt schlicht und ergreifend überflüssig. Der Bundesrat hätte, als er darauf aufmerksam gemacht wurde, dass es offenbar Lücken gibt, gut daran getan, festzuhalten, dass allenfalls am Montag, dem 17. Mai, Handlungsbedarf bestehen könnte, je nach Ausgang der Volksabstimmung. Es gibt also keine Notwendigkeit.

Können wir uns dieses Vorgehen institutionell leisten? Ich gehöre zu den gedienten Mitgliedern des Parlamentes. Ich kann mich nicht erinnern, dass eine Vorlage, nachdem sie die Schlussabstimmung in beiden Räten passiert hatte, noch irgendwelche Ergänzungen oder Änderungen erfahren hätte. Das ist bisher noch niemandem eingefallen. Was hier vorliegt, ist eine absolute Premiere. So etwas kann ja geschehen; ich war Mitglied der WAK und habe damals, als man die erste Geschichte verabschiedet hat, auch nicht an die kalte Progression gedacht, das gebe ich gerne zu. Aber es ist noch niemandem eingefallen, nach erfolgter Schlussabstimmung in beiden Räten – ich betone das – eine Vorlage noch korrigieren, ergänzen zu wollen. Es kann der Fall eintreten, dass man sagen muss, man habe etwas Wichtiges übersehen, das dann gegebenenfalls zu korrigieren ist. Können wir es uns institutionell leisten, innerhalb von weniger als zehn Tagen de facto das Zweikammersystem aus den Angeln zu heben und die Kantone nur sehr, sehr mangelhaft anzuhören? Können wir es uns demokratiepolitisch leisten, als Parlament mit flankierenden Massnahmen in Abstimmungskämpfe einzugreifen? Nein, wir sollen uns das nicht leisten. Das ist ein Präjudiz in unserem politischen Handeln, das mich eigentlich eher traurig stimmt als zornig, weil ich finde, dass wir da einen Weg begehen, der uns in den kommenden Jahren noch sehr, sehr viel Kummer bereiten wird.

Ich wiederhole, was ich hier gesagt habe, und ich stehe in guten Schuhen da, das zu sagen: Ich bin kein Erzföderalist. Ich bin auch nicht der Meinung, dass Parlamentarier nach Instruktionen der Kantonsregierungen handeln. Dafür war ich nie, und es ist übrigens von Verfassung wegen verboten, und wenn in kantonalen Ständeratswahlkämpfen einige das behaupten, weil es ihnen passt, dann sage ich ihnen, dass sie sich täuschen. Aber nachdem wir die Wünsche der Kantone in einer grossen Vorlage offensichtlich nicht genügend,

hinreichend haben berücksichtigen können, geht es nicht, das Gleiche ein zweites Mal zu tun. Vielleicht erinnern sich einige, dass ich Ihnen damals beim Steuerpaket hier gesagt habe – als ich davon sprach, dass ich ein Kantonsreferendum in der Luft liegen sehe –, dass ich letztendlich gar nicht so Freude daran hätte, wenn die Kantone zur Ausübung dieses Instrumentes gezwungen würden. Denn wir werden in den kommenden Jahren noch häufig Massnahmen treffen müssen, die in den Kantonen nicht nur auf Gegenliebe stossen, und wenn wir die Kantone durch nicht sehr geschicktes Verhalten – auch von uns als Parlament war es ein nicht sehr geschicktes Verhalten – praktisch an die Wand spielen, rütteln wir irgendwie an den Grundfesten unserer Institutionen.

Ich will Sie nicht langweilen, indem ich sage, dass wir uns diese Geschichte auch finanzpolitisch nicht mehr leisten können. Wir haben für die Kantone schon genügend Steuerausfälle produziert; wir können uns das im Moment schlicht nicht leisten. Aber das scheint ja weniger zu interessieren.

Der Kanton Solothurn, in dem ich gewählt worden bin, hat sich schriftlich geäussert: «In einem Eilverfahren, das seinesgleichen sucht, soll nun dieser Mangel kurz vor der Abstimmung über das Steuerpaket behoben werden. Dabei hat der Bundesrat die Kantone vorgängig nicht konsultiert, obwohl der Entwurf des Bundesrates allein für sie Mindererträge von rund 250 Millionen Franken jährlich zur Folge hat. Hinzu kommt, dass der Gesetzgeber» – das sind wir – «im laufenden Abstimmungskampf in eine Gesetzesvorlage eingreift ...» Herr Finanzdirektor Wanner war ja heute in der WAK, sodass mindestens die Kommissionsmitglieder seine Stellungnahme kennen; ich kann darauf verweisen.

Der Bundesrat betont, er müsse Klarheit schaffen. Klarheit wäre nötig, Herr Bundesrat, und ich fürchte, dass Sie grimmig entschlossen sind, diese nicht herzustellen. Wenn es eine Klarheit vor dem Abstimmungstag des 16. Mai braucht, dann wäre es Klarheit darüber, wie genau das Sparpaket 2004 aussehen soll. Dann wissen nämlich die Stimmbürgerinnen und -bürger, ob sie sich das ganze Steuerpaket überhaupt leisten können oder nicht. Und wenn im Buch der Bücher schon geschrieben steht: «Eure Rede aber sei: Ja, ja; nein, nein», dann würde ich sagen: Wenn der Bundesrat die Katze bezüglich des Sparprogramms 2004 nicht rechtzeitig vor dem 16. Mai aus dem Sack lässt, habe ich den Verdacht, dass das Herstellen von Klarheit bei dieser Botschaft 04.017 eigentlich eher ein Ablenkungsmanöver als etwas anderes ist.

Hier stehe ich und kann nicht anders: Ich werde dieser Geschichte nicht zustimmen, denn ich halte sie aus verschiedensten Gründen für so verunglückt, dass daran auch nichts mehr korrigiert werden kann.

**Fetz Anita (S, BS):** Ich möchte Ihnen einmal ganz kurz im Basler O-Ton berichten, was passiert, wenn es um diese Vorlage geht. Wenn ich in Basel unterwegs bin, dann – das ist ja jetzt ein Riesenthema – werde ich dauernd angemacht: «Was macht ihr in Bern eigentlich für ein Puff?» Dann stehe ich da und versuche den Leuten zu erklären – jetzt einmal neutral und unabhängig davon, ob ich jetzt für oder gegen das Steuerpaket bin –, wie der Verlauf ist. Jetzt drücke ich es vornehm ständerätlich aus: Ich denke – und nicht nur ich –, unsere politischen Institutionen und Behörden handeln sich mit diesem Vorgehen ein massives Glaubwürdigkeitsproblem ein.

Ich zähle jetzt nicht nochmals alle Gründe auf, die dagegen sprechen. Aber ich muss Ihnen schon sagen: Wenn man ein bisschen zurückblickt, dann muss man einfach feststellen, dass dieses Steuerpaket von Anfang an unter einem schlechten Stern stand, und zwar hatte das meiner Meinung nach auch damit zu tun, dass es einfach durchgeboxt werden sollte.

Es gab nämlich ursprünglich einmal einen Konsens, der sogar bis zur Linken reichte: Man will die Familien entlasten. Aber was ist daraus gemacht worden? Man hat die kalte Progression vergessen; man hat das Paket beim Wohnei-

gentum unseriös aufgestockt, ohne den Systemwechsel seriös umzusetzen; man hat die finanziellen Auswirkungen auf die Kantone nicht berücksichtigt – und, und, und. Das ist jetzt eigentlich nur noch das i-Tüpfelchen, das hier aufgesetzt wird.

Ich habe vorhin versucht zu zählen: Ich habe mich bis jetzt mit fünf Varianten auseinander setzen müssen, um diesen Ausgleich der kalten Progression in irgendeiner anständigen Form formulieren zu können. Es gab die Variante Entwurf des Bundesrates, die Variante Beschluss des Nationalrates, jetzt gibt es die Variante Antrag der Mehrheit der Kommission des Ständerates, und Herr Frick hat auch noch eine nicht formulierte Variante genannt, die offenbar in der Kommission auch noch besprochen worden ist. Dann kommt eine Formulierung heraus, die ich schon als hoch engagierte Parlamentarierin kaum verstehen, geschweige denn den Bürgern und Bürgerinnen vermitteln kann.

Das ist einfach so; das führt einfach zu einer Politikverdrossenheit. Natürlich bin ich eine Gegnerin des Steuerpaketes; ich komme ja aus einem Kanton, der das Kantonsreferendum ergriffen hat. Aber ich denke, dieses Vorgehen ist, unabhängig von dieser Differenz, schädlich für uns.

Ich meine, Frau Sommaruga hat einen Ausweg aufgezeigt, wie man in der Sache fair bleiben kann. Man kann sagen: Wie auch immer es herauskommt – die kalte Progression wird ausgeglichen, aber Handlungsbedarf besteht erst nach dem 16. Mai. Das scheint mir eine gute, eine vertretbare Sache, die auch gut verstanden wird. Deshalb bitte ich Sie, mindestens diesem – ich habe den Ausdruck jetzt gelernt – «Nichteintretensantrag mit Rückweisungspotenzial oder mit Rückweisungsorientierung» zuzustimmen.

Am meisten ärgert mich ehrlich gesagt – und das ist mein Schlussatz, weil es ja schnell gehen muss; in dieser Sache muss es die ganze Zeit schnell gehen –, wenn ich unterwegs bin und versuchen muss, das zu erklären: Die Leute sagen immer wieder, nirgends sonst, auch nicht im Sport, ändere man während des Matches die Regeln. Das wird hier gemacht: Hier werden die Regeln während des Matches geändert. Das schafft kein Vertrauen, sondern, im Gegenteil, es öffnet das Tor für einen Präzedenzfall, für neue Interpretationen. Durch dieses Vorgehen werden wir vielleicht in Zukunft sogar belastet werden. Das, obwohl es nicht mal nötig wäre. Man könnte nämlich bis zum 16. Mai abwarten und dann die kalte Progression ausgleichen.

**Béguelin Michel (S, VD):** Nous sommes la Chambre des cantons. L'intérêt des cantons est donc par définition absolument prioritaire dans notre conseil; c'est notre raison d'être. Mon intervention a pour but de rappeler cette évidence.

Les collègues Lauri et Germann, entre autres, ont très bien décrit l'ambiance qui règne au sein des cantons, mais avec des termes, je dirai, diplomatiques. Parce que d'après les échos qui me parviennent de mon canton, le canton de Vaud, je peux vous dire qu'il s'agit de colère et d'indignation. Cette colère est alimentée surtout par l'aspect du véritable scandale institutionnel – le mot n'est pas trop fort – concernant les violations de la Constitution et des procédures en vigueur imposées finalement par la majorité de droite.

En effet, il faut rappeler que le paquet fiscal viole la Constitution dès le départ, comme les cantons l'ont démontré à propos de la suppression de la valeur locative. Cette composante avait été rajoutée au dernier moment, juste à la veille des élections fédérales, sans que les cantons aient été consultés. Et maintenant, on ajoute encore, en urgence, une fois encore sans consulter les cantons, alors que la campagne en vue du scrutin a déjà commencé, la disposition sur la correction de la progression à froid, fixée par une nouvelle loi soumise au référendum, etc. Tout a déjà été dit sur cette dérive. Mais on atteint là vraiment des sommets de ce qu'il faut bien appeler une manipulation, et des sommets de l'absurde aussi.

Vous me direz que la manipulation peut s'oublier facilement. C'est vrai! Par contre, la perte de crédibilité et la perte de confiance laissent des traces profondes, aussi bien à l'égard

des cantons et de leurs autorités qu'à l'égard des citoyens. Pour ceux-ci, les méthodes que le Conseil fédéral et la majorité de droite du Parlement introduisent ainsi en droit d'urgence, alors qu'objectivement rien ne presse – nous ne sommes pas en état de guerre! –, relèvent vraiment de moeurs de républiques bananières. La Suisse et ses institutions démocratiques modèles, son culte de l'Etat de droit, sont vraiment tournés en ridicule comme jamais. Comme l'a dit notre collègue Leuenberger, c'est une triste première!

Tout à l'heure, dans le débat sur l'interpellation Büttiker, on a beaucoup parlé de «Treu und Glauben» à propos de l'Union européenne; j'aimerais bien que la Chambre des cantons commence par appliquer ce principe à l'égard des cantons. Parce que la question qui se pose maintenant est très claire: la Chambre des cantons va-t-elle écouter les cantons et les 71 conseillers d'Etat de tous les partis qui combattent le paquet fiscal et les manoeuvres qui l'entourent ou bien la Chambre des cantons va-t-elle renier sa raison d'être et s'aplatir devant une majorité empêtrée dans un paquet fiscal surchargé? Pour l'honneur et la crédibilité de notre conseil, j'espère que le premier terme de l'alternative l'emportera.

Je vous invite à défendre l'intérêt des cantons et à suivre ainsi la proposition de la minorité.

**Stadler Hansruedi (C, UR):** Als Nichtkommissionsmitglied kann man nach den zum Teil sehr ausführlichen Voten lediglich noch eine Kurzbeachtung aus einer Art Vogelperspektive – dafür mit Distanz – anstellen. Ich erlaube mir eine einzige Bemerkung, die ich loswerden muss; bei der langen Rednerliste muss vielleicht die ganze Sache ausgesessen werden.

Ich habe mich in den letzten Tagen gefragt, warum über etwas gestritten wird, das eigentlich alle wollen. Ich habe in diesem Haus niemanden getroffen, der die kalte Progression nicht irgendwie ausgleichen will. Wir haben nun schon viel Geschirr bei den Kantonen zerschlagen und bei der Bevölkerung eine fast irreparable Verwirrung erzeugt. Bei diesem Geschäft bin ich geneigt zu sagen: «Aus dem Chaos sprach eine Stimme: 'Sei glücklich und froh, es könnte schlimmer sein.' Ich war glücklich und froh, und es kam schlimmer.»

Schaffen wir deshalb wieder etwas Klarheit und tragen wir wenigstens zu mehr Transparenz bei einer Abstimmungsfrage bei, über die das Volk nächstens zu entscheiden hat. Das ist unser Minimalauftrag, den wir heute zu erfüllen haben. Das heisst nun allenfalls auch, auf eine Vorlage einzutreten und sie zu verabschieden, obwohl sie unnötig ist, weil das Gesetz den Ausgleich der kalten Progression schon heute so oder so vorschreibt. Mindestens so viel habe ich auch begriffen. Die Bürgerinnen und Bürger sind dann schon mündig genug, unsere Abstimmungsvorlagen auch in ein politisches und finanzpolitisches Umfeld zu stellen und sich eine eigene Meinung zu bilden.

Zum höchsten Gut von uns Parlamentarierinnen und Parlamentariern – da gehe ich mit Frau Kollegin Fetz einig – gehören die Glaubwürdigkeit und das Vertrauen. Solche Übungen, wie wir sie heute im Dringlichkeitsrecht über die Bühne jagen, zerstören unsere Glaubwürdigkeit und stellen infrage, ob wir das gesetzgeberische Handwerk überhaupt beherrschen. Wir hatten in der Vergangenheit genügend Beispiele, wo man die gleiche Frage stellen konnte. Wir haben das Mietrecht «verschlimmbessert», wir haben die KVG-Revision jahrelang hin und her geschoben und dann an den Absender zurückgesandt. Insofern wird uns mit dieser Vorlage auch ein Spiegel unseres gesetzgebenden Handwerks vorgehalten. Wir können heute nur noch sagen: Keine Vorlage ist unnützlich, sie kann immer noch als schlechtes Beispiel dienen!

Ich komme trotzdem zu einem anderen Schluss als Frau Fetz. Wenn wir einen kleinen, minimalen Beitrag zur Klärung leisten wollen, so gibt es meines Erachtens – unabhängig davon, ob man für oder gegen die Steuervorlage ist – keine Alternative zu einer solchen Klärung und zum Eintreten. Eine Klärung vor dem 16. Mai durch das Parlament – ich be-

tone: durch das Parlament und nicht durch den Bundesrat –, nachdem das alles angezettelt wurde, sind wir den Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern schuldig.

Deshalb bin ich für Eintreten auf diese Vorlage.

**Schwaller Urs (C, FR):** In Sachen Notwendigkeit und Verständlichkeit gesetzgeberischer Arbeit habe ich schon einiges gesehen. Zumindest in zwei oder drei Fällen war die kantonale Exekutive meines Standes Freiburg nicht völlig unschuldig daran, dass am Schluss eigentlich niemand so genau erklären konnte, warum denn eigentlich das Parlament tätig wurde. Gleich wird es dem Stimmbürger in der Abstimmung im Mai mit der vorliegenden Vorlage gehen, was mir als Gegner des Steuerpaketes ja eigentlich nur recht sein kann.

In der Finanzkommission habe ich mich letzte Woche für eine Vorwärtsstrategie ausgesprochen, in der Überzeugung, damit etwas zur Klärung beizutragen. Was nun herausgekommen ist und uns heute vorgelegt wird, geht in die entgegengesetzte Richtung. Der Versuch einer Klärung ist im Endergebnis ein untauglicher Versuch, ein nicht überzeugendes Steuerpaket nachzubessern. Die Verunsicherung vor der Abstimmung am 16. Mai dürfte nach dieser Woche noch grösser sein. Einfacher wäre es auf jeden Fall gewesen – wenn überhaupt –, wenn das Parlament nur den Grundsatz wiederholt hätte, dass die kalte Progression bei Erreichen der 7-Prozent-Grenze auszugleichen sei. Es ist aber anders herausgekommen. Dies ist das Erste.

Zum Zweiten – dies wurde auch bereits zweimal gesagt – scheint es mir zusammen mit den Kantonen zumindest zweifelhaft zu sein, wenn wenige Wochen vor einer Volksabstimmung ein Gesetz beschlossen wird, dessen Referendumsfrist am Tag der Abstimmung über das Steuerpaket noch nicht einmal abgelaufen sein wird. Es ist richtig, dass die Kantone nicht gegen den Aufschub des Inkrafttretens opponiert haben. Dieser Aufschub war aber notwendig, weil es vom Vollzug her nicht anders ging.

Zum Dritten und Letzten leuchtet mir auch als Noch-kantonal-Finanzdirektor, der mit verschiedenen Steuergesetzesrevisionen konfrontiert war, nicht ein, dass auf völlig neuen Tarifen oder auf Tarifen, die um viele Tausend Franken erhöht wurden, plötzlich auch noch eine kalte Progression auszugleichen werden soll. Welche Bestimmung schreibt diese Auffassung denn eigentlich vor? Die Antwort suche ich noch! Bei all diesen sachlich und inhaltlich neuen Tarifen sind doch die Zähler mit dem neuen Gesetz auf null gestellt worden. Die Progression ist nur auf jenen Tarifen und Abzügen auszugleichen, die nicht geändert worden sind. Auf jeden Fall haben wir das immer so gehandhabt.

Wie Sie hören, bin ich von der Vorlage wenig begeistert. Weil ich aber in der Finanzkommission eine Vorwärtsstrategie eigentlich zur Klärung des Zahlensalats unterstützt habe, werde ich trotz allem für Eintreten auf die Vorlage stimmen, nicht aber für den Antrag der ständerätlichen Kommission. Ich hoffe noch immer darauf, dass wir zumindest noch einen kleinen Schritt in Richtung einer besseren Information der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger machen. Ich sage Ihnen auch, dass die Haltung von Kollege Lauri am Schluss auch meine sein könnte.

**Epiney Simon (C, VS):** Ce projet me laisse à mon tour un goût amer pour deux raisons principales.

D'une part, premièrement, sur le plan juridique, ce projet n'est pas nécessaire. En effet, il n'y a pas matière à interprétation en recourant aux quatre méthodes traditionnelles d'interprétation. Le texte est clair; l'article 128 alinéa 3 de la Constitution, de même que l'article 215 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct ne laissent pas de marge d'appréciation. Deuxièmement, les travaux préparatoires ont démontré clairement qu'il n'y avait aucun lien entre le but de la loi, qui consistait en particulier à réduire la charge fiscale, et la nécessité de compenser le renchérissement. Troisièmement, le but de la loi était clair. Quatrièmement, la systématique de la norme ne laissait également aucun doute. Dès lors, le

Conseil fédéral n'avait pas à soulever ce lièvre. Dès que l'inflation atteint le seuil de 7 pour cent, il doit adapter les barèmes et les déductions fiscales afin de maintenir le pouvoir d'achat du contribuable. Le mandat est clair, il est transparent. Le Conseil fédéral est investi d'une mission qui consiste à respecter la Constitution et la loi et donc à compenser les effets pervers de l'inflation.

D'autre part, sur le plan politique, ce projet nous met mal à l'aise. Le Conseil fédéral «a fait tout faux» en couplant ce projet au paquet fiscal. Il a voulu jouer en quelque sorte au pompier du paquet fiscal, sans se douter qu'il allait finalement devenir le pyromane. Le peuple veut de la clarté et de la transparence. Il vient de sanctionner par trois non clairs des projets compliqués. Alors, voulons-nous – c'est la question qu'on doit se poser aujourd'hui – continuer à nous faire hara-kin par un score de six à zéro au mois de mai?

La compensation de la progression à froid est un dû; ce n'est pas un cadeau pour faire passer en quelque sorte un paquet fiscal que l'on pressent dorénavant comme mal ficelé et bricolé. Ce qui nous gêne par-dessus tout, c'est de constater aujourd'hui que, si le Parlement avait pensé aux effets pervers, mais logiques, de la progression à froid, cela ne fait aucun doute qu'il aurait élaboré un autre paquet fiscal et évité de la sorte un gâchis indescriptible vis-à-vis des cantons.

Dès lors, en ce qui me concerne, je m'abstiendrai de soutenir ce projet superflu sur le plan juridique et tendancieux sur le plan politique, car manifestement présenté pour tenter d'éteindre un sinistre alimenté par la contestation cantonale.

**Merz** Hans-Rudolf, Bundesrat: Sie haben in dieser sehr interessanten und hoch stehenden Debatte viel Kritik und viel Selbstkritik ausgeteilt. Ich muss Ihnen sagen, dass ich das verstehe und dass ich diese Kritik auch teile. Ich habe kurz nach Antritt des Amtes alle meine Dossiers einmal angeschaut und geröntgt. Da bin ich in einem Dossier über das Entlastungspaket 2004 – unter ersten Ideen, die im Oktober und Dezember 2003 im Bundesrat gewälzt wurden, unter zahlreichen Vorschlägen auf der Ausgaben- und auf der Einnahmenseite – auf eine Passage gestossen, die lautete, wir könnten doch einmal den Ausgleich der kalten Progression auslassen. Das hätte zur Folge, dass wir 900 Millionen Franken gewinnen würden, aber wir müssten dazu die Verfassung ändern.

In diesem Augenblick kam für mich die Frage auf: Wer ist glaubwürdig? Derjenige, der so etwas entdeckt, schweigt und nicht handelt? Dann muss man zwei Jahre später, wenn das Paket angenommen ist, den steuerzahlenden Stimmbürgerinnen und Stimmbürgern erklären: Weil alles anders ist als vorher – alle Abzüge, alle Tarife –, kann die kalte Progression nicht mehr ausgeglichen werden. Das ist, wie wenn Sie ein Wäscheil aufhängen wollen, und auf beiden Seiten sind die Haken nicht mehr da. Dann hätten Sie mir hier gesagt: Wo ist da die Glaubwürdigkeit, wenn einer ein Problem entdeckt und es verschweigt? Das habe ich nicht gemacht. Ich mache keinerlei Schuldzuweisungen. Es ist gesagt worden: Vielleicht haben wir alle – ich war ja auch sieben Jahre in Ihrem Rat – in dieser Hinsicht Fehler gemacht; ich weiss es nicht.

Aber ich sage Ihnen: Das ist ein Problem, das Sie lösen müssen. Sie können nicht nur einfach freiwillig etwas daran verändern. Sie müssen es deshalb lösen, weil die Bundesverfassung sagt, dass die kalte Progression – die Teuerung – ausgeglichen werden muss. Das ist ein verfassungsmässiger Anspruch der Steuerzahlenden! Das Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer besagt in Artikel 215, dass man sie immer dann ausgleichen muss, wenn 7 Prozent Teuerung eingetreten sind.

Nun stehen wir vor folgender Situation: Wenn dieses Steuerpaket am 16. Mai angenommen würde, geschieht das, bevor diese 7 Prozent Teuerung aufgelaufen sind, und das Problem besteht jetzt darin, dass dem Gesetz nicht entnommen werden kann, wie dieser Ausgleich nach einer umfassenden Gesetzesrevision gehandhabt werden soll, wo alle Abzüge,

alle Tarife anders sind und wir zum Teil, wie bei der Wohneigentumsbesteuerung, sogar neue Systeme haben. Das steht nirgends im Gesetz, da können Sie hinten und vorne lesen, wie Sie wollen. Sie selber haben den Beweis geliefert; ich sage Ihnen dann, wie viele Vorschläge Sie in dieser Debatte gemacht haben! Jeder sagt, es müsse Klarheit herrschen, und wenn ich frage, wie, dann sagt der eine so, der andere so, der Dritte so. Das haben Sie nämlich auch gemacht; ich habe fünf Vorschläge notiert, wie man das machen soll. Das ist der Beweis dafür, dass wir hier vor einem Problem stehen, das wir lösen müssen, denn das Steuerpaket ist eine umfassende Gesetzesrevision. Es wird ein völlig neuer Einkommenstarif eingeführt; es gibt neue Abzüge, und der einzige, der bestehen blieb, den erhöhen wir im Übrigen noch. Es bleibt also kein Stein auf dem anderen.

Nach der Zustimmung zum Steuerpaket kann man die kalte Progression nicht mehr ausgleichen. Ich sage das dreimal, denn dann hätten wir das viel grössere Problem! Somit wusste ich also, dass es für uns alle unangenehm wird.

Das führt zu einer merkwürdigen Situation. Alle sagen – auch Sie alle haben es gesagt –, man müsse die Progression ausgleichen. Aber es sagen auch alle, man müsse Klarheit schaffen. Und was ist, wenn ich dann frage, wie? Herr Epiney hat eine Antwort gegeben, Herr Schwaller hat eine Antwort gegeben, das Bundesamt für Justiz hat eine Antwort gegeben, Herr Berset hat eine Antwort gegeben, Frau Fetz hat eine Antwort gegeben. Und diese Antworten waren alle unterschiedlich – alle! Deshalb besteht die Notwendigkeit, dass wir jetzt eine definitive Antwort geben.

Auch unter den Juristen gibt es übrigens keine einheitliche Meinung. Die einen sagen, mit dem Steuerpaket sei die kalte Progression ausgeglichen – das ist die Meinung des Bundesamtes für Justiz gewesen –, die anderen sagen, man könne das dann nach der Abstimmung regeln; wie, ist dann ja egal, wenn es nur vorbei ist. Und dazwischen finden Sie einfach alles. Ich verstehe natürlich sehr wohl, dass man jetzt in einer schwierigen Lage ist, denn das Verfahren – darauf komme ich noch – ist wirklich nicht optimal gelaufen. Das ist eindeutig.

Wichtig ist für mich, dass wir das Problem lösen müssen und dass wir über das Wie Klarheit schaffen müssen. Klarheit heisst – damit komme ich zu Frau Fetz –: Es ist nicht eine Änderung der Spielregeln. Der Schiedsrichter weiss, wann Offside ist, aber wenn es eintritt, muss er entscheiden, dass Offside ist, und dann muss er das Spiel unterbrechen und darf nicht neue Offside-Regeln aufstellen. Das tun wir auch nicht. Wir müssen nur sagen, wie der Rhythmus, der Ausgleich, die Zinsannahmen, die Tarife und die Abzüge – und das alles unter dem Aspekt des Belastungsausgleiches – zu regeln sind, ohne dass wir das Steuerpaket materiell verändern. Darin besteht die grosse Kunst.

Ich habe es auch in den vorberatenden Kommissionen gesehen: Dieser Aspekt des Belastungsausgleiches mit den Tarifen wird von vielen nicht verstanden. Auch in den Gutachten – z. B. im Gutachten von Xavier Oberson – hat man diese Nuance nicht gemacht. Und das war ja nicht niemand; das sind ja immerhin auch Rechtsprofessoren gewesen. Da liegen dann die Schwierigkeiten: dass man eben keine materiellen Veränderungen vornimmt. Und gerade diese «Belastungs-Gleichgewichtigkeit», die scheint mir eben wichtig: Sobald Sie an einem Ort Hand anlegen, bewegt sich an einem anderen wieder etwas, und diesen Mechanismus gilt es festzulegen.

Ich habe das Problem dem Bundesrat unterbreitet. Der Bundesrat war klar der Meinung: Hier geht es nicht einfach um einen Führungsentscheid. Wir hätten ja auch sagen können: Wir gleichen die Progression aus zwischen dem Moment, wo wir das Gesetz verabschiedet haben – das wäre 2003 –, und dem Inkrafttreten. Das wären dann auf diese Zeit berechnet 1,9 Prozent gewesen; das wäre eine Möglichkeit in Anlehnung an das Gutachten des Bundesamtes für Justiz. Die andere hätte darin bestanden, dass wir sagen: Wir schliessen ab, wir machen einen neuen Rhythmus Ende 2004, weil die 7 Prozent wahrscheinlich 2005 erreicht sein werden. Und dann machen wir es, wie in Artikel 215 DBG

vorgesehen, ein Jahr zurück und auf das Jahr 2007. Alle diese Varianten in der Auslegung sind möglich.

Dann hätten Sie uns wahrscheinlich kritisiert. Die einen hätten gesagt: Der Bundesrat hat sich übernommen, er ist zu weit gegangen. Die anderen hätten gesagt: Aber nein, da hätte man noch viel mehr machen können! Die Dritten hätten gesagt: Warum hat der Bundesrat uns das nicht vorher unterbreitet? Letztlich geht es, wie von Ihnen gesagt wurde, auch um 800 Millionen Franken. Herr Studer, Sie haben schon Recht: Wir diskutieren manchmal über Motionen oder Postulate, Kleinigkeiten – und hier geht's um 800 Millionen Franken!

Der Bundesrat wollte das nicht in eigener Kompetenz entscheiden, und er hat mein Departement beauftragt, Ihnen eine Vorlage mit Botschaft zu unterbreiten, und das ist am 5. März geschehen. Im Rahmen dieser Angelegenheit, Herr Leuenberger, ist es so, dass dieser Fall, dieser wirklich einmalige Fall, wenn man so sagen darf, eben schon vorgekommen ist – es ist keine Premiere –, und zwar hat es das schon einmal im Rahmen der Kernkraftgesetzgebung gegeben. Aber ich will damit nicht Propaganda machen; mir ist das ganze Vorgehen auch alles andere als angenehm.

Damit komme ich zum Verfahren. Das Verfahren ist durch die Dringlichkeit gekennzeichnet. Die nach Artikel 45 Absatz 2 der Bundesverfassung vorgeschriebene Information der Kantone konnte daher nicht rechtzeitig und nicht umfassend stattfinden. Zwar haben wir die Kantone, sobald wir das Problem erkannten und es auch thematisierten, sofort informiert. Aber ein ordentliches Vernehmlassungsverfahren ist das natürlich nicht, und ein solches hat auch nicht stattgefunden. Das ist ein Verfahrensmangel; ein Verfahrensmangel, für den ich mich auch hier bei den Kantonen noch einmal entschuldige. Das darf nicht Schule machen, darüber bin ich mir vollkommen im Klaren. Die Vertreter der Konferenz der Kantonsregierungen (KdK) sind heute dann angehört worden, es ist darüber berichtet worden. Sie haben das Vorgehen verurteilt, zu Recht, und der Kommissionspräsident hat die Anhörung in ihren Facetten zutreffend und in drei Punkten hier geschildert; ich möchte das nicht wiederholen.

Aber ich komme doch nicht ganz umhin, denjenigen unter Ihnen, die zu Parteien gehören, welche sich mit dem Gold der Nationalbank befassen, auch noch eines hinter die Ohren zu schreiben: Sie haben, noch bevor der Bundesrat eine Vernehmlassung gemacht hat, zum Teil öffentlich erklärt, ohne die Kantone zu konsultieren: Das überschüssige Bankgold – das sind auch 20 Milliarden Franken – gehört dann der AHV! Oder: Das gehört dann dem Bund! Oder: Das gehört dann dort- und dorthin. Was steht in der Bundesverfassung? Artikel 99 besagt, zwei Drittel der Gewinne der Nationalbank gehören den Kantonen. An diesen Artikel werde ich alle diejenigen, die jetzt über die Verletzung der Verfassung jammern, dann erinnern, wenn wir die Kantone wieder anhören müssen, wenn es um die Verteilung dieser Mittel geht – Klammer geschlossen.

Wenn die Abstimmung stattfindet und das Steuerpaket angenommen wird – was ich persönlich hoffe –, dann wird dieser formelle Fehler, der aufgrund der mangelhaften Anhörung der Kantone entstanden ist, korrigiert. Das Gesetz – das möchte ich hier ganz klar feststellen – würde dann in Kraft treten, es sei denn, dass man nachher das Referendum ergreift und eine weitere Volksabstimmung durchführt. Nun zu den Varianten: Die Fassung des Bundesrates, jene des Nationalrates und der heutige Antrag Ihrer WAK, den diese übrigens in einer sehr intensiven Kommissionsarbeit formuliert hat, liegen nahe beisammen. Das beweist auch, dass wir uns im Rahmen der Spielregeln bewegen. Es handelt sich nämlich nur um Alternativen. Wir haben zwei Alternativen. Die eine Alternative ist: Wir gleichen die kalte Progression nicht aus. Das ist im Grunde das, was das Bundesamt für Justiz in seiner Meinungsäusserung vorgeschlagen hat, indem gesagt wurde: Das Steuerpaket geht ohnehin schon weiter, und die kalte Progression kann als konsumiert betrachtet werden. Die andere Alternative ist: Wir machen es jetzt, unter dem Aspekt, dass das Steuerpa-

ket nach dem Auflaufen von 7 Prozent Teuerung in Kraft tritt. Insofern sind die Fassungen des Bundesrates und des Nationalrates und der Antrag Ihrer WAK sehr nahe beieinander. Es geht allen um folgende Anliegen:

1. Man will den vollen Ausgleich als Prinzip festlegen.  
2. Man will den bisherigen Ausgleichsrhythmus beibehalten, so, wie er schon mehrmals angewandt worden ist, das letzte Mal 1996.

3. Man will die Kinderabzüge und auch die Unterstützungsabzüge regeln und dabei eine Staffelformel anwenden, weil diese Abzüge eben zum Teil neu sind – das ist keine neue Spielregel, das ist die Interpretation der bestehenden Spielregel –, zwischen dem 31. Dezember 2004/1. Januar 2005 und dann bis zum 31. Dezember 2005, also in der Zeit, bis die 7 Prozent erreicht werden.

4. Man will alle übrigen Abzüge – die Berücksichtigung der Teuerung nach Inkrafttreten des Steuerpaketes – regeln.

Nun ist in der WAK Ihres Rates heute noch ein Element neu dazugekommen, nämlich die Regelung des Haushaltabzuges für Alleinstehende. Und diese Kategorie von Steuerpflichtigen wollte der Gesetzgeber, wollten wir im Steuerpaket ausdrücklich nicht schlechter stellen. Und weil, wie ich sagte, der Mechanismus im Ausgleichen von Tarif und Abzügen besteht, ist eben diese Gefahr aufgetaucht. Das konnten wir jetzt noch beheben. Hier liegt eine Präzisierung gegenüber dem Entscheid des Nationalrates vor. Aber es ist eine Präzisierung im Rahmen der gleichen Philosophie.

Ich komme zu den finanziellen Auswirkungen. Die vorliegende Variante, die Ihnen die WAK jetzt präsentiert, führt im Steuersoll – das ist das Jahr, in dem die Steuern eingeschätzt werden, das Jahr 2007 – zu Mindereinnahmen von 631 Millionen Franken. Das ist die Frage, die auch Herr Leuenberger unter anderem gestellt hat, nämlich jene nach den Auswirkungen auf die Finanzrechnung des Bundes, nach den Mindereinnahmen in der Bundeskasse. Sie fallen erstmals im Jahr 2008 mit 182 Millionen an und dann im Jahr 2009 mit dem grossen Betrag, mit 815 Millionen Franken. Dieser Unterschied ergibt sich aus der Art, wie man die Steuern erhebt. Man weiss einfach ungefähr, wie viel prozentual nach dem Solljahr in die Bundeskasse fliesst. Der Ausgleich der kalten Progression belastet mithin die Finanzplanung der laufenden Legislatur, in der wir jetzt drin sind, nicht, sondern das wird dann erst in der nächsten Legislatur kommen. Auf die Kantons- und Gemeindesteuern hat der Antrag keinen Einfluss. Hingegen – das ist natürlich der Punkt, der bei den Kantonen mit Recht zu grossen Bedenken und zum Teil auch zu Opposition geführt hat – sind die Kantone über ihren dreissigprozentigen Anteil an der direkten Bundessteuer betroffen, und zwar mit grossen Beträgen; sie sind genannt worden. Dieser Anteil zerfällt in einen Kantonsanteil von 17 Prozent und in einen Finanzausgleichsanteil von 13 Prozent.

Das ist an sich ein Thema, das nicht unbedingt zum Ausgleich der kalten Progression gehört, aber ich kann es mir nicht verkneifen, hier auch noch eine Bemerkung zu machen. Die Situation bei den Kantonen ist innerkantonal doch auch wieder etwas unterschiedlich. Als damals jenes Bundesgerichtsurteil gefällt wurde, in dem es darum ging, die Beseitigung der Ungleichbehandlung zwischen Konkubinat- und Ehepaaren auf die Schiene zu bringen, haben die Kantone geschaltet. Das waren die Hausaufgaben. Einige Kantone haben sie gemacht, andere haben sie nicht gemacht. Diejenigen, die sie nicht gemacht haben, sind natürlich heute in einer schwierigeren Lage. Das muss man hier leider auch einmal ganz klar sagen.

Ferner gibt es Kantone, die den Ausgleich der kalten Progression auf ihren Kantonssteuern in einem kürzeren Rhythmus stattfinden lassen, als das der Bund gemäss Artikel 215 DBG mit 7 Prozent macht, z. B. den Kanton Tessin, wo das jährlich stattfindet. Das gibt dann eben auch unterschiedliche Befindlichkeiten. Diesen können wir bedingt Rechnung tragen. Aber das sind natürlich Sachverhalte, die bei den Kantonen schon lange bekannt waren. Denn dieses Paket ist auch schon lange unterwegs; das wurde mit Recht gesagt.

Das Abstimmungsbüchlein konnte aus Gründen, die von der Bundeskanzlei dargelegt wurden, nicht mehr zurückgehalten werden. Es ist in der Tat natürlich nicht optimal, dass wir nicht die letzte Lösung in das Abstimmungsbüchlein schreiben können. Der Text lautet deshalb einleitend: «Bei der Drucklegung dieser Abstimmungserläuterungen war die Frage des Ausgleichs der kalten Progression noch nicht abschliessend entschieden.» Das ist die Situation, in der wir stehen. Das ist die Wahrheit. Es hat schon Abstimmungsbüchlein über die Frage gegeben, ob die Gelder von Spielbanken der AHV gehören oder nicht, wo man im Nachhinein unter materiellen Gesichtspunkten auf solche Texte zurückkommen musste, was ich für den vorliegenden Fall nicht hoffe.

Ich verstehe durchaus, dass Sie an dieser Vorlage keine Freude haben. Auch ich hatte und habe keine Freude daran. Aber ich bitte Sie, dieses Problem zu lösen – wie auch immer. Was immer Sie entscheiden: Am Schluss besteht Klarheit. Und dann können wir den Stimmenden und den Steuerzahlenden sagen: Das Parlament hat beschlossen, die Progression – gleich die Teuerung – auszugleichen. Punkt. Dann weiss jedermann, was das für ihn selber bedeutet, denn dort endet es nämlich: beim individuellen Steuerzahler.

In diesem Sinne ersuche ich Sie, auf diese Vorlage einzutreten und sie im Sinne der Kommission zu verabschieden.

**Präsident** (Schuesser Fritz, Präsident): Frau Sommaruga, ich gehe davon aus, dass der Antrag der von Ihnen vertretenen Minderheit zurückgezogen worden ist. Ist das richtig?

**Sommaruga** Simonetta (S, BE): Ich halte meinen Antrag aufrecht. Ich sagte, dass es eine Art Nichteintretensantrag sei, allerdings einer mit einem klaren Auftrag an den Bundesrat.

**Präsident** (Schuesser Fritz, Präsident): Der Antrag ist also mit einem Auftrag verbunden, mit einer Vorlage zurückzukommen; das wäre Rückweisung. Wir stimmen zunächst über den Nichteintretensantrag der Minderheit Berset ab.

*Abstimmung – Vote*

Für Eintreten .... 26 Stimmen

Dagegen .... 9 Stimmen

**Präsident** (Schuesser Fritz, Präsident): Wir stimmen nun über den Rückweisungsantrag der Minderheit Sommaruga ab.

*Abstimmung – Vote*

Für den Antrag der Minderheit .... 9 Stimmen

Dagegen .... 29 Stimmen

## **Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer** **Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct**

*Detailberatung – Discussion par article*

### **Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Art. 215a**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

### **Titre et préambule, ch. I introduction, art. 215a**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

*Angenommen – Adopté*

### **Übergangsbestimmung Art. 205b**

*Antrag der Kommission*

*Titel*

Ausgleich der Folgen der kalten Progression im Zusammenhang mit den Änderungen vom 20. Juni und vom 19. Dezember 2003

### **Abs. 1**

Der Bundesrat passt in Anwendung von Artikel 215 Absatz 2 die in Frankenbeträgen festgesetzten Abzüge sowie die Tarifstufen der Teuerung an.

### **Abs. 2**

Die Abzüge nach den Artikeln 212 Absatz 1 Buchstabe c und 213 Absatz 1 Buchstaben a und e werden an die Teuerung angepasst, die seit dem 31. Dezember 2004 aufgelaufen ist. Für die Anpassung des Kinderabzuges und des Unterstützungsabzuges wird die seit dem 31. Dezember 1995 eingetretene Teuerung berücksichtigt; als Basis dienen die Beträge dieser Abzüge für die einjährige Gegenwartsbemessung gemäss dem für die betreffenden Kalenderjahre geltenden Gesetz. Die Anpassung der Tarifstufen nach Artikel 214 und des Abzuges nach Artikel 213 Absatz 1 Buchstabe d berücksichtigt die seit dem 31. Dezember 1995 eingetretene Teuerung. Die Beträge sind auf 100 Franken auf- oder abzurunden.

### **Abs. 3**

Nicht angepasst werden die Frankenbeträge bei den Abzügen zur Wohneigentumsbesteuerung gemäss Artikel 32 Absatz 3 und Artikel 33 Absatz 1bis.

## **Disposition transitoire art. 205b**

*Proposition de la commission*

*Titre*

Compensation de la progression à froid liée aux modifications des 20 juin et 19 décembre 2003

### **Al. 1**

Le Conseil fédéral adapte les déductions opérées en francs et le barème conformément à l'article 215 alinéa 2.

### **Al. 2**

Les déductions prévues aux articles 212 alinéa 1 lettre c et 213 alinéa 1 lettres a et e sont adaptées à l'augmentation de l'indice suisse des prix à la consommation intervenue depuis le 31 décembre 2004. L'adaptation des déductions pour chaque enfant et pour chaque personne nécessaireuse tient compte de l'évolution de l'indice dès le 31 décembre 1995; elle prend pour base de calcul les montants de ces déductions prévues pour la taxation annuelle postnumerando par la loi en vigueur lors des années civiles concernées. L'adaptation du barème prévu à l'article 214 et de la déduction prévue à l'article 213 alinéa 1 lettre d tient compte de l'augmentation de l'indice dès le 31 décembre 1995. Les montants doivent être arrondis aux 100 francs supérieurs ou inférieurs.

### **Al. 3**

Ne sont pas adaptés les montants des déductions en francs prévues dans le cadre de l'imposition du logement au sens des articles 32 alinéa 3 et 33 alinéa 1bis.

**David** Eugen (C, SG), für die Kommission: Sie finden auf Seite 2 der Fahne die beiden Formulierungen des Nationalrates und der Ständeratskommission. Ich werde insbesondere jene Formulierungen erläutern, die von dem abweichen, was im Nationalrat beschlossen worden ist.

Die Ständeratskommission schlägt Ihnen als Erstes einen neuen Ort für diese Bestimmung vor, nämlich Artikel 205b des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer. Dort sind die Übergangsbestimmungen für die natürlichen Personen festgelegt, in jenem Abschnitt des Steuergesetzes.

Ausserdem schlägt sie Ihnen einen neuen Titel für diese Bestimmung vor, der lautet: «Ausgleich der Folgen der kalten Progression im Zusammenhang mit den Änderungen vom 20. Juni und vom 19. Dezember 2003.» Dieser Titel bringt zum Ausdruck, dass diese Bestimmung nur einmal angewendet wird, nämlich jetzt für den unmittelbar bevorstehenden Fall des Ausgleichs der kalten Progression. Nachher gilt wieder vollumfänglich Artikel 215 des Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer. Dies ist also eine Einmal-Regelung, und daher gibt es auch diese Übergangsbestimmung an diesem Ort.

Zu Absatz 1: Absatz 1 enthält den Grundsatz, dass das geltende Recht anzuwenden ist, Artikel 215 Absatz 2. Das

heisst insbesondere, dass die Anwendung erfolgt, wenn die 7-Prozent-Grenze überschritten ist. Das besagt der Grundsatz in Absatz 1. Der stimmt mit dem Grundsatz überein, wie er vom Nationalrat beschlossen worden ist, in redaktionell etwas verbesserter Form. Die redaktionellen Verbesserungen – das möchte ich auch klar sagen – kommen von der Steuerverwaltung, von den Fachleuten, die feststellen, dass der Text so klar formuliert werden muss – im Grundsatz in Absatz 1.

Zu Absatz 2: Absatz 2 enthält jetzt quasi die Präzisierung, wie der Grundsatz gemäss Absatz 1 vom Bundesrat auszuführen ist. Er besagt zunächst in einem ersten Punkt, dass die neuen Abzüge ab 1. Januar 2005 ausgeglichen werden. Wahrscheinlich wird die Teuerung hier etwa 1,1 Prozent betragen. Dies betrifft folgende Abzüge: den Kinderbetreuungsabzug, den allgemeinen Abzug und den so genannten Alleinerzieherabzug. Die Vorlage geht davon aus, dass die neuen Abzüge, die wir beschlossen haben, nur für die Zeit ab dem 1. Januar 2005 ausgeglichen werden, bis zum Zeitpunkt, wo diese Limite dann eben überschritten ist. Das ist der erste Satz.

Der zweite Satz besagt, dass für die alten Abzüge – das sind der Kinderabzug und der Unterstützungsabzug; das sind Abzüge, die bereits bestehen – Folgendes gilt: Hier wird jener Teil, der im alten Recht zwischen 1995 und 2004 bestanden hat, voraussichtlich um 6,5 Prozent angepasst. Der erhöhte Abzug ab dem Jahr 2005 wird nur um 1,1 Prozent angepasst. Das heisst am Beispiel des Kinderabzuges: Auf 5600 Franken belief sich der alte Abzug; dieser Teil des Abzuges wird korrigiert um 6,5 Prozent. Nachher werden zu den 9300 Franken, zum erhöhten Abzug, 1,1 Prozent dazugerechnet. Das ist die so genannte Staffelrechnung. Der Nationalrat hat diese Rechnung beschlossen, wonach man so – mit dieser Abgrenzung – ausgleicht; er hat es im Gesetz aber nicht klar und eindeutig gesagt. Unsere Lösung bedeutet keine materielle Änderung gegenüber dem Nationalratsbeschluss, aber sie hält das jetzt ausdrücklich so im Gesetz fest.

Der dritte Satz, den Sie in diesem Absatz finden, besagt, dass der Ausgleich auf den Tarifen ab dem 1. Januar 1996 mit 7,6 Prozent erfolgt. Insbesondere hält er fest – das ist die kleine Veränderung gegenüber dem, was der Nationalrat beschlossen hat –, dass der Alleinstehendenabzug von 11 000 Franken eine Tarifmassnahme ist und dieser Abzug daher um 7,6 Prozent ausgeglichen werden muss. Das heisst, wenn diese Teuerung eintritt, wird der Alleinstehendenabzug nachher 11 800 Franken ausmachen. Diese Korrektur ist deswegen vorzunehmen, weil wir klar der Meinung waren – ich möchte das politisch nochmals unterstreichen –, dass das Steuerpaket nicht auf dem Rücken der Alleinstehenden finanziert werden darf. Das ist der Grundgedanke auch dieser Vorlage bezüglich des Ausgleichs der kalten Progression. Wenn wir das nicht konsequent machen würden, dann müssten die Alleinstehenden einen Teil der Kosten des Steuerpaketes tragen. Das wollen wir nicht; das haben wir nie gewollt. Es ist nichts Neues, aber es wird hier ganz klar festgelegt.

Der letzte Satz ist nur die Rundungsregel, wie sie bereits im geltenden Recht besteht.

Ich ersuche Sie, diesem Absatz zuzustimmen.

Zu Absatz 3: Dieser Absatz befasst sich mit der Spezialregelung für Wohneigentumsbesteuerung. Der Nationalrat hat entsprechend dem Entwurf des Bundesrates beschlossen, diese nicht anzupassen. Ihre Kommission hat nach ihrer Debatte dasselbe beschlossen – aus folgenden Gründen: Erstens tritt diese Regelung erst auf den 1. Januar 2008 in Kraft. Zweitens handelt es sich um einen neuen Abzug. Es würde also wieder die Regel gelten, dass nur 1,1 Prozent angepasst werden müssten – für den Horizont 2008, mit Wirkung im Jahr 2009. Wir haben festgestellt, dass dieser Abzug auch sehr geringfügige Auswirkungen hat, sowohl bei den Frankenbeträgen bei der unteren Limite des Unterhaltsabzuges wie auch bei den Frankenbeträgen des Zinsabzuges. Drittens haben wir festgestellt, dass dieser Antrag, so, wie er hier steht, keine Auswirkungen auf die Bundeskasse hat.

Aus all diesen Gründen haben wir uns entschlossen, Ihnen zu empfehlen, auch in diesem Punkt dem Nationalrat zuzustimmen.

*Angenommen – Adopté*

## Ziff. II

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

## Ch. II

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil national

**David Eugen** (C, SG), für die Kommission: Ziffer II befasst sich mit dem Referendum und der Inkrafttretensregelung. Hier haben wir keine Abänderungsanträge zu den Beschlüssen des Nationalrates und zum Entwurf des Bundesrates.

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes .... 25 Stimmen

Dagegen .... 9 Stimmen

**Präsident** (Schliesser Fritz, Präsident): Es sind 4 Enthaltungen zu verzeichnen.

*Schluss der Sitzung um 20.40 Uhr*

*La séance est levée à 20 h 40*

04.017

**Berücksichtigung  
der kalten Progression  
bei der Reform  
der Ehe-  
und Familienbesteuerung  
gemäss Steuerpaket.  
Bundesgesetz**

**Prise en compte  
de la progression à froid  
dans le cadre de la réforme  
de l'imposition du couple  
et de la famille prévue  
par le paquet fiscal.  
Loi fédérale**

*Différences – Divergences*

Botschaft des Bundesrates 08 03 04 (BBI 2004 1287)  
Message du Conseil fédéral 08 03 04 (FF 2004 1169)

Nationalrat/Conseil national 10 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 11 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)

Nationalrat/Conseil national 15 03 04 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 16 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17 03 04 (Différences – Divergences)

Nationalrat/Conseil national 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Ständerat/Conseil des Etats 19.03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)

Text des Erlasses (BBI 2004 1381)

Texte de l'acte législatif (FF 2004 1261)

**Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer  
Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct**

**Ziff. I Übergangsbestimmung Art. 205b**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

**Ch. I disposition transitoire art. 205b**

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

**Baader Caspar** (V, BL), für die Kommission: Namens der WAK des Nationalrates beantrage ich Ihnen, dem Beschluss des Ständerates zuzustimmen. Die WAK hat das mit 14 zu 0 Stimmen bei 7 Enthaltungen gemacht. Warum?

Die Lösung des Ständerates liegt an sich sehr nahe bei derjenigen des Nationalrates. Auch der Ständerat geht von der Idee des vollen Ausgleiches aus. Auch er hat die Regelung, wie wir das in diesem Rat getan haben, in eine Übergangsbestimmung aufgenommen. Und er hat die Prinzipien, die der Nationalrat festgelegt hat, übernommen, aber klarer formuliert. Wir waren ja der Auffassung, das liege in der Kompetenz des Bundesrates und es gehe darum, zuhanden der Materialien zu erklären, wie diese kalte Progression ausgeglichen werden soll. Der Ständerat hat die Lösung gewählt, die Art und Weise dieses Ausgleiches im Gesetz in dieser Übergangsbestimmung zu präzisieren. Dagegen ist aus der Sicht der Kommission nichts einzuwenden.

Es gibt damit keine inhaltliche Änderung gegenüber dem Steuerpaket, weil die Anpassung erst dann erfolgt, wenn die Teuerung die 7-Prozent-Limite erreicht. Und es gibt auch keine Änderung gegenüber dem nationalrätlichen Beschluss.

Es erfolgt eine Präzisierung beim Abzug für die Alleinstehenden. Und diese Korrektur ist richtig. Für diesen Abzug von 11 000 Franken wird die Teuerung voll ausgeglichen, weil er das Korrektiv ist zum neu eingeführten einheitlichen Tarif. Vorher hatten wir ja zwei Tarife, für die Ehepaare und für die Alleinstehenden, neu haben wir nur noch einen Tarif. Der Ständerat hat diesen Abzug von 11 000 Franken, diesen Haushaltabzug, ebenfalls voll indexiert.

Die Auswirkungen dieses Ausgleiches der kalten Progression, wie er jetzt vorliegt, auf die Bundeskasse sind folgende: Ab dem Jahr 2008 wird mit einem Minderertrag von 182 Millionen Franken gerechnet, ab dem Jahr 2009 mit einem solchen von 815 Millionen Franken. Hiezu ist aber zu sagen, dass so oder so gemäss Verfassung und gemäss Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer diese kalte Progression ab dem Jahr 2007 bzw. mit Wirkung auf die Bundeskasse ab dem Jahr 2008 hätte ausgeglichen werden müssen.

Sollte die Teuerung bereits im Jahr 2004 die 7-Prozent-Grenze erreichen, müsste dieser Ausgleich auch aufgrund des bisherigen Bundesgesetzes über die direkte Bundessteuer bereits per 1. Januar 2006 in Kraft treten. Das hätte die Konsequenz, dass die finanziellen Auswirkungen bereits im Jahr 2007 anfallen würden. In der Kommission wurde auch festgehalten, dass die Teuerung per Ende Dezember zu berechnen ist und dass allfällige Schwankungen während des Jahres keine Rolle spielen.

Aus all diesen Gründen bitte ich Sie, jetzt der Lösung des Ständerates zuzustimmen.

**Favre Charles** (RL, VD), pour la commission: Le Conseil des Etats a donc suivi la proposition de principe que nous avons faite en l'améliorant quelque peu et, je dirai, en la précisant. En effet, le Conseil des Etats a accepté que la disposition soit dans les dispositions transitoires de la loi. Ensuite, il a repris le principe général d'une compensation totale de la progression à froid et il a indiqué dans les détails les modes de traitement des différentes déductions et la différenciation entre les nouvelles déductions, qui seront indexées à partir du 31 décembre 2004, alors que les anciennes déductions seront indexées à partir du 31 décembre 1995.

Il a apporté une précision en ce qui concerne une déduction, la déduction pour personne seule. Celle-ci est une nouvelle déduction; elle sera néanmoins indexée à partir du 31 décembre 1995 par le fait du changement de barème – comme cela a été indiqué tout à l'heure – qui péjore quelque peu la situation des personnes seules, ce qui à aucun moment n'a été voulu par la commission. C'est la raison pour laquelle il faut indexer de façon spécifique cette déduction pour personne seule. En ce qui concerne le fait qu'il n'y ait pas d'adaptation au renchérissement à faire sur le volet logement, le Conseil des Etats a été dans la même direction que notre conseil.

La commission, par 14 voix contre 0 et 7 abstentions, vous demande de vous rallier à la décision du Conseil des Etats.

**Bührer Gerold** (RL, SH): Der Ständerat hat mit Ausnahme des Abzugs für Alleinstehende keine materiellen Änderungen beschlossen. Namens der FDP-Fraktion empfehle ich Ihnen daher, der ständerätlichen Fassung zuzustimmen. Wir haben dann keine Differenz mehr, und der Ausgleich der kalten Progression ist klar dargestellt.

Der wesentliche Unterschied ist ein formeller, indem der Ständerat im Gegensatz zu uns gefunden hat, man solle den Modus, wie die Abzüge der Teuerung angepasst werden, nicht nur zuhanden der Materialien hier darlegen, sondern auch im Gesetz genau beschreiben. Das ist der formelle Unterschied. Man kann sagen: Die ständerätliche Fassung bürgt für eine klare Transparenz nach aussen. Jedermann kann das genau nachlesen.

Zur materiellen Änderung: Das ist eine einzige, nämlich der Abzug für Alleinstehende wird zurück bis zum 31. Dezember 1995 indexiert, also bis zum Zeitpunkt der letzten Anpassung. Wir halten das für korrekt, denn es ist ja de facto eine Adjustierung, weil die Alleinstehenden nicht mehr ihren speziellen Tarif haben. Dem wird durch diese Anpassung Rechnung getragen.

Zusammenfassend halte ich fest:

1. Wir haben nun absolute Klarheit bezüglich des Ausgleiches der kalten Progression.

2. Die vorliegende Fassung hält sich absolut an das geltende Recht und legt lediglich die beiden Sonderbestimmungen offen fest.

3. Ich halte hier noch einmal fest: Es geht nicht, wie immer wieder dargelegt wird – ich bin erstaunt: auch von regierungsrätlicher Seite fälschlicherweise dargelegt wird –, um eine Aufbesserung des Steuerpaketes, sondern es geht nur darum, dass der Ausgleich der kalten Progression gemäss Verfassung und Gesetz klar dargestellt wird, weil Unklarheiten entstanden sind. Die Mär, wir würden zwei Monate vor der Abstimmung quasi eine Änderung am Steuerpaket vornehmen, bleibt eine Mär und hat mit der Realität nichts zu tun.

In diesem Sinne empfiehlt Ihnen die FDP-Fraktion Zustimmung zur Fassung des Ständerates. Damit haben wir heute Mittwoch reinen Tisch gemacht.

**Maitre Jean-Philippe (C, GE):** Le groupe démocrate-chrétien vous recommande d'adopter la version telle qu'elle résulte des débats du Conseil des Etats. Cette version, en effet, est en tous points conforme aux principes qui ont été adoptés par le Conseil national en ce sens que, d'une part, ces dispositions doivent figurer dans la partie des dispositions transitoires – l'administration en a précisé l'article exact –, et que, d'autre part, le principe arrêté par le Conseil national est intégralement repris. La différence vient de ce que l'Administration fédérale des contributions a souhaité que la règle interprétative de ce principe – que nous avons évoquée dans le cadre des débats, non seulement en commission mais aussi au plénum – soit pleinement inscrite dans la loi de sorte qu'il n'y ait aucune contestation possible. On a ainsi, avec la version du Conseil des Etats, une formulation détaillée qui correspond à ce que nous avons voulu:

1. l'article 215 LIFD s'applique; on ne change pas les règles du jeu en cours de partie;

2. l'article 215 LIFD doit s'appliquer de façon spécifique et différenciée suivant qu'il s'agit notamment de déductions nouvelles, qui n'existaient par conséquent pas auparavant, ou de déductions qui existaient auparavant, mais dont le montant se trouve augmenté par le paquet fiscal. Cette approche plus fine, différenciée, correspond à ce que nous avons souhaité.

On pourrait évidemment se dire que dans l'article 215 LIFD actuel, la compétence revient au Conseil fédéral, et qu'en formulant le texte de l'article 205b des dispositions transitoires tel que nous le faisons, nous procédons en quelque sorte à un transfert de compétence puisque le Parlement prend en réalité une responsabilité qui incombe au Conseil fédéral. Mais c'est relativement secondaire, voire anecdotique, dans le débat de clarification que nous devons avoir.

Il est par conséquent judicieux d'aller de l'avant tel quel, d'autant plus qu'il n'y a pas de changement matériel entre la règle adoptée sur le principe par le Conseil national et la formulation plus détaillée arrêtée par le Conseil des Etats sur la base d'un texte préparé par l'Administration fédérale des contributions.

Il y a une clarification supplémentaire sur un point – cela a été rappelé par Monsieur Bühler – concernant la situation des personnes seules. Il a toujours été dit dans le cadre du paquet fiscal que celui-ci ne devait pas se construire – si vous me permettez l'expression – sur le dos des personnes seules. Nous confirmons ici cette intention politique, de sorte que cette clarification, effectivement, a sa place dans le texte qui vous est soumis.

Voilà les raisons pour lesquelles nous vous recommandons d'approuver le texte tel qu'il résulte des délibérations du Conseil des Etats.

**Walter Hansjörg (V, TG):** Die SVP-Fraktion unterstützt die Version des Ständerates. Wenn wir schon für eine vorgezogene Lösung mit dieser Gesetzesänderung sind, dann ist es richtig und klug, dass wir absolute Klarheit darüber schaffen, wie sich die Abzüge beim Ausgleich der kalten Progression verändern. Für die Stimmenden ist es wichtig, dies zu wissen, denn dies schafft Transparenz. Wir stehen auch voll dahinter, dass die Alleinstehenden – wie es nach dem Beschluss des Nationalrates der Fall wäre – nicht zusätzlich

benachteiligt werden. Wir sind also für die Version des Ständerates.

Ich bitte Sie, hier die Differenz zu beseitigen.

**Präsident (Binder Max, Präsident):** Die Berichterstatter verzichten auf das Wort.

Eine Abstimmung erübrigt sich, denn es ist kein anderer Antrag als derjenige der Kommission gestellt.

*Angenommen – Adopté*

03.035

## **Bundesgesetz über den Versicherungsvertrag. Änderung**

### **Loi fédérale sur le contrat d'assurance. Modification**

*Fortsetzung – Suite*

Botschaft des Bundesrates 09 05 03 (BBI 2003 3789)

Message du Conseil fédéral 09 05 03 (FF 2003 3353)

Ständerat/Conseil des Etats 18 12 03 (Erstrat – Premier Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Nationalrat/Conseil national 17 03 04 (Fortsetzung – Suite)

Nationalrat/Conseil national 17.03 04 (Fortsetzung – Suite)

## **1. Bundesgesetz betreffend die Aufsicht über Versicherungsunternehmen**

### **1. Loi fédérale sur la surveillance des entreprises d'assurance**

#### **Art. 5–13**

*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition de la commission*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

#### **Art. 14**

*Antrag der Mehrheit*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit*

(Strahm, Berberat, Fässler, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)  
*Abs. 1*

....

c. die natürlichen Personen mit einer qualifizierten Beteiligung sinngemäss entsprechend Artikel 3 Absatz 2 Buchstabe c bis des Bankengesetzes.

#### **Art. 14**

*Proposition de la majorité*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Proposition de la minorité*

(Strahm, Berberat, Fässler, Genner, Gysin Remo, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Recordon, Rennwald)  
*Al. 1*

....

c. les personnes morales possédant une participation qualifiée au sens de l'article 3 alinéa 2 lettre c bis de la loi sur les banques.

**Strahm Rudolf (S, BE):** Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe c: Die Minderheit beantragt, einen neuen Buchstaben c einzuführen, nämlich dass auch natürliche Personen mit einer

03.057

**Luftfahrtgesetz.  
Änderung  
Loi sur l'aviation.  
Modification**

*Schlussabstimmung – Vote final*

Botschaft des Bundesrates 10.09.03 (BBl 2003 6241)  
Message du Conseil fédéral 10.09.03 (FF 2003 5688)  
Ständerat/Conseil des Etats 11.12.03 (Erstrat – Premier Conseil)  
Bericht KVF-NR 08.01.04  
Rapport CTT-CN 08.01.04  
Nationalrat/Conseil national 16.03.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 19.03.04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 19.03.04 (Schlussabstimmung – Vote final)

**Bundesgesetz über die Luftfahrt  
Loi fédérale sur l'aviation**

*Abstimmung – Vote*

Für Annahme des Entwurfes .... 43 Stimmen  
(Einstimmigkeit)  
(0 Enthaltungen)

04.017

**Berücksichtigung  
der kalten Progression  
bei der Reform  
der Ehe-  
und Familienbesteuerung  
gemäss Steuerpaket.  
Bundesgesetz  
Prise en compte  
de la progression à froid  
dans le cadre de la réforme  
de l'imposition du couple  
et de la famille prévue  
par le paquet fiscal.  
Loi fédérale**

*Schlussabstimmung – Vote final*

Botschaft des Bundesrates 08.03.04 (BBl)  
Message du Conseil fédéral 08.03.04 (FF)  
Nationalrat/Conseil national 10.03.04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)  
Nationalrat/Conseil national 11.03.04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)  
Nationalrat/Conseil national 15.03.04 (Erstrat – Premier Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 16.03.04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 17.03.04 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 19.03.04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Ständerat/Conseil des Etats 19.03.04 (Schlussabstimmung – Vote final)

**Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer  
Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct**

*Abstimmung – Vote*

Für Annahme des Entwurfes .... 29 Stimmen  
Dagegen .... 10 Stimmen  
(4 Enthaltungen)

04.9001

**Mitteilungen  
des Präsidenten  
Communications  
du président**

**Präsident** (Schuesser Fritz, Präsident): Damit wären wir am Schluss der heutigen Sitzung und auch der Session angelangt. Es war eine nicht sehr stark befrachtete Session. Sie hat aber die eine oder andere Gelegenheit zu grundsätzlichen Diskussionen geboten, und als Ratspräsident darf ich sagen: Es gab einige Momente in dieser Session, in denen ich mich richtig gefreut habe, diesem Rat vorzusitzen zu dürfen – wenn ich gesehen habe, mit welcher Ernsthaftigkeit, Würde und Seriosität die Diskussionen geführt wurden. Ich danke Ihnen ganz herzlich, schliesse Sitzung und Session und wünsche Ihnen alles Gute. *(Beifall)*

*Schluss der Sitzung und der Session um 08.15 Uhr  
Fin de la séance et de la session à 08 h 15*

**Anfragen**

*Anfragen nach Artikel 125 Absatz 5 des Parlamentsgesetzes werden im Rat nicht behandelt; sie sind mit der schriftlichen Antwort des Bundesrates erledigt.*

**Questions**

*Les questions au sens de l'article 125 alinéa 5 de la loi sur le Parlement ne sont pas traitées au conseil; elles sont réputées liquidées lorsque le Conseil fédéral y a répondu par écrit.*

03.1136

**Anfrage Escher Rolf.  
Festlegung der wirtschaftlichen  
Erneuerungsgebiete  
für den Kanton Wallis  
Question Escher Rolf.  
Détermination des zones  
économiques en redéploiement  
pour le canton du Valais**

Einreichungsdatum 01.12.03  
Date de dépôt 01.12.03

*Schriftliche Antwort (Beilage) – Réponse écrite (annexe)*

03.036

**Internationale  
Währungskooperation.  
Neue Rechtsgrundlage  
Coopération monétaire  
internationale.  
Nouvelle base légale**

*Schlussabstimmung – Vote final*

Botschaft des Bundesrates 21 05 03 (BBI 2003 4775)  
Message du Conseil fédéral 21 05 03 (FF 2003 4306)  
Ständerat/Conseil des Etats 29 09 03 (Erstrat – Premier Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 17 12 03 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 02 03 04 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 11 03 04 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 18 03 04 (Differenzen – Divergences)  
Ständerat/Conseil des Etats 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses 1 (BBI 2004 1383)  
Texte de l'acte législatif 1 (FF 2004 1263)

**1. Bundesgesetz über die internationale Währungshilfe  
1. Loi fédérale sur l'aide monétaire internationale**

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 03.036/534)  
Für Annahme des Entwurfes .... 137 Stimmen  
Dagegen .... 52 Stimmen

03.050

**Schutz von Kulturgut  
bei bewaffneten Konflikten.  
Haager Abkommen  
Protection des biens culturels  
en cas de conflit armé.  
Convention de La Haye**

*Schlussabstimmung – Vote final*

Botschaft des Bundesrates 20 08 03 (BBI 2003 6091)  
Message du Conseil fédéral 20 08 03 (FF 2003 5555)  
Ständerat/Conseil des Etats 15.12.03 (Erstrat – Premier Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 09 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 19 03.04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses (BBI 2004 1389)  
Texte de l'acte législatif (FF 2004 1269)

**Bundesbeschluss betreffend das Zweite Protokoll vom  
26. März 1999 zum Haager Abkommen von 1954 für den  
Schutz von Kulturgut bei bewaffneten Konflikten  
Arrêté fédéral concernant le Deuxième Protocole du  
26 mars 1999 relatif à la Convention de La Haye de 1954  
pour la protection des biens culturels en cas de conflit  
armé**

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 03.050/535)  
Für Annahme des Entwurfes .... 195 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

03.057

**Luftfahrtgesetz.  
Änderung  
Loi sur l'aviation.  
Modification**

*Schlussabstimmung – Vote final*

Botschaft des Bundesrates 10 09 03 (BBI 2003 6241)  
Message du Conseil fédéral 10 09 03 (FF 2003 5688)  
Ständerat/Conseil des Etats 11 12 03 (Erstrat – Premier Conseil)  
Bericht KVF-NR 08 01 04  
Rapport CTF-CN 08 01 04  
Nationalrat/Conseil national 16 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Nationalrat/Conseil national 19.03.04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses (BBI 2004 1387)  
Texte de l'acte législatif (FF 2004 1267)

**Bundesgesetz über die Luftfahrt  
Loi fédérale sur l'aviation**

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; Beilage – Annexe 03.057/536)  
Für Annahme des Entwurfes .... 194 Stimmen  
(Einstimmigkeit)

04.017

**Berücksichtigung  
der kalten Progression  
bei der Reform  
der Ehe-  
und Familienbesteuerung  
gemäss Steuerpaket.  
Bundesgesetz  
Prise en compte  
de la progression à froid  
dans le cadre de la réforme  
de l'imposition du couple  
et de la famille prévue  
par le paquet fiscal.  
Loi fédérale**

*Schlussabstimmung – Vote final*

Botschaft des Bundesrates 08 03 04 (BBI 2004 1287)  
Message du Conseil fédéral 08 03 04 (FF 2004 1169)  
Nationalrat/Conseil national 10 03.04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)  
Nationalrat/Conseil national 11 03 04 (Ordnungsantrag – Motion d'ordre)  
Nationalrat/Conseil national 15 03.04 (Erstrat – Premier Conseil)  
Ständerat/Conseil des Etats 16 03 04 (Zweitrat – Deuxième Conseil)  
Nationalrat/Conseil national 17 03 04 (Differenzen – Divergences)  
Nationalrat/Conseil national 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Ständerat/Conseil des Etats 19 03 04 (Schlussabstimmung – Vote final)  
Text des Erlasses (BBI 2004 1381)  
Texte de l'acte législatif (FF 2004 1261)

**Genner Ruth (G, ZH):** Die grüne Fraktion protestiert mit einem Nein zum Beschluss zur kalten Progression gegen die Art und Weise, das Wie und die Rahmenbedingungen, unter welchen dieser Beschluss erarbeitet wurde. Unser Nein ist deshalb ein Nein zum Formalen, ein Nein zum Wie und nicht zum Was. Inhaltlich stehen wir zum Ausgleich der kalten Progression. Der Beschluss hätte, genau wie die Kantone das auch wollten, in aller Ruhe, mit Überlegtheit und Sorgfalt nach der Abstimmung über das Steuerpaket erarbeitet werden können. Was uns heute zur Abstimmung vorliegt, erach-

ten wir Grünen als ein politisches Pfluswerk. Es geht nicht an, während der bereits laufenden Kampagne zum Steuerpaket die Rahmenbedingungen dafür zu ändern. Klarheit wird heute nämlich nicht geschaffen; unter anderem deshalb nicht, weil der heutige Beschluss dem fakultativen Referendum unterliegt, und zwar mit einer Frist, die weit über den Abstimmungstermin vom 16. Mai hinausgeht. Der heutige Beschluss ist gegenüber sämtlichen Kantonsregierungen arrogant. Die Kantone wurden entgegen jeglichen demokratischen Spielregeln nicht konsultiert. Arbeitnehmer- und Arbeitgeberorganisationen hatten innert 24 Stunden ihre Positionen zu präsentieren. Diese Form von Dringlichkeit in einer Materie, die keine Dringlichkeit erfordert, finden wir stossend, und wir kritisieren diesen Umstand. Die grüne Fraktion stimmt deshalb aus formalen Gründen Nein.

**Studer Heiner (E, AG):** Wenn Sie heute in der «Aargauer Zeitung» lesen, dass der gutbürgerliche, auf Harmonie bedachte CVP-Finanzdirektor des Kantons Aargau sagt, dass ihn das Resultat der so genannten Nachbesserung des Steuerpaketes «wirklich wütend» mache, dann muss das aufhorchen lassen – wenn solche Menschen zu dieser Reaktion kommen und nicht nur wir, die politisch eine andere Auffassung haben.

Sie haben mit Ihrem Entscheid, die kalte Progression in der von Ihnen beschlossenen Weise auszugleichen, für sich selber etwas getan, was wir aus Ihrer Sicht nachvollziehen können, aber etwas, was aus unserer Sicht aus grundsätzlichen, rechtlich-staatspolitischen Erwägungen heraus nicht mehr hätte getan werden dürfen.

Von daher gesehen werden auch wir in der Schlussabstimmung diese Vorlage ablehnen. Wir möchten aber klar betonen: Es geht bei dieser Vorlage nicht um die Frage «kalte Progression ausgleichen – ja oder nein»; diese Frage ist nämlich gesetzlich klar beantwortet. Wenn es am 16. Mai ein Nein gibt, gilt die jetzige gesetzliche Regelung, und der Ausgleich wird stattfinden.

#### **Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct**

*Abstimmung – Vote*

*(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 04.017/537)*

Für Annahme des Entwurfes .... 110 Stimmen

Dagegen .... 77 Stimmen

04.9001

### **Mitteilungen des Präsidenten Communications du président**

**Cina Jean-Michel (C, VS):** Sehr geehrter Herr Präsident, ich habe eine Frage an Sie betreffend die kommende Mai-Sondersession. Ich möchte wissen, in welcher Kategorie die Einzelanträge zum Asyl- und zum Ausländergesetz beraten werden.

**Präsident (Binder Max, Präsident):** Das Büro hat in einer schriftlichen Umfrage zu diesem Problem Stellung genommen. Das Resultat lautet wie folgt: Eine Fraktion hat sich gemeldet, die SVP-Fraktion. Sie teilt mit, dass sie das erst nach ihrer Fraktionssitzung entscheiden werde. Das Resultat lautet im Moment 8 gegen 1 Stimmen bei allenfalls 3 Enthaltungen. Das würde bedeuten, dass es im Moment so aussieht, dass die Behandlung wie folgt abläuft: Einzelanträge werden in Kategorie IV schriftlich begründet und sind

bis 27. April einzureichen, damit sie auch alle übersetzt werden können. Es ist aber auch durchaus möglich, dass aufgrund dieses Resultates noch andere Anträge eingereicht werden und sich das Büro auch mit diesen dann noch zu befassen hätte.

Das ist der Stand der Dinge, den ich Ihnen heute bekannt geben kann. Sie können sich darauf einstellen – allerdings mit der Option, dass das auch wieder ändern kann.

Wir dürfen heute einen langjährigen Mitarbeiter der Parlamentsdienste verabschieden: Herrn Richard Bucher, den Chefdolmetscher des Nationalrates, dessen Arbeit im Parlament nach einem Dritteljahrhundert zu Ende geht.

Richard Bucher wurde am 6. März 1939 geboren, ist diplomierter Dolmetscher und Mitglied des Internationalen Verbandes der Konferenzdolmetscher. Er unterrichtete auch an der Dolmeterschule Zürich, wo er selbst ausgebildet worden war.

Am 12. Mai 1972 wurde Herr Bucher als Dolmetscher des Nationalrates fest angestellt, nachdem er mehrere Sessionen lang als Stellvertreter tätig gewesen war. Am 4. Oktober 1984 wurde er Chefdolmetscher. Seither hat er die Arbeit der sympathischen Equipe organisiert, die dort oben, flankiert von schutzengelhaften Karyatiden, ihre Arbeit verrichtet. Über dreissig Jahre lang hat Richard Bucher die französischen und italienischen Voten zur allgemeinen Zufriedenheit gedolmetscht. Dank seiner Arbeit ist etwas von der lateinischen Eloquenz über die Saane und die Leventina gedungen und hat diese dem Deutschschweizer Ohr noch attraktiver gemacht.

Heute geht ein Kapitel im Leben von Richard Bucher zu Ende. Ich wünsche mir, dass er, der von seiner Kabine aus stets eine privilegierte Sicht auf unsere Politik hatte, unser Parlament stets in guter Erinnerung behalten wird. Ganz bestimmt – ganz bestimmt! – wird er einige von Ihnen und auch einige unserer früheren Kolleginnen und Kollegen speziell in Erinnerung behalten.

Ich danke Richard Bucher von ganzem Herzen für seine Treue gegenüber dem Nationalrat und für sein berufliches Engagement in all diesen Jahren. Er tritt in den wohlverdienten Ruhestand. Herr Bucher, ich wünsche Ihnen weiterhin gute Gesundheit, viel Freude und Wohlergehen. Es würde mich freuen, Sie ab und zu wieder hier im Haus zu sehen.

Für seine Arbeit gebührt Herrn Bucher ein ganz herzlicher Applaus. *(Grosser Beifall)*

Wir sind am Ende einer als «Light-Session» angekündigten Frühjahrs-session. Ich glaube, Sie gehen mit mir einig, dass es keine «Light-Session», sondern eine reich befrachtete Session war, die von uns auch Flexibilität gefordert hat. Ich kann Ihnen heute sagen, dass wir alle grossen traktandierten Geschäfte behandelt haben. Wir haben keine Pendenzen hinterlassen, ausser persönlichen Vorstössen und parlamentarischen Initiativen, die dem neu eingefügten Geschäft «kalte Progression» weichen mussten.

Ich glaube, der Umstand, dass dieses Programm derart eingehalten werden konnte, ist auch Ihnen zu verdanken. Ich danke Ihnen recht herzlich für Ihr kooperatives Mitmachen.

Ich möchte an dieser Stelle aber auch meiner Unterstützungsequipe ganz herzlich danken: der Generalsekretärin, dann Herrn Ueli Anliker, der mich in hervorragender Art und Weise unterstützt, und selbstverständlich auch meinem Dolmetscher französischer Sprache. Diesen drei gehört und gebührt auch heute, am Ende dieser Session, Ihr herzlicher Applaus! *(Beifall)*

Ich komme zur Bilanz der persönlichen Vorstösse. Hier sieht es wesentlich weniger erfreulich aus – jedenfalls wenn Sie von den Zahlen ausgehen –: Wir haben 154 persönliche Vorstösse erledigt. Bis vor etwa einer halben Stunde sind 235 Vorstösse neu eingereicht worden. Ich gehe davon aus, dass es inzwischen wahrscheinlich 250 Vorstösse sind. Das würde also eine Negativbilanz von rund 100 Vorstössen bedeuten. Damit haben Sie Ihre Arbeit in diesem Rat auf einige Zeit gesichert.

Ich möchte Ihnen nochmals bestens für Ihr kooperatives Mitwirken danken. Ich wünsche Ihnen einen guten Rest der Woche, ich wünsche Ihnen alles Gute in all Ihren Tätigkei-

**Geschäft / Objet:**

Bundesgesetz über die direkte Bundessteuer (DBG)

Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD) (Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la

**Gegenstand / Objet du vote:**

Schlussabstimmung

Vote final

**Abstimmung vom / Vote du:** 19.03.2004 08:52:12

Abate	+	R	TI	Freysinger	+	V	VS	Kunz	+	V	LU	Roth	=	S	GE
Aeschbacher	=	E	ZH	Frösch	*	G	BE	Lang	=	G	ZG	Ruey	+	R	VD
Allemann	=	S	BE	Fassler	=	S	SG	Laubacher	+	V	LU	Rutschmann	+	V	ZH
Amstutz	+	V	BE	Föhn	+	V	SZ	Leu	+	C	LU	Sadis	+	R	TI
Baader Caspar	+	V	BL	Gadient	=	V	GR	Leuenberger Genève	=	G	GE	Salvi	=	S	VD
Bader Elvira	+	C	SO	Gallade	=	S	ZH	Leutenegger Filippo	+	R	ZH	Savary	=	S	VD
Banga	=	S	SO	Garbani	=	S	NE	Leutenegger Susanne	=	S	BL	Schenk	+	V	BE
Baumann Alexander	+	V	TG	Genner	=	G	ZH	Leuthard	+	C	AG	Schenker	=	S	BS
Beck	+	R	VD	Germanier	+	R	VS	Levrat	=	S	FR	Scherer Marcel	+	V	ZG
Berberat	=	S	NE	Giezendanner	+	V	AG	Loepfe	+	C	AI	Schibli	+	V	ZH
Bezzola	+	R	GR	Glasson	+	R	FR	Lustenberger	+	C	LU	Schluer	+	V	ZH
Bigger	+	V	SG	Glur	+	V	AG	Maillard	=	S	VD	Schmid Walter	+	V	BE
Bignasca Attilio	+	V	TI	Goll	=	S	ZH	Maitre	+	C	GE	Schneider	+	R	BE
Binder	#	V	ZH	Graf	=	G	BL	Markwalder	+	R	BE	Schwander	+	V	SZ
Borer	+	V	SO	Gross Andreas	=	S	ZH	Marti Werner	=	S	GL	Siegrist	o	V	AG
Bortoluzzi	+	V	ZH	Gross Jost	=	S	TG	Marty Kalin	=	S	ZH	Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Bruderer	=	S	AG	Guisan	o	R	VD	Mathys	+	V	AG	Sommaruga Carlo	=	S	GE
Brun	+	C	LU	Gutzwiller	+	R	ZH	Maurer	+	V	ZH	Speck	+	V	AG
Brunner Toni	+	V	SG	Gyr	=	S	SZ	Maury Pasquier	=	S	GE	Spuhler	+	V	TG
Brunschwig Graf	o	R	GE	Gysin Hans Rudolf	+	R	BL	Meier-Schatz	+	C	SG	Stahl	+	V	ZH
Bugnon	+	V	VD	Gysin Remo	=	S	BS	Messmer	+	R	TG	Stamm Luzi	+	V	AG
Burkhalter	+	R	NE	Gunter	=	S	BE	Meyer Thérèse	+	C	FR	Steiner	+	R	SO
Bäumle	=	G	ZH	Haering Binder	=	S	ZH	Miesch	+	V	BL	Strahm	=	S	BE
Buchler	+	C	SG	Haller	+	V	BE	Ménétreay Savary	=	G	VD	Studer Heiner	=	E	AG
Buhlmann	=	G	LU	Hassler	=	V	GR	Morgeli	+	V	ZH	Stump	=	S	AG
Buhrer	+	R	SH	Hegetschweiler	+	R	ZH	Müller Geri	=	G	AG	Teuscher	=	G	BE
Cathomas	+	C	GR	Heim Bea	=	S	SO	Müller Philipp	+	R	AG	Thanei	=	S	ZH
Cavalli	*	S	TI	Hess Bernhard	=	-	BE	Müller Walter	+	R	SG	Theiler	+	R	LU
Chevrier	o	C	VS	Hochreutener	+	C	BE	Muller-Hemmi	=	S	ZH	Triponez	+	R	BE
Christen	+	R	VD	Hofmann Urs	=	S	AG	Müri	+	V	LU	Vanek	=	-	GE
Cina	+	C	VS	Hollenstein	=	G	SG	Noser	+	R	ZH	Vaudroz René	+	R	VD
Cuche	=	G	NE	Huber	+	R	UR	Oehri	+	V	BE	Veillon	+	V	VD
Daguet	=	S	BE	Hubmann	=	S	ZH	Pagan	+	V	GE	Vermot	=	S	BE
Darbellay	o	C	VS	Huguenn	=	-	VD	Parmelin	+	V	VD	Vischer	=	G	ZH
De Buman	+	C	FR	Humbel Näf	+	C	AG	Pedrina	=	S	TI	Vollmer	=	S	BE
Donzé	=	E	BE	Hutter Jasmin	+	V	SG	Pelli	+	R	TI	Waber Christian	=	E	BE
Dormond Marlyse	=	S	VD	Hutter Markus	+	R	ZH	Perrin	+	V	NE	Walker Félix	+	C	SG
Dunant	+	V	BS	Haberli	+	C	TG	Pfister Gerhard	+	C	ZG	Walter Hansjörg	+	V	TG
Dupraz	+	R	GE	Hammerle	=	S	GR	Pfister Theophil	+	V	SG	Wandfluh	+	V	BE
Egerszegi	+	R	AG	Imfeld	+	C	OW	Randegger	+	R	BS	Wasserfallen	+	R	BE
Eggly	*	R	GE	Ineichen	+	R	LU	Rechsteiner Paul	=	S	SG	Wehri	+	C	SZ
Engelberger	+	R	NW	Janiak	=	S	BL	Rechsteiner-Basel	=	S	BS	Weigelt	+	R	SG
Fasel	=	G	FR	Jermann	+	C	BL	Recordon	=	G	VD	Weyeneth	+	V	BE
Fattebert	+	V	VD	Joder	+	V	BE	Rennwald	=	S	JU	Widmer	=	S	LU
Favre	+	R	VD	Jutzet	=	S	FR	Rey	=	S	VS	Wobmann	+	V	SO
Fehr Hans	*	V	ZH	Kaufmann	+	V	ZH	Reymond	+	V	GE	Wyss Ursula	=	S	BE
Fehr Hans-Jürg	=	S	SH	Keller Robert	+	V	ZH	Riklin	+	C	ZH	Wafler	=	E	ZH
Fehr Jacqueline	=	S	ZH	Kiener Nellen	=	S	BE	Rime	+	V	FR	Zapfl	+	C	ZH
Fehr Mario	=	S	ZH	Kleiner	*	R	AR	Robbiani	o	C	TI	Zisyadis	=	-	VD
Fluri	o	R	SO	Kohler	=	C	JU	Rossini	=	S	VS	Zuppiger	+	V	ZH

+ ja / oui / si                   % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4 / excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. Art. 57 al. 4  
 = nein / non / no               \* hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato  
 o enth. / abst. / ast.       # Der Präsident stimmt nicht / Le président ne prend pas part aux votes

**Ergebnisse / Résultats:**

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
ja / oui / si	24	0	35	0	0	51	0	110
nein / non / no	1	14	0	51	5	2	4	77
enth. / abst. / ast.	3	0	3	0	0	1	0	7
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	0	0	0	0	0
hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato	0	1	2	1	0	1	0	5

Bedeutung Ja / Signification de oui:

Bedeutung Nein / Signification de non:

**Geschäft / Objet:**

Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung. Bundesgesetz (WAK)

Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédérale

**Gegenstand / Objet du vote:**

Ordnungsantrag Marti Werner

**Abstimmung vom / Vote du:** 10.03.2004 10:12:12

Abate	=	R	TI	Freysinger	=	V	VS	Kunz	=	V	LU	Roth	+	S	GE
Aeschbacher	+	E	ZH	Frosch	+	G	BE	Lang	+	G	ZG	Ruey	*	R	VD
Allemann	+	S	BE	Fässler	+	S	SG	Laubacher	=	V	LU	Rutschmann	=	V	ZH
Amstutz	=	V	BE	Fohn	*	V	SZ	Leu	=	C	LU	Sadis	=	R	TI
Baader Caspar	=	V	BL	Gadient	o	V	GR	Leuenberger Genève	+	G	GE	Salvi	+	S	VD
Bader Elvira	=	C	SO	Gallade	+	S	ZH	Leutenegger Filippo	=	R	ZH	Savary	*	S	VD
Banga	+	S	SO	Garbani	+	S	NE	Leutenegger Susanne	+	S	BL	Schenk	=	V	BE
Baumann Alexander	=	V	TG	Genner	+	G	ZH	Leuthard	=	C	AG	Schenker	+	S	BS
Beck	o	R	VD	Germanier	=	R	VS	Levrat	+	S	FR	Scherer Marcel	=	V	ZG
Berberat	+	S	NE	Giezendanner	=	V	AG	Loepfe	*	C	AI	Schibli	=	V	ZH
Bezzola	=	R	GR	Glasson	=	R	FR	Lustenberger	=	C	LU	Schluer	=	V	ZH
Bigger	=	V	SG	Glur	=	V	AG	Maillard	+	S	VD	Schmied Walter	=	V	BE
Bignasca Attilio	=	V	TI	Goll	+	S	ZH	Maitre	=	C	GE	Schneider	=	R	BE
Binder	#	V	ZH	Graf	+	G	BL	Markwalder	=	R	BE	Schwander	=	V	SZ
Borer	=	V	SO	Gross Andreas	+	S	ZH	Marti Werner	+	S	GL	Siegrist	*	V	AG
Bortoluzzi	=	V	ZH	Gross Jost	+	S	TG	Marty Kälin	+	S	ZH	Simoneschi-Cortesi	=	C	TI
Bruderer	+	S	AG	Guisan	o	R	VD	Mathys	=	V	AG	Sommaruga Carlo	+	S	GE
Brun	=	C	LU	Gutzwiller	*	R	ZH	Maurer	=	V	ZH	Speck	=	V	AG
Brunner Toni	=	V	SG	Gyr	+	S	SZ	Maury Pasquier	+	S	GE	Spuhler	=	V	TG
Brunschwig Graf	*	R	GE	Gysin Hans Rudolf	=	R	BL	Meier-Schatz	=	C	SG	Stahl	=	V	ZH
Bugnon	=	V	VD	Gysin Remo	+	S	BS	Messmer	*	R	TG	Stamm Luzi	=	V	AG
Burkhalter	=	R	NE	Gunter	+	S	BE	Meyer Thérèse	=	C	FR	Steiner	=	R	SO
Bäumle	+	G	ZH	Haering Binder	+	S	ZH	Miesch	=	V	BL	Strahm	+	S	BE
Büchler	=	C	SG	Haller	=	V	BE	Ménétreay Savary	+	G	VD	Studer Heiner	+	E	AG
Bühlmann	+	G	LU	Hassler	o	V	GR	Morgeli	=	V	ZH	Stump	+	S	AG
Bührer	=	R	SH	Hegetschweiler	=	R	ZH	Muller Geri	+	G	AG	Teuscher	+	G	BE
Cathomas	=	C	GR	Heim Bea	+	S	SO	Muller Philipp	=	R	AG	Thanei	+	S	ZH
Cavalli	*	S	TI	Hess Bernhard	+	-	BE	Müller Walter	=	R	SG	Theiler	=	R	LU
Chevrier	=	C	VS	Hochreutener	*	C	BE	Müller-Hemmi	+	S	ZH	Triponoz	=	R	BE
Christen	=	R	VD	Hofmann Urs	+	S	AG	Müri	=	V	LU	Vanek	+	-	GE
Cina	=	C	VS	Hollenstein	+	G	SG	Noser	=	R	ZH	Vaudroz René	=	R	VD
Cuche	+	G	NE	Huber	=	R	UR	Oehrl	=	V	BE	Veillon	=	V	VD
Daguet	+	S	BE	Hubmann	+	S	ZH	Pagan	=	V	GE	Vermot	*	S	BE
Darbellay	+	C	VS	Huguenin	+	-	VD	Parmelin	=	V	VD	Vischer	+	G	ZH
De Buman	=	C	FR	Humbel Naf	=	C	AG	Pedrina	+	S	TI	Vollmer	+	S	BE
Donzé	+	E	BE	Hutter Jasmin	=	V	SG	Pelli	=	R	TI	Waber Christian	+	E	BE
Dormond Marlyse	+	S	VD	Hutter Markus	=	R	ZH	Perrin	=	V	NE	Walker Félix	=	C	SG
Dunant	=	V	BS	Haberli	=	C	TG	Pfister Gerhard	=	C	ZG	Walter Hansjörg	=	V	TG
Dupraz	=	R	GE	Hämmerle	+	S	GR	Pfister Theophil	=	V	SG	Wandfluh	=	V	BE
Egerszegi	=	R	AG	Imfeld	=	C	OW	Randegger	=	R	BS	Wasserfallen	=	R	BE
Eggly	=	R	GE	Ineichen	=	R	LU	Rechsteiner Paul	+	S	SG	Wehrli	=	C	SZ
Engelberger	=	R	NW	Janiak	*	S	BL	Rechsteiner-Basel	+	S	BS	Weigelt	=	R	SG
Fasel	*	G	FR	Jermann	=	C	BL	Recordon	+	G	VD	Weyeneth	=	V	BE
Fattebert	=	V	VD	Joder	=	V	BE	Rennwald	+	S	JU	Widmer	+	S	LU
Favre	=	R	VD	Jutzet	+	S	FR	Rey	+	S	VS	Wobmann	=	V	SO
Fehr Hans	*	V	ZH	Kaufmann	=	V	ZH	Reymond	=	V	GE	Wyss Ursula	+	S	BE
Fehr Hans-Jürg	+	S	SH	Keller Robert	=	V	ZH	Riklin	=	C	ZH	Wäfler	+	E	ZH
Fehr Jacqueline	+	S	ZH	Kiener Nellen	+	S	BE	Rime	=	V	FR	Zapfl	*	C	ZH
Fehr Mario	+	S	ZH	Kleiner	=	R	AR	Robbiani	+	C	TI	Zisyadis	+	-	VD
Fluri	=	R	SO	Kohler	+	C	JU	Rossini	+	S	VS	Zuppiger	=	V	ZH

+ ja / oui / sì % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4 / excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. Art. 57 al. 4

= nein / non / no \* hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato

o enth. / abst. / ast. # Der Präsident stimmt nicht / Le président ne prend pas part aux votes

**Ergebnisse / Résultats:**

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
ja / oui / sì	3	14	0	48	5	0	4	74
nein / non / no	22	0	34	0	0	50	0	106
enth. / abst. / ast.	0	0	2	0	0	2	0	4
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	0	0	0	0	0
hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato	3	1	4	4	0	3	0	15

Bedeutung Ja / Signification de oui: Zustimmung

Bedeutung Nein / Signification de non: Ablehnung

**Geschäft / Objet:**

Berücksichtigung der kalten Progression bei der Reform der Ehe- und Familienbesteuerung. Bundesgesetz (WAK)

Prise en compte de la progression à froid dans le cadre de la réforme de l'imposition du couple et de la famille prévue par le paquet fiscal. Loi fédér.

**Gegenstand / Objet du vote:**

GesamtAbstimmung

Vote sur l'ensemble

**Abstimmung vom / Vote du:** 15.03.2004 18:31:35

Abate	+	R	TI	Freysinger	+	V	VS	Kunz	*	V	LU	Roth	=	S	GE
Aeschbacher	*	E	ZH	Frösch	=	G	BE	Lang	=	G	ZG	Ruey	+	R	VD
Allemann	=	S	BE	Fassler	=	S	SG	Laubacher	+	V	LU	Rutschmann	+	V	ZH
Amstutz	+	V	BE	Föhn	+	V	SZ	Leu	+	C	LU	Sadis	+	R	TI
Baader Caspar	+	V	BL	Gadient	=	V	GR	Leuenberger Genève	=	G	GE	Salvi	=	S	VD
Bader Elvira	+	C	SO	Gallade	=	S	ZH	Leutenegger Filippo	*	R	ZH	Savary	=	S	VD
Banga	=	S	SO	Garbani	=	S	NE	Leutenegger Susanne	=	S	BL	Schenk	+	V	BE
Baumann Alexander	+	V	TG	Genner	=	G	ZH	Leuthard	+	C	AG	Schenker	=	S	BS
Beck	+	R	VD	Germanier	+	R	VS	Levrat	=	S	FR	Scherer Marcel	+	V	ZG
Berberat	=	S	NE	Giezendanner	+	V	AG	Loepfe	+	C	AI	Schibli	+	V	ZH
Bezzola	+	R	GR	Glasson	+	R	FR	Lustenberger	+	C	LU	Schluer	+	V	ZH
Bigger	*	V	SG	Glur	+	V	AG	Mailard	=	S	VD	Schmied Walter	+	V	BE
Bignasca Attilio	+	V	TI	Goll	=	S	ZH	Maitre	+	C	GE	Schneider	*	R	BE
Binder	#	V	ZH	Graf	=	G	BL	Markwalder	+	R	BE	Schwander	+	V	SZ
Borer	+	V	SO	Gross Andreas	=	S	ZH	Marti Werner	=	S	GL	Siegrist	*	V	AG
Bortoluzzi	+	V	ZH	Gross Jost	=	S	TG	Marty Kalin	=	S	ZH	Simoneschi-Cortesi	+	C	TI
Bruderer	=	S	AG	Guisan	+	R	VD	Mathys	+	V	AG	Sommaruga Carlo	=	S	GE
Brun	+	C	LU	Gutzwiller	+	R	ZH	Maurer	+	V	ZH	Speck	+	V	AG
Brunner Toni	*	V	SG	Gyr	=	S	SZ	Maury Pasquier	=	S	GE	Spuhler	+	V	TG
Brunschwig Graf	*	R	GE	Gysin Hans Rudolf	+	R	BL	Meier-Schatz	*	C	SG	Stahl	+	V	ZH
Bugnon	+	V	VD	Gysin Remo	=	S	BS	Messmer	+	R	TG	Stamm Luzi	+	V	AG
Burkhalter	+	R	NE	Günter	=	S	BE	Meyer Thérèse	+	C	FR	Steiner	+	R	SO
Bäumle	=	G	ZH	Haering Binder	=	S	ZH	Miesch	+	V	BL	Strahm	=	S	BE
Buchler	+	C	SG	Haller	+	V	BE	Ménétreay Savary	=	G	VD	Studer Heiner	=	E	AG
Buhlmann	=	G	LU	Hassler	=	V	GR	Morgeli	+	V	ZH	Stump	=	S	AG
Buhrer	+	R	SH	Hegetschweiler	+	R	ZH	Müller Geri	=	G	AG	Teuscher	=	G	BE
Cathomas	+	C	GR	Heim Bea	=	S	SO	Müller Philipp	+	R	AG	Thanei	=	S	ZH
Cavalli	*	S	TI	Hess Bernhard	=	-	BE	Müller Walter	+	R	SG	Theiler	+	R	LU
Chevrier	o	C	VS	Hochreutener	*	C	BE	Müller-Hemmi	*	S	ZH	Triponez	+	R	BE
Christen	+	R	VD	Hofmann Urs	=	S	AG	Muri	+	V	LU	Vanek	=	-	GE
Cina	+	C	VS	Hollenstein	=	G	SG	Noser	*	R	ZH	Vaudroz René	+	R	VD
Cuche	=	G	NE	Huber	+	R	UR	Oehri	+	V	BE	Veillon	+	V	VD
Daguet	=	S	BE	Hubmann	=	S	ZH	Pagan	+	V	GE	Vermot	=	S	BE
Darbellay	o	C	VS	Huguenin	=	-	VD	Parmelin	+	V	VD	Vischer	=	G	ZH
De Buman	+	C	FR	Humbel Naf	+	C	AG	Pedrina	=	S	TI	Vollmer	=	S	BE
Donzé	=	E	BE	Hutter Jasmin	+	V	SG	Pelli	+	R	TI	Waber Christian	=	E	BE
Dormond Marlyse	=	S	VD	Hutter Markus	+	R	ZH	Perrin	+	V	NE	Walker Félix	+	C	SG
Dunant	+	V	BS	Haberli	+	C	TG	Pfister Gerhard	*	C	ZG	Walter Hansjorg	+	V	TG
Dupraz	+	R	GE	Hammerle	=	S	GR	Pfister Theophil	*	V	SG	Wandfluh	+	V	BE
Egerszegi	+	R	AG	Imfeld	+	C	OW	Randegger	*	R	BS	Wasserfallen	+	R	BE
Eggly	+	R	GE	Ineichen	+	R	LU	Rechsteiner Paul	=	S	SG	Wehrli	+	C	SZ
Engelberger	+	R	NW	Janiak	=	S	BL	Rechsteiner-Basel	=	S	BS	Weigelt	+	R	SG
Fasel	*	G	FR	Jermann	+	C	BL	Recordon	=	G	VD	Weyeneth	+	V	BE
Fattebert	+	V	VD	Joder	+	V	BE	Rennwald	=	S	JU	Widmer	=	S	LU
Favre	+	R	VD	Jutzet	*	S	FR	Rey	=	S	VS	Wobmann	+	V	SO
Fehr Hans	*	V	ZH	Kaufmann	+	V	ZH	Reymond	+	V	GE	Wyss Ursula	=	S	BE
Fehr Hans-Jurg	=	S	SH	Keller Robert	+	V	ZH	Riklin	+	C	ZH	Wafler	=	E	ZH
Fehr Jacqueline	*	S	ZH	Kiener Nellen	=	S	BE	Rime	*	V	FR	Zapfl	+	C	ZH
Fehr Mario	=	S	ZH	Kleiner	+	R	AR	Robbiani	o	C	TI	Zisyadis	=	-	VD
Fluri	*	R	SO	Kohler	*	C	JU	Rossini	=	S	VS	Zuppiger	+	V	ZH

+ ja / oui / sì % entschuldigt gem. Art. 57 Abs. 4 / excusé selon art. 57 al. 4 / scusato sec. Art. 57 al. 4

= nein / non / no \* hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato

o enth. / abst. / ast. # Der Präsident stimmt nicht / Le président ne prend pas part aux votes

**Ergebnisse / Résultats:**

Fraktion / Groupe / Gruppo	C	G	R	S	E	V	-	Tot.
ja / oui / sì	21	0	34	0	0	46	0	101
nein / non / no	0	14	0	48	4	2	4	72
enth. / abst. / ast.	3	0	0	0	0	0	0	3
entsch. Art. 57 4 / excusé art. 57 4 / scusato Art. 57 4	0	0	0	0	0	0	0	0
hat nicht teilgenommen / n'a pas voté / non ha votato	4	1	6	4	1	7	0	23

Bedeutung Ja / Signification de oui:

Bedeutung Nein / Signification de non: